

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA NOTION
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Dans la loi du 9 avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 16 Juin 1915, à 13 heures 1/2

PAR

Eugène N. JONESCO

AVOCAT

Président : M. R. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { M. MASSIGLI, professeur.
 } M. AMBROISE COLIN, professeur



PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

ANCIENNE ET MODERNE

Édouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

—
1915

DE LA NOTION
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Dans la loi du 9 Avril 1898

A circular library stamp from the University of Leiden. The text "R. UNIV." is at the top, "BIBLIOTHEEK" is in the middle, and "LEIDEN" is at the bottom, all within a circular border.

PAR

AVOCAT



1915

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

DE LA NOTION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Dans la Loi du 9 Avril 1898

INTRODUCTION

« Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, — dit l'article 1^{er} al. 1 de la loi du 9 avril 1898, — aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours. »

Ce texte a institué la responsabilité du chef d'entreprise pour tous les accidents, dont les ouvriers et employés sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail. Mais il n'a pas donné une définition de ce qu'il faut entendre par accident, ni précisé par ce qu'il faut entendre par « *fait du travail* » et « *à l'occasion du travail* ». C'est la Jurisprudence qui a dégagé la notion de ce qu'on ap-

pelle couramment l'accident du travail. Plus exactement, la Jurisprudence sans essayer de donner une formule unique réunissant les différents cas qui rentrent dans le domaine de la loi de 1898, s'est bornée à rechercher dans chaque espèce qui lui était soumise, si, aux termes de la loi et conformément à l'esprit du législateur, le fait dont se plaignait l'ouvrier présentait les caractères nécessaires pour fonder le droit à une indemnité.

Elle a été ainsi amenée à indiquer un certain nombre d'hypothèses, où l'on est en face d'un accident proprement dit et d'autres, où la lésion présente un autre caractère. Elle a été également amenée à préciser dans quels cas l'accident provient du fait du travail, ou s'est produit à son occasion.

Nous n'avons point la prétention d'étudier dans leur détail toutes les décisions de la Jurisprudence, mais peut être pouvons nous espérer tirer des principales d'entre elles une notion générale de ce qu'il faut entendre par *accident du travail*, au sens de la loi de 1898.

Aux termes de l'article 1^{er} al.1, trois conditions sont nécessaires pour que l'ouvrier ait droit à une indemnité. Nous employons, *brevitatis causa*, ce mot « ouvrier » pour désigner celui qui a mis son activité ou son travail au service d'autrui, bien que le cercle de ceux qui peuvent se réclamer de la loi de 1898 dépasse de beaucoup ceux que l'on appelle couramment « ouvriers ». — D'autre part nous supposons, bien entendu, dans toutes les explications ultérieures, que la question de l'assujettissement à la loi ne fait pas doute, bien qu'elle puisse se poser pour chaque cas concret où la victime d'un accident

réclame une indemnité. Nous nous plaçons donc en face d'une personne employée dans une industrie, un commerce, une entreprise soumise à la loi de 1898 et nous nous demandons quand elle pourra se dire victime d'un accident, lui donnant droit à une indemnité.

Il faut pour cela trois conditions :

- 1° qu'il y ait accident,
- 2° qu'il y ait travail,
- 3° que cet accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Ces trois points nous indiquent la division de notre étude.

Nous rechercherons dans un Chapitre I, ce qu'il faut entendre par accident ; quels en sont les caractères et quelles sont les lésions qu'il faut, d'après la Jurisprudence, exclure de cette définition.

Dans notre Chapitre II, nous examinerons dans quels cas la Jurisprudence reconnaît qu'il y a travail

Enfin, dans notre troisième Chapitre, nous essaierons de déterminer la nature de la relation que la loi établit entre le travail et l'accident, par la double expression : « par le fait du travail » et « à l'occasion du travail ».



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I

L'ACCIDENT

Définition. — Caractères : soudaineté, violence, cause extérieure. — Maladies professionnelles.

La loi de 1898 n'ayant pas défini l'accident, c'est à la Doctrine et à la Jurisprudence qu'il nous faut demander cette définition.

Lorsque dans le langage courant on parle d'un accident, on entend presque toujours un événement grave, dramatique et dont les conséquences apparaissent immédiatement. C'est parfois la mort, d'autres fois un membre rompu ou brisé, un organe lésé, une blessure qui met les muscles à nu, ou occasionne une abondante hémorragie. Tel est souvent aussi l'accident du travail, mais parfois il est par rapport à ses conséquences très léger et peut même aller jusqu'à ne pas apparaître nettement en son origine. L'atteinte est comme sournoise, la cause extérieure à peine perceptible, et ce n'est que lorsque la désorganisation de l'organisme va s'aggravant, que l'on recherche la cause des phénomènes d'altération constatés.

On applique les connaissances expérimentales de la médecine, on conclut à un accident qui a dû ainsi se produire, puisque l'on observe de tels symptômes, mais qui

pour la victime avaient passé inaperçus. On reconstitue, pour ainsi dire, artificiellement l'accident (1).

C'est l'idée générale qui inspire les définitions que l'on a proposées de l'accident. « Par accident, — disait M. Paullet dans son rapport au congrès de Düsseldorf en 1900, — il faut entendre seulement le résultat d'une action extérieure et soudaine en cours de travail. Ni la maladie professionnelle, conséquence lointaine des fatigues et des insalubrités du métier, ni à plus forte raison un accident survenu dans la vie individuelle de l'ouvrier, en dehors de sa vie industrielle, ne peuvent ouvrir droit à réparation dans les termes de la loi de 1898 ».

Cette définition met surtout en relief le caractère de soudaineté de l'accident et l'idée qu'il provient d'une cause extérieure. C'est également ce qui ressort de la définition dans l'étude que M. Marestaing a consacré à l'examen des *accidents du travail dans les divers pays* (2). « C'est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure ».

La circulaire du garde des Sceaux du 10 Juin 1899, (3) reproduit à peu de choses près la même définition. « L'accident, tel qu'il faut l'entendre dans notre matière, consiste dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure ».

La définition de M. Marestaing est approuvée sans réserve par M. Sachet, qui a pourtant cru devoir à son tour présenter une définition. « L'accident est un événement anormal, en général soudain ou tout au moins

(1). Morin : *De la notion d'accident du travail*. p. 21. Paris, 1903.

(2). *Congrès international des accidents du travail*. 1889, Rapport.

(3). *Bull. off.* 1899. p. 77.

d'une durée courte et limitée, qui porte atteinte à l'intégrité ou à la santé du corps humain » (1).

En somme, il n'y a guère entre la définition de M. Marestaing et celle de M. Sachet qu'une différence tenant à l'interversion des termes. La définition de M. Sachet insistant sur ce que l'accident est un événement extérieur, est une définition objective, tandis que celle de M. Marestaing qui appelle accident une atteinte au corps humain est surtout subjective. Au fond, que l'on parte de l'effet, de l'atteinte à l'organisme, ou de la cause, de l'événement qui provoque, l'idée fondamentale de la définition est la même.

Elles ne sont, du reste, pas à l'abri de toute critique. En effet, comme le fait remarquer M. Loubat, (2) elles ne visent que les lésions, c'est-à-dire les blessures externes et les atteintes aux organes internes d'origine traumatique. Mais il est d'autres faits qui ne proviennent pas d'une cause extérieure et ne produisent aucune lésion, par exemple les traumatismes psychiques déterminant des troubles cérébraux ou nerveux et que cependant tout le monde s'accorde à faire rentrer dans la notion d'accident. Ici, l'action de la force extérieure ne s'exerce pas directement sur le corps par un choc : elle produit son effet en quelque sorte par contre coup, en déterminant sur l'esprit une impression profonde qui aura ensuite son retentissement sur l'organisme. Ex : La chaudière d'une usine fait explosion : plusieurs ouvriers atteints par des éclats deviennent invalides. Pas de difficulté

(1) A. Sachet : *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*. 5^e édition, Paris 1909, Tome premier p. 155.

(2) Loubat : *Traité sur le risque professionnel*. 3^e édition, Paris 1907, p. 173.

pour ceux-là : ils sont, sans conteste, victimes d'un accident du travail. Un de leurs camarades qui se trouve au milieu d'eux paraît tout d'abord avoir été plus heureux, aucun projectile ne le touche. Cette catastrophe, cependant, produit sur son esprit une impression si forte, si profonde, qu'il finit — après quelque temps — par perdre la raison. Les médecins s'accordent à dire que le dérangement de ses facultés mentales est dû à l'émotion qu'il a éprouvée. La folie, devra-t-elle être considérée comme une lésion constitutive de l'accident et lui donnera-t-elle droit à une indemnité ? « Je n'hésite pas — dit M. Sachet — à répondre affirmativement. La folie est une altération du cerveau, un traumatisme, au même titre que la rupture d'un muscle, la perforation d'une artère ou la fracture d'un os. Il n'importe qu'elle ait été produite par le choc d'un objet solide, ou par des vibrations qui échappent encore à l'analyse. Ce n'est pas parceque la transmission de la cause à l'effet échappe à la perception de nos sens que le lien qui les rattache n'existe pas ». (1)

D'une façon plus générale, tous les troubles cérébraux ou nerveux, tels que la démence, l'hystérie, l'hypocondrie, la neurasthénie, etc. peuvent avoir une origine traumatique et donc constituer l'un des éléments constitutifs de l'accident.

Pour tenir compte de ces considérations, M. Loubat a proposé de l'accident la définition suivante : « L'accident consiste dans toute lésion corporelle, dans tout trouble psychique, résultant de l'action soudaine d'une cause extérieure ou d'un effort violent » (2).

(1). Sachet *op. cit.* p. 154.

(2). Loubat *op. cit.* p. 173

Cette définition laisse de côté l'idée inexacte que l'accident supposerait, forcément, un heurt corporel, puisque l'événement qui détermine la lésion d'un organe intérieur, ou le trouble psychique peut très bien ne pas avoir atteint matériellement le corps de la victime (1).

Quelles que soient, du reste, les divergences de ces définitions, elles s'accordent pour exiger de l'accident le caractère de violence et de soudaineté. Que faut-il entendre par là ?

La violence, (2) implique un événement susceptible de produire une lésion corporelle sans cependant qu'il en résulte une perturbation dans le fonctionnement de l'exploitation ; ainsi un simple faux pas, un effort immodéré comportent une violence suffisante ; il en serait autrement d'un effort ordinaire, proportionné aux forces d'un travailleur et qui serait un acte habituel de sa vie journalière.

La soudaineté, est la limitation d'un événement dans un espace relativement court ; elle est le contraire de la progressivité. Ainsi un coup, un choc, une chute, même un effort ont un commencement et une fin très rapprochés et nettement déterminés. A ce propos, il importe de remarquer que, si la cause génératrice d'une lésion est toujours soudaine dans les accidents, la lésion elle-même peut affecter une marche progressive. Par exemple, une commotion de la moelle épinière produite par un coup ou par une chute constitue un accident, malgré son évolution lente et graduelle ; il en est de même de l'inoculation de substances morbides.

(1). Cour. Bordeaux 23 Avril 1907. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p 82.

(2). Sachet *op. cit.* p. 152.

La soudaineté de l'accident n'implique point, du reste, que l'événement est fortuit et imprévu. Ce sont là deux notions qu'il importe de ne pas confondre. L'idée d'accident telle qu'elle résulte de la loi du 9 avril 1898, n'implique pas, en effet, que le fait présente un caractère fortuit et imprévu. Il serait, en effet, contraire à l'idée de risque professionnel d'exclure de la notion d'accident un fait qui se présenterait comme normal et coutumier dans l'exercice d'une profession. Puisque l'idée du législateur a été de faire rentrer dans les frais généraux de l'entreprise la réparation des accidents survenus aux ouvriers dans leur travail, il serait tout à fait illogique d'exclure du domaine de l'accident, les hypothèses où le préjudice subi par l'ouvrier apparaît comme devant être une conséquence naturelle du travail. Cette idée conduit au contraire à faire rentrer ces hypothèses dans la notion d'accident, quoiqu'elles n'aient rien de fortuit et que l'on ait pu les prévoir.

La Cour de Cassation a eu l'occasion d'affirmer cette idée dans l'espèce suivante : Un ouvrier employé par un négociant en balais, était occupé à faire des paquets de balais pour le compte de son patron, quand, la rupture de la corde qu'il serrait, causa l'inflammation d'une ampoule dont il était atteint. Pouvait-on considérer la rupture de la corde comme un accident ? Le Tribunal d'Avignon déclara que l'ouvrier était irrecevable à invoquer le bénéfice de la loi de 1898, par ce motif que l'accident qui lui était survenu n'était pas un accident du travail, attendu que cette rupture n'était « ni fortuite, ni imprévue dans la profession d'emballleur, alors qu'il y a un effort à faire pour serrer les paquets ».

Si l'on admettait cette façon de voir, on restreindrait considérablement le champ d'application de la loi de 1898, puisqu'il suffirait que l'on put prévoir un fait comme susceptible de se produire normalement dans l'exercice d'un travail, pour qu'il fut exclu de l'idée d'accident du travail. L'ouvrier qui se sert d'un outil, qui manie une machine, peut — en effet — presque toujours prévoir qu'il en pourra résulter pour lui une lésion. Ainsi, la Cour de Cassation a-t-elle à bon droit cassé la décision du Tribunal, comme violant l'art. 1^{er} de la loi de 1898 : « Attendu que toute lésion, provenant au cours du travail de l'action violente et soudaine d'une cause extérieure, est un accident du travail », et « attendu que la loi du 9 Avril 1898 s'applique à tous les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail, sans exiger qu'ils soient fortuits ou imprévus » (1).

Mais est-il nécessaire pour qu'il y ait accident, que la lésion suive immédiatement la cause violente et soudaine qui l'a produite ? Si on l'admet, on soustrait au domaine de la loi de 1898 toutes les lésions internes à marche lente. Cette solution ne serait ni logique, ni conforme à l'esprit du législateur. Elle aboutirait à soustraire au domaine de la loi de 1898, des hypothèses où un ouvrier est victime d'un accident auquel son travail seul l'a exposé, sous prétexte que les conséquences de cet accident ont été longues à se manifester.

La Jurisprudence admet donc : « que pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi, il n'est pas nécessaire que la lésion corporelle suive immédiatement la cause violente

(1). Cass. Ch. Civ. 21 Fév 1912. *Bull. Off. Trav.* Mai 1912 p. 512.

qui l'a produite ; que la lésion peut très bien avoir une évolution lente et graduelle, mais qu'il faut que, de façon certaine, elle soit la conséquence de cette violence extérieure et que c'est ainsi que les lésions à marche lente et progressive, externe ou interne, apparente ou non apparente, sont considérées tantôt, comme des accidents, tantôt comme des maladies, suivant la cause qui les a déterminées. » (2)

L'accident suppose un événement arrivé par l'effet d'une « cause extérieure », c'est-à-dire par l'effet d'une « cause étrangère » à la constitution organique de la victime ». Mais la notion d'accident doit-elle être étendue au cas, où le fait précis, dont l'ouvrier se prétend victime, a été simplement révélateur d'un état morbide antérieur ? En pareille hypothèse, ne peut-on pas soutenir que l'accident a une cause interne, tenant au mauvais état de la victime ?

D'une façon générale on peut dire que les Tribunaux écartent l'application de la loi de 1898, si l'incapacité dont se prétend victime l'ouvrier apparaît « comme un événement prévu, qui devait se manifester un jour ou l'autre, au cours du travail ou même en dehors du travail » (1). Au contraire, ils admettent que la prédisposition naturelle de la victime à une affection, ne l'empêche point de se prévaloir de la loi de 1898, si elle établit que le travail a été la cause qui a permis à la maladie de se manifester, s'il n'est pas démontré que cette manifestation de la maladie se serait produite indépendamment du travail, à un moment ou à un autre.

(1). Cour de Grenoble, 25 Janv. 1907. *Rec. acc. trav.* 1907 VIII p. 78.

(2). Trib. civ. Lyon 7 Déc. 1905. Cass. Ch. civile 13 juin 1908. *Rec. acc. trav.* 1908. X. p. 77. et D. 1908. 1. 468.

Voici par exemple une garde barrière qui, au moment où elle se prépare à remplir son office, voit une automobile s'engager à une allure assez vive sur la voie pour la traverser, avant qu'elle ait eut le temps d'ouvrir complètement les deux vantaux de la barrière. Cette femme s'affaisse alors subitement, frappée d'une apoplexie pulmonaire, et son corps est presque frôlé par le véhicule. Elle expire quelques instants après. L'instruction correctionnelle ouverte à la suite de ces faits, aboutit à cette « conclusion formelle que la dite mort avait été provoquée par une émotion violente ; que d'ailleurs la dite dame L... était prédisposée à un pareil accident par son état de grossesse et une légère lésion cardiaque ».

La Cour de Bordeaux admit qu'il y avait bien là accident du travail, parce que c'est par suite même de ce travail que cette femme avait été exposée à l'émotion dont elle avait été victime : (1)

« Attendu que l'arrivée de l'automobile, alors qu'elle n'avait même pas fini d'ouvrir la barrière, est la seule explication possible de son émotion ; qu'on ne peut la rattacher à aucune autre cause, impression, ou événement quelconque..., que tout concourt à établir que le brusque passage du véhicule dans l'étroit espace laissé libre a pu seul faire naître cette émotion, soit que la dame L. ait redouté d'être atteinte par le véhicule, soit qu'elle ait craint que celui-ci ne se heurtât contre le vantail resté fermé ou contre la barrière opposée... » ...« qu'il y a bien eu sur elle action violente et soudaine d'une cause extérieure, encore qu'il n'y ait pas un heurt matériel du corps ;

(1). Cour de Bordeaux, 23 Avril 1907. *Rec. acc. trav.* 1907, VIII p. 82.
JONESCO 2

« Attendu enfin qu'il n'est pas douteux que la dame L. ait été dans l'accomplissement de son travail, lorsque sous le coup de cette émotion elle a été ainsi frappée d'apoplexie ; que c'est bien l'obligation où la plaçait sa fonction, d'ouvrir la barrière pour le passage de l'automobile, qui l'a exposée à subir la dite émotion et par suite a été cause de sa mort consécutive ;

« Attendu qu'il y a donc relation suffisante entre les nécessités de son travail et cette mort accidentelle, pour qu'il y ait lieu à application de la loi du 9 Avril 1898... »

Nous avons relaté cet arrêt, parce que l'hypothèse qu'il envisage est tout à fait typique et que d'autre part, les termes dans lesquels il est conçu, montrent clairement à quels points de vue se place la jurisprudence pour apprécier la relation entre l'accident et le travail. Elle a eu l'occasion de faire l'application de la même doctrine, dans des conditions plus délicates et dans des espèces moins claires, à propos de la tuberculose.

La tuberculose n'est point considérée comme un accident du travail, quand il résulte des faits, qu'il existait chez la victime une prédisposition à ce mal, que l'accident n'a fait que localiser en un point, alors qu'il allait probablement éclore là ou ailleurs ; et que la déclaration de la tuberculose ne se rattache pas à un effet anormal ou immodéré qu'aurait dû faire, à un moment donné, l'ouvrier dans l'accomplissement de son travail.

Ce sont les expressions dont se sert la Chambre Civile de la Cour de Cassation pour préciser le défaut de relation entre la tuberculose et le travail puisqu'on pouvait prévoir qu'elle se serait révélée un jour ou l'autre, même en dehors de celui-ci. Mais il en serait autrement, s'il

était établi que le travail avait causé ou hâté la déclaration de la tuberculose chez la victime, si celle-ci avait pu établir que « l'accident en avait déterminé l'évolution ». Elle aurait, alors, pu bénéficier de la loi de 1898. C'est du moins la solution à laquelle se sont ralliés dans une même affaire la Cour de Paris et la Chambre des Requêtes (1).

Les deux Juridictions, tout en reconnaissant d'après les certificats médicaux que la victime avait déjà été atteinte avant l'accident d'une pleurésie, qui pouvait « être tenue pour la première manifestation d'une tuberculose existant déjà en puissance », et que cette pleurésie « avait affaibli la résistance du sujet et permis qu'une contusion bénigne créât un foyer de résorption tuberculeuse dont les produits ont activé la marche des accidents pulmonaires », n'en concluaient pas moins que : « l'état de validité de M... avant et après la pleurésie.... et la date de l'apparition des symptômes de tuberculose pulmonaire autorisent à retenir, que sans l'accident, la tuberculose aurait pu ne pas évoluer et qu'ainsi l'accident, s'il n'a pas été la cause unique de l'invalidité, en a été une cause nécessaire. »

La Chambre des Requêtes confirmait cette façon de voir, en déclarant que « sans contester la préexistence d'une tuberculose à l'état latent,..... l'accident en avait déterminé l'évolution et avait été ainsi la cause de l'invalidité. »

Ces deux solutions de la Cour de Cassation ne sont point, comme il semblerait à première vue, en contradiction. La Chambre des Requêtes, en effet, applique à la

(1). Cass. Rev. 12 Avril 1907 et Cour Paris 26 Juillet 1905. *Rec. acc. trav.* 1907 VIII p. 133.

tuberculose le régime de la loi de 1898 quand l'accident survenu à l'occasion du travail, sans en être la cause unique, en a été, du moins, la cause nécessaire qui a permis à la maladie, par suite de la prédisposition de la victime, d'évoluer.

Si la Chambre civile (1) de son côté a rejeté, dans l'espèce qui lui était soumise, la demande d'indemnité, c'est qu'à raison de l'état antérieur de la victime il n'était pas permis de rattacher l'évolution de la maladie à l'accident survenu pendant le travail. Il résulte de cette double décision, que le point à trancher sera une pure question de fait : il s'agira de déterminer si l'état antérieur de la victime était suffisamment grave pour que la maladie put évoluer et se déclarer en tout état de cause et en l'absence même de tout accident. En cas d'affirmative, on devra décider qu'il n'y a pas de relation entre l'accident et la maladie ; au cas contraire, celle-ci apparaîtra comme une conséquence du travail et sera considérée comme un accident survenu à l'occasion de celui-ci.

Si l'accident suppose une « cause extérieure », faut-il en outre que cette cause se rattache elle-même au travail ; faut-il que la lésion brusque et soudaine dont se plaint l'ouvrier, ait elle même une cause, dont il devrait prouver la relation avec le travail ?

Telle est la solution que consacra en 1909 la Cour de Paris (2), à propos d'une chute dont avait été victime un ouvrier occupé sur un échafaudage. La Cour de Paris rejeta la demande d'indemnité sous prétexte « que la chute de l'intimé, qui peut être attribuée à une faiblesse subile résultant de son état incontestable de maladie an-

(1). Cass. Ch. civ. 18 Juin 1908 précité.

(2). Paris 16 Fév. 1909. *Rec. acc. trav.* 1911. xiv. p. 251.

térieure, ne saurait constituer un accident dans le sens de la loi du 9 Avril 1898, qu'autant qu'elle serait dûe à une cause extérieure et violente, telle que le déplacement soudain d'une planche de l'échafaudage sur lequel il était monté, et que s'il est certain que L... est tombé, il ne prouve pas qu'il soit tombé par suite d'un accident ».

Cette conception restreint singulièrement le domaine de l'accident, puisqu'exigeant que celui-ci ait une cause « extérieure et violente », elle en exclut tous les accidents qui prennent naissance dans la personne même de l'ouvrier, qui dérivent par exemple de sa maladresse, d'une inattention passagère, d'un éblouissement.... Elle exclut du domaine de l'accident, tous ceux qui se produisent journellement pour une cause que l'on ne peut découvrir et dont l'importance numérique fut un des motifs qui décidèrent le législateur à admettre la théorie du risque professionnel.

Cette doctrine, du reste, n'a point triomphé et la Cour de Cassation (1) a nettement posé le principe que : « Attendu que si l'ouvrier qui se dit victime d'un accident du travail doit prouver et l'accident et sa relation, tant avec le travail qu'avec l'incapacité dont il se plaint, il n'a pas à en établir la cause ; que la responsabilité du chef d'entreprise n'est dégagée que si ce dernier prouve que la victime a intentionnellement provoqué l'accident »

Faisant l'application de ce principe à l'espèce pour laquelle la Cour de Paris avait admis l'opinion erronée que nous avons indiquée, la Cour Suprême décidait : « Attendu qu'une chute est par elle-même un accident, que se produisant à l'heure et au lieu du travail elle est

(1) Cass. civ. 8 Fév. 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. xiv. p. 250.

un accident du travail, et que s'il appartenait au juge du fond d'en apprécier souverainement les suites, il ne pouvait pas en subordonner le caractère à la détermination de la cause qui l'aurait occasionné et mettre à la charge de la victime l'obligation de prouver que cette cause elle-même se rattachait au travail ».

Cette décision est importante, puisqu'elle déclare que la nature de la cause de l'accident est indifférente. Du moment que l'accident survient au lieu et à l'heure du travail, peu importe que sa cause se rattache ou non au travail. Il est un accident du travail et l'employeur ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en démontrant que l'accident provient d'un acte intentionnel de la victime ou d'une force majeure.

Toutefois, encore faut-il pour que la victime de l'accident ait droit à une indemnité, que l'incapacité dont elle se trouve atteinte soit la suite directe de cet accident. Il ne suffirait pas qu'il en résulte pour elle un état nerveux, tel, qu'elle se croie, même de bonne foi, dans l'impossibilité de travailler, du moment qu'un autre individu dans la même situation physique, pourrait au contraire se livrer à un travail. Il arrive souvent, en effet, que par un phénomène qui peut ne pas impliquer de mauvaise foi de la part de la victime, celle-ci se trouve dans un état mental qui l'amène à se considérer comme incapable de travailler et qui peut, même en fait, la mettre dans l'impossibilité de fournir un travail.

C'est ce que la médecine légale appelle d'un terme barbare « sinistrose ». Elle se caractérise par ce fait, que ce n'est qu'« à la réflexion que la victime se trouve incapable de continuer l'exercice de sa profession ». Ceux

qui en sont atteints traduisent dans une forme vulgaire cet état en disant : « il a fallu ce maudit accident pour me mettre dans la misère et me rendre incapable de gagner ma vie ».

Dans un langage plus scientifique les experts disent : « L'obsession a pour point de départ et pour but l'idée fixe, que tout accident au cours du travail constitue un dommage comportant une réparation, mais cette idée n'est pas une conséquence nécessaire de l'accident en lui même, l'accident n'en est que le prétexte. L'idée vient après coup, elle est voulue, réfléchie et le traumatisme ne l'impose pas au blessé par une force inéluctable..... Peu à peu l'idée fixe finit par absorber toute l'activité psychique..... Ce n'est pas la douleur qui crée l'obsession, c'est l'obsession qui crée la douleur ; en d'autres termes, l'obsession — postérieure en date à l'accident — n'est pas imputable à l'accident, mais à l'accidenté ». On peut dire en pareil cas, que l'accidenté n'est plus une victime du travail, mais qu'il est devenu sa propre victime.

En pareil cas les Tribunaux refusent d'accorder à l'ouvrier le bénéfice de la loi de 1898 (1).

L'auto suggestion, la « psychose émotionnelle auto suggestive », (2) alors même qu'elle empêcherait effectivement la victime à se livrer au travail, n'est donc point considérée comme un accident du travail. Elle n'est point en effet en relation directe avec celui-ci et elle manque, d'autre part, des caractères essentiels de l'accident (3).

(1). Trib. Seine. 4 Janv. 1908. *Rec. acc. trav.* 1908. ix. p. 42.

(2). Amiens 4 Oct. 1910. *Rec. acc. trav.* xiv. 1911. p. 137. Paris 28 Fév. 1911. *Rec. acc. trav.* 1911 xiv. p. 182 (sinistrose à la suite d'un traumatisme guéri).

(3). Paris 4 Avril 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. xiv. p. 185.

Sans essayer de présenter de l'accident une nouvelle définition, bornons-nous à retenir de toutes celles que l'on a proposées, le caractère soudain et violent de l'évènement, qui est le critérium entre l'accident et la maladie professionnelle qui se manifeste lentement par suite de l'exercice habituel et normal de la profession.

Si l'accident et la maladie professionnelle ont tous deux une cause extérieure, ils se distinguent l'un de l'autre par la *soudaineté* ou par la *progressivité* de leur manifestation.

Dans la séance du 28 octobre 1897, M. le Ministre du Commerce, s'adressant à la Chambre des Députés, a mis cette distinction en vive lumière : « Je suppose, a-t-il dit, que dans une usine où l'on emploie des matières toxiques, un ouvrier se trouve avoir absorbé accidentellement une substance toxique ou avoir été atteint par une éclaboussure d'acide ou de toute autre substance, qui ait déterminé la mort ou une incapacité de travail ; le caractère accidentel de l'évènement apparaît nettement et ne saurait être confondu avec un empoisonnement lent, avec une diathèse résultant de la pratique normale de la profession » — « Il peut arriver, ajouta M. le Rapporteur de la Commission, que, par une intoxication lente, comme dans l'industrie des allumettes, il se produise non un accident, mais une maladie. C'est alors un tout autre ordre d'idées ».

La loi de 1898 ne s'applique point à la *maladie professionnelle*. Il faut entendre par là, « le résultat d'un traumatisme chronique dérivant de l'usage des outils et des travaux de la profession..., et non d'un traumatisme ou choc soudain ». Tel est le cas, par exemple, pour un

serrurier, de ce que l'on appelle « durillon forcé » (1), ou pour d'autres industries « le purpura infectieux » (2), qu'il s'agisse des empoisonnements ou des brûlures que peuvent causer certaines substances nocives ou caustiques, comme le blanc de céruse, qui occasionne les coliques de plomb des peintres ; comme le phosphore qui amène des nécroses plus ou moins graves chez les ouvriers allumettiers, entre autres ; comme le mercure auteur du « tremblement » des ouvriers miroitiers ; comme d'autres encore, tels que l'acide sulfurique, les teintures, la chaux, les scories ou les poussières ; qu'il s'agisse des conditions particulières dans lesquelles s'effectue le travail : l'atelier a une ventilation violente qui peut amener et amène des refroidissements, des bronchites et des pneumonies. Les puits d'extraction sont humides. La profondeur à laquelle travaille un scaphandrier nécessite une forte compression de l'air qu'on lui envoie, elle cause des perturbations de l'organisme ; ou encore le lieu du travail est particulièrement exposé à la chaleur ou au froid. Dans toutes ces hypothèses, il n'y a pas d'événement anormal, d'action soudaine et violente, partant pas d'accident (3).

Il ne rentre point dans notre étude, d'examiner les différents cas que la Jurisprudence a rangés sous l'étiquette de maladies professionnelles et que M. Sachet a essayé de classer sous 4 chapitres distincts : 1° Emploi de substances toxiques ou caustiques, 2° Insalubrité du lieu du travail, 3° Conditions climatiques défavorables, 4°

(1). Cass. 8 Nov. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. xiv. p. 211. *Contra* : Cour Limoges 22 Juil. 1904. *Rec. acc. trav.* 1904. V. p. 62.

(2). Cf. Cass. Rev. 27 Mars 1911. *Rec. acc. trav.* 1911 xiv. p. 261.

(3). Morin. *op. cit.* p. 24.

Excès d'activité professionnelle de certains organes. Il importe — du reste — de remarquer, que les solutions de la Jurisprudence sont assez contradictoires, ce qui tient évidemment à ce que le même fait peut, suivant les circonstances qui l'ont précédé ou accompagné, constituer un accident ou une maladie professionnelle. Malgré la précision apparente du criterium de la distinction entre la maladie professionnelle et l'accident, cette distinction n'est pas toujours facile à faire. La Cour de Grenoble a nettement posé le problème dans les termes suivants :

« Attendu que toute la difficulté du procès est de savoir si, en effet, l'état dont se plaint N... est le résultat de la pratique habituelle et normale de sa profession de teinturier en peaux, ou si, au contraire, cet état provient d'une cause soudaine et violente qui s'est produite à un moment donné au cours de son travail' » (1).

La Cour indique avec précision, quelle sera la mission du juge et le point sur lequel devra porter son examen : la lésion est-elle la conséquence de la violence extérieure ? En ce cas il y a accident du travail, que cette lésion se soit manifestée immédiatement ou après une évolution plus ou moins lente. Au contraire, cette lésion apparaît-elle comme la conséquence de l'exercice habituel et normal de la profession ? Nous sommes alors en présence d'une maladie professionnelle.

La Cour avait à se prononcer au sujet de brûlures occasionnées à un ouvrier en peaux par l'usage journalier de caustiques. Elle opposait le cas où les brûlures « se

(1). Grenoble 23 Janv. 1907. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII, p. 7.

produisent instantanément au cours du travail, par suite d'un fait anormal, de ce que — par exemple — un bain est trop chargé d'acide » auquel cas on peut parler d'accident ; à celui où « les brûlures se manifestent, à la longue, sous l'action lente et continue des acides, et sont ainsi le résultat de l'exercice habituel et normal de la profession de l'ouvrier ».

Les ouvriers des professions les plus dangereuses ne seront cependant pas privés du bénéfice de la loi, sauf lorsqu'ils se cassent un bras ou se donnent une entorse. La maladie professionnelle devient en effet un accident du travail, dès que, conformément à nos définitions, on peut trouver à son origine une désorganisation brusque, un fait court et précis qui l'a précipitée, qui l'a déclenchée, qui est le point de départ discernable entre un état de santé et un état morbide. Ainsi, la Cour de Cassation ayant à se prononcer sur le cas d'un tanneur, contaminé pour avoir manipulé à l'usine des peaux d'animaux atteints de charbon, décida : (1) « Attendu que si la loi de 1898 ne s'applique pas aux maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées et qui ne sont que les conséquences de l'exercice habituel d'une certaine industrie, il en est autrement des affections pathologiques accidentelles qui, bien que contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail ».

La maladie professionnelle dont la gravité serait aug-

(1) Cass. 3 nov. 1903. S. 1903. 1. 271.

mentée, ou le processus activé par un fait, dont l'importance nulle chez un sujet sain ou employé à d'autres travaux est hors de proportion avec ses conséquences devrait donc logiquement être considérée comme accident du travail, car il y a là l'élément de soudaineté dont parlent les définitions.

CHAPITRE II

LE TRAVAIL

Travail professionnel dérivant d'un contrat de louage de services. — Insuffisance de l'ordre du patron, pour soumettre le travail au risque professionnel, s'il n'y rentre pas normalement. — La responsabilité du risque professionnel, conséquence directe du contrat de travail. — Conséquences que la Jurisprudence tire de ce principe. — Contrat nul à raison de l'âge de l'ouvrier.

La loi de 1898 suppose pour s'appliquer un accident, dont le travail est la cause ou l'occasion. Il importe donc de définir ce qu'il faut entendre par travail.

Le travail, visé par la loi, est non seulement celui de la victime, mais encore celui des autres ouvriers, des machines ou de l'outillage, en un mot « de l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée » (1), et dont le patron doit répondre, puisqu'il a la surveillance, la direction, les profits de ce travail, en vertu d'un contrat passé avec son employé. Le travail prévu par la loi de 1898 est donc un travail professionnel, dérivant d'un contrat de louage de

(1). Cass. Civ. 17 Fév. 1902. D. 1902. 1. 273.

travail ou d'apprentissage. Ce sont ces deux éléments que nous allons étudier.

SECTION I

TRAVAIL PROFESSIONNEL

Pour que la responsabilité légale du patron soit engagée, il faut qu'il s'agisse d'un travail professionnel. Le bénéfice de la loi de 1898 cesse de s'appliquer quand l'ouvrier est distrait de son travail normal, pour être employé à une besogne différente, non soumise au régime de la loi de 1898. Tel est le cas de l'ouvrier d'une usine, employé accidentellement à des travaux agricoles ou domestiques.

Ainsi, l'ouvrier serrurier blessé en faisant le cidre de son patron (1) ; l'ouvrier carrier blessé en faisant exploser des bombes en signe de réjouissance publique (2) ; ou l'ouvrier qui trouve la mort pendant qu'il poussait sur une brouette un sac de charbon envoyé par son patron à une voisine malade (3). L'ordre patronal n'est pas considéré comme suffisant pour soumettre au risque professionnel un travail que la loi en a exclu. La responsabilité légale dérivant de la loi de 1898 ne doit pas être étendue arbitrairement en dehors de ces limites, et les victimes de ces accidents restent soumises au régime de droit commun de l'art 1382 c. civ.

(1). Caen, 31 Oct. 1900. D. 1902. 2. 68.

(2). Saint-Gaudens, 12 Mars 1900. D. 1901. 2. 82.

(3). Grenoble, 2 Juin 1900. *Mon. jud. Lyon*, 21 Janv. 1901.

Il en serait autrement si le travail exceptionnel, en vue duquel l'ouvrier a été détaché de son occupation normale, était lui-même soumis au régime de la loi de 1898. En pareil cas, on peut dire que son patron s'immisçant dans une autre entreprise soumise au risque professionnel, doit en supporter les conséquences puisqu'il en assume la direction. Tel est le cas d'un ouvrier camionneur, au service d'un entrepreneur de halage, que son patron emploierait à transporter des briques pour la construction d'une maison à l'usage personnel de celui-ci (1). Ici, l'entrepreneur de transport s'immisce dans une entreprise régie par la loi de 1898, en faisant participer ses ouvriers à la construction d'une maison : il doit donc rester soumis au risque professionnel.

La même solution s'imposerait dans le cas où le travail exceptionnel demandé à l'ouvrier se rattachait, plus ou moins directement, au travail professionnel et concourrait à son exploitation. Tel serait le cas de l'employé blessé, en nettoyant une bicyclette, dont il se servait pour faire les courses de son patron et qui faisait partie de l'outillage industriel de l'établissement (2). Mais c'est une question que nous examinerons plus en détail, quand nous nous occuperons de déterminer ce qu'il faut entendre par les mots « à l'occasion du travail ».

Pour que la responsabilité du patron soit engagée, il n'est point nécessaire que le travail pendant lequel l'ouvrier est blessé, soit celui auquel il est ordinairement occupé. Tel est le cas du charretier d'un raffineur de soufre, qui est blessé en transportant la récolte d'un pro-

(1). Trib. Cambrai. 6 Juin 1901. *Gaz. Trib.* 4 Août 1901.

(2). Cass. Rev. 11 Mai 1904. *Gaz. Trib.* 1617 Mai 1904.

priétaire viticulteur, au service duquel son patron l'avait mis pendant la morte saison de son industrie, organisant ainsi une entreprise de transport (1).

Si l'ordre du patron n'est point suffisant pour soumettre au risque professionnel une industrie qui n'y est pas normalement soumise, il ne serait pas exact à l'inverse de dire, que cet ordre est nécessaire pour que l'ouvrier, victime d'un accident dans les conditions du risque professionnel, puisse se prévaloir de la loi de 1898.

Le travail commandé ou convenu, n'est pas en effet uniquement le seul qui donne lieu à l'application de celle-ci (2). Il faut y ajouter le travail professionnel, accompli soit dans l'intérêt de l'entreprise (3), soit par excès de zèle, complaisance ou dévouement comme découlant de l'exercice normal du travail habituel.

Bien entendu, pour que le travail donne lieu à une indemnité, il ne faut pas qu'il soit contraire à la loi. L'accomplissement d'un acte illicite ne saurait, en effet, donner le droit de se prévaloir des dispositions légales pour réclamer une indemnité fixée par la loi. Un acte illicite ne peut fonder un droit au profit de celui qui l'a accompli. C'est donc à juste titre, que le bénéfice de la loi de 1898 est refusé à l'ouvrier victime d'un accident en accomplissant un vol que lui a commandé son patron (4).

Cependant, la solution contraire a été sanctionnée par des décisions qui admettent que l'accident donne lieu à l'indemnité, même s'il s'est produit au cours d'un acte frauduleux ou illicite accompli par l'ouvrier, dès lors que

(1). Trib. Narbonne 13 Fév. 1900. D. 1901. 2.82.

(2). Trib. Lorient. 5 Juin 1900. D. 1901. 2.82. *Contra* Dijon 25 Fév. 1901. D. 1901. 2.372.

(3). Trib. Havre. 12 mai 1900. *Rec. Min. Comm.* T. I. L. p. 305

(4). Dijon 21 Nov. 1904. *Gaz. Trib.* 14 déc. 1904.

ce fait rentrait dans le travail, c'est-à-dire que l'ouvrier obéissait aux ordres du patron. On ne peut objecter la maxime « *Nemo auditur turpitudinem suam allegans* » car l'ouvrier invoque non pas l'acte frauduleux mais l'accident. La responsabilité de l'acte illicite doit retomber sur le patron seul. (1) Il n'en serait autrement que si l'acte illicite avait été accompli sans les ordres du patron ; l'ouvrier devant être alors débouté parce que l'acte ne rentrant pas dans son travail, l'accident n'est pas un accident du travail. (2)

Des indications qui précèdent, il résulte que le travail au cours duquel l'accident doit survenir pour donner droit à une indemnité, doit être le travail rentrant dans l'exercice de la profession de l'ouvrier, ou d'une profession soumise à la loi de 1898, ou un travail qui — n'étant pas celui en vue duquel il a loué ses services — se rattache, plus ou moins directement, à celui-ci.

Il est d'autre part nécessaire, que ce travail dérive d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage valable.

SECTION II

NÉCESSITÉ D'UN CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES OU D'APPRENTISSAGE VALABLE

Pour donner lieu à l'indemnité prévue par la loi de 1898, l'accident doit être un accident du travail et cette expression implique, dans l'interprétation jurisprudentielle, l'existence entre les parties d'un contrat, d'où ré-

(1). Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* page 188.

(2). Ainsi décidé pour un employé de chemin de fer cherchant à faire tomber des marchandises d'un wagon en cours de route (Dijon 21 Nov. 1904 *Gaz. Trib.* 16 Déc. 1904) ; pour un ouvrier blessé en voulant voler son patron (Trib. civ. Marseille 31 Oct. 1902 *Gaz. Trib.* 15 Mars 1903).

sulte pour l'une d'elles l'obligation de fournir son travail à l'autre, contrat de louage de services ou contrat d'apprentissage. La Jurisprudence pose — en effet — le principe, que « la responsabilité du risque professionnel établie par la loi du 9 Avril 1898 est une conséquence directe du contrat de travail ». En effet (1), les personnes qui bénéficient de la loi sont les ouvriers ou employés, c'est-à-dire les locateurs de services qui travaillent dans les établissements industriels visés par la loi.

L'application de cette loi est donc subordonnée à l'existence d'un louage de services entre la victime de l'accident et l'entrepreneur (2).

De ce principe, la Jurisprudence a fait de très nombreuses applications dont nous nous bornerons à indiquer les plus importantes :

L'ouvrier qui vient travailler dans une industrie de sa propre autorité, sans être engagé, ne bénéficie pas de la loi de 1898. (3).

Il en est de même de celui qui donne une aide gratuite à un entrepreneur (4), ou de celui qui aide un ouvrier même avec le consentement de l'entrepreneur (5).

De même encore, la personne qui vient remplacer un ouvrier, sur la demande de ce dernier, fût-ce avec le consentement du patron, n'est pas salariée du patron et ne peut invoquer la loi de 1898 (6).

La loi ne peut être invoquée par un ouvrier qui en

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl : *Traité théorique et pratique de Droit civil.* — Du contrat de Louage, III^e édition, Tome II (Première partie) p. 422. Paris 1907.

(2) Cass. rev. 27 Juil. 1903. S. 1903. I. 270. — Wahl. *Notes.* S. 1904. 2. 197 et S. 1902. I. 481.

(3) Cass. rev. 27 Juil. 1903. D. 1904. I. 47.

(4) Chambéry 12 Juil. 1905. D. 1905. 2. 417.

(5) Dijon 23 Janv. 1903. D. 1906 2. 58.

(6) Dijon 25 Févr. 1901. D. 1901. 2. 372.

dehors des heures de travail et sans recevoir de salaire, vient montrer dans l'usine le fonctionnement d'une machine (1).

La façon dont est exécuté le contrat ne doit point être prise en considération. Du moment qu'il n'a pas pris fin, le lien contractuel requis pour l'application de la loi de 1898 existe et dès lors peu importe qu'il ait été régulièrement accompli par l'employé du moment qu'en fait, au moment de l'accident, il se trouvait au travail. Le fait que l'employé ne travaillait qu'irrégulièrement, « ne venait à l'atelier que quand bon lui semblait » ne suffit pas à écarter la responsabilité du patron, car l'exécution irrégulière du contrat n'empêche point celui-ci d'exister tant qu'il n'a pas été dénoncé ou rompu (2).

Mais si l'accident du travail exige qu'il y ait eu entre les parties un contrat valable de travail ou d'apprentissage, il n'exige point — au contraire — la persistance de celui-ci au moment où il se produit. Le contrat ayant pris fin, l'ouvrier n'exécutant plus la mission que lui donnait ce contrat, sa seule présence sur le lieu du travail si elle est dans un certain rapport avec le contrat qui a pris fin, suffit pour entraîner l'application de la loi de 1898. Si, par exemple, une fois le contrat terminé ou résolu, l'ouvrier se trouve victime d'un accident à l'intérieur de l'usine au moment du règlement de son compte, il a droit à l'indemnité prévue par cette loi.

« En effet, dit la Cour de Cassation, l'ouvrier en demandant le règlement de son compte, agit en vertu du contrat dont il a, pour sa part, rempli les conditions,

(1). Rennes 1^{er} Mai 1905, *Rec. acc. trav.* 1906. VI. p. 33. — Baudry Lacantinerie et Wahl, *op. cit.* p. 124.

(2). Cour d'Angers. 10 Mars 1909; Cass. rev. 25 Oct. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 204.

alors que le chef de l'entreprise ne l'aura complètement exécuté que par le paiement du salaire ». Il ne suffit point pour rejeter la demande de l'accidenté, de dire que celui-ci avait cessé d'être l'ouvrier de l'employeur, au moment où il a demandé le règlement de son compte, c'est-à-dire avant l'accident. Car si le contrat qui liait les parties avait pris fin pour l'avenir, il subsistait pour le passé et en vertu de ce contrat l'employeur devait ce salaire à son ouvrier. Or celui-ci « obligé de se rendre à l'usine pour le toucher, devait y être protégé dans les mêmes conditions que celles sous l'empire desquelles il y avait travaillé » (1).

A plus forte raison l'ouvrier congédié est-il encore dans les liens du contrat de louage de services, même s'il a été congédié, tant que n'est pas arrivé le moment où il doit quitter l'usine.

Mais il en est autrement si ce moment est arrivé (2), et cela même si l'ouvrier a été renvoyé brusquement et sans motif légitime (3), car les circonstances dans lesquelles l'ouvrier a été renvoyé n'empêchent pas qu'il cesse d'être subordonné au patron et ne lui ouvrent qu'une action en dommages intérêts.

La loi ne s'applique donc pas à l'ouvrier qui, postérieurement à la fin de son contrat, reprend ses travaux à l'insu du patron (4).

Il nous paraît inutile d'insister dans cette étude sur les conditions auxquelles doit répondre le louage de ser-

(1). Cass. ch. civ. 15 Nov. 1911. *Bull. off. trav.* Fév. 1912. p. 193.

(2). Cass. 27 Juil. 1903. S. 1905. I. 270.

(3). Trib. civ. Remiremont 7 Fév. 1902. *Loi* 25 Fév. 1902.

(4). Amiens 3 Juin 1902. *Rec. Amiens*. 1902. 195. — Baudry Lacant. et Wahl *op. cit.* p. 125.

vices (1), sur le fait qu'il n'y a point à tenir compte du mode de fixation du salaire, pas plus qu'il n'y a lieu de distinguer suivant l'âge de l'ouvrier ou les relations de parenté entre l'employeur et son subordonné.

Mais nous croyons devoir mettre en lumière une conséquence fâcheuse que la Jurisprudence a tirée du principe qu'il fallait qu'il y eut un contrat pour que la loi de 1898 s'applique. La Jurisprudence exige que ce contrat soit valable et elle décide que, si le contrat de travail est nul, la victime de l'accident n'a droit à aucune indemnité.

Au point de vue de l'équité cette solution mérite des reproches et elle n'est pas à l'abri de toute critique, même au point de vue juridique.

L'application de cette idée a été fréquemment faite à propos d'accidents survenus à des jeunes ouvriers qui, à raison de leur âge n'auraient pas dû être embauchés, à raison des règles de la législation ouvrière. On sait en effet, qu'aux termes de la loi du 2 Novembre 1892, les enfants âgés de moins de treize ans ne peuvent être employés dans les mines, manufactures, ateliers, etc. s'ils ne sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 8 Mars 1892 et en outre d'un certificat d'aptitude physique. Si un enfant, ne remplissant point ces conditions est embauché, le contrat de travail est nul et la Jurisprudence, pour ne point donner effet à un acte nul, décide qu'en conséquence il n'a pas droit à l'indemnité prévue par la loi de 1898, s'il est victime d'un accident, « attendu que cette loi du 2 Novembre 1892 est

(1). Cf. Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* p. 126 et suiv.

d'ordre public, qu'il en résulte que toute convention qui y porte atteinte est nulle et de nul effet » (1).

La jurisprudence de la Cour de Cassation semble définitivement fixée en ce sens sur ce point et ses arrêts répètent en termes identiques la même formule. Elle n'autorise même point la victime de l'accident à prouver que l'employeur connaissait l'âge du mineur quand celui-ci est entré à son service : « attendu, dit-elle, que ce fait, fut-il établi, ne rendrait pas valable une convention que prohibe une loi d'ordre public ». En vain des tribunaux ont ils fait observer que par suite de cette Jurisprudence l'employeur « échappe à toute responsabilité grâce à la faute qu'il a commise », la Cour de Cassation répond que « si la loi de 1898 ne lui est pas applicable, il tombe sous le coup de l'article 1382 du code civil » (2).

Cette solution nous paraît critiquable. Dire, qu'accorder en pareil cas le bénéfice de la loi de 1898 à l'employé dont le contrat est nul ce serait donner effet à un acte passé contrairement à une loi d'ordre public, n'est pas une justification suffisante. Cette Jurisprudence aboutit à violer une autre loi d'ordre public, celle de 1898. Elle est, en outre, contraire à l'esprit du législateur et à l'idée du risque professionnel. Le législateur a voulu que le patron supportât tous les accidents du travail et dont la cause ne peut être imputée à la force majeure ou à la mauvaise foi de l'ouvrier. Le législateur a pris surtout en considération le fait même du travail, il lui a semblé juste que le patron qui a commandé, dirigé ce travail,

(1). C. de Douai 12 Déc. 1906. *Rec. acc. trav.* 1908 IX. p. 51. — Paris 21 Juil. 1900 *Rec. acc. trav.* 1902 N° 3 p. 652. — Cass. rev. 2 Déc. 1901. *Rec. acc. trav.* 1902 N° 3 p. 856. — Cass. ch. civ. 8 Déc. 1909. *Bull. off. trav.* Janv. 1910 p. 55. *Rec. acc. trav.* 1910. XIII. p. 136.

(2). Cas. ch. civ. 22 Mai 1912 *Bull. off. trav.* Août 1912. p. 861.

en supporte les conséquences, puisqu'en définitive c'est lui qui en tire le bénéfice. Ce motif s'applique parfaitement dans notre cas. Que le contrat de louage soit valable ou non, l'ouvrier a également mis son activité au service du patron et celui-ci en a tiré un bénéfice. Il doit donc en supporter les conséquences. Il le doit d'autant plus, semble-t-il, qu'il a embauché un ouvrier jeune et par conséquent inexpérimenté. L'accident a donc dû entrer plus profondément que d'ordinaire dans ses prévisions. La solution donnée par la Jurisprudence pourrait en outre aboutir à une violation de la loi de 1892 dont elle prétend assurer l'exécution. Un patron pourrait avoir, en effet, intérêt à embaucher des ouvriers au-dessous de l'âge légal, afin de se soustraire aux conséquences du risque professionnel.

La solution de la Cour de Cassation présente, du reste, une grave lacune. Elle laisse le plus souvent sans recours la victime de l'accident. Sans doute, elle peut se prévaloir de l'art. 1382 c.civ. (1), mais on sait combien il est difficile de le faire fonctionner à propos des accidents du travail, puisque c'est pour remédier à ses inconvénients qu'on a imaginé la théorie du risque professionnel. Enfin, comme le fait remarquer M. Wahl, le contrat étant dans cette opinion frappé de nullité absolue, il est impossible de faire aucune restriction pour le cas où le patron a connu l'âge de l'ouvrier mineur (2).

(1). M. Capitant a parfaitement montré les inconvénients de cette Jurisprudence relative aux mineurs victimes d'un accident et laissés sous l'empire de l'art. 1382. Il a montré les avantages qu'il y aurait à les faire bénéficier de la loi de 1898, tout en leur maintenant le bénéfice d'une indemnité à peu près égale à celle que leur assurerait l'application de l'art. 1382. (Capitant : « Les accidents du travail survenus aux enfants âgés de moins de treize ans. » — Rapport présenté à l'Association Nationale Française pour la protection légale des travailleurs. Paris 1913.

(2). Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* p. 128.

La critique que nous adressons à cette solution de la Jurisprudence, peut être renouvelée contre une solution analogue qu'elle donne en cas de contrat de louage entaché de dol. De la nécessité d'un louage, on a eu — en effet — le tort de conclure que si l'ouvrier s'est fait engager par dol, il n'a pas droit — en cas d'accident — à l'indemnité prévue par la loi, et peut invoquer seulement le droit commun (1).

Opinion inexacte dit M. Wahl (2). A la vérité, le dol n'annule pas le contrat de plein droit et par conséquent le patron qui n'a pas fait annuler le contrat, doit le respecter. D'autre part, le fondement de la responsabilité du patron n'est pas dans le louage de services, mais dans la théorie du risque professionnel ; si un contrat de louage est nécessaire, c'est simplement parce que la loi suppose un lien de subordination entre l'exploitant et la victime, ce qui est la caractéristique du louage de services.

Ceci conduit à dire que le patron n'échappera pas à la responsabilité, même si — postérieurement à l'accident — il fait annuler le contrat pour cause de dol (3). Du reste, l'annulation d'un contrat successif, comme le louage de services, n'est pas rétroactive. Solution équitable, car l'idée invoquée en faveur de la responsabilité du patron dans les travaux préparatoires, que l'ouvrier n'est pas maître de l'outillage et que le patron a profité du travail de l'ouvrier, s'applique même si le contrat de louage est entaché d'un vice (4).

(1). Cass. rev. 2 Déc. 1901. S. 1902. I. 181 ; D. 1902. I. 403.

(2). Wahl *Note* S. 1902. I. 181.

(3). Wahl *Note*. S. 1901. 2. 197.

(4). Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* p. 128.

CHAPITRE III

Accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail

Historique de cette rédaction.

Après avoir précisé ce qu'il faut entendre en notre matière par accident, nous pouvons entrer dans l'examen des conditions que doit présenter l'accident, pour donner lieu à une indemnité. Il faut, pour que la victime puisse se prévaloir de la loi de 1898, que cet accident présente avec le travail une relation, que l'article 1^{er} caractérise dans une formule très compréhensive, en disant que l'accident doit être survenu par « le fait ou à l'occasion du travail ».

L'adoption de cette formule a donné lieu à de nombreuses discussions dans les longs travaux préparatoires qui ont précédé la loi de 1898 (1).

Dans le projet adopté par la Chambre le 10 Juillet 1888, l'article de principe était ainsi rédigé : « Tout accident survenu *dans leur travail* aux ouvriers et employés.... donne droit au profit de la victime à une indem-

^v (1). Morin. *op. cit.* p. 40.

nité. Cette indemnité est à la charge du chef d'entreprise, *quelle qu'ait été la cause de l'accident* ». Dans la discussion qui eut lieu à la Chambre des Députés le 26 Juin 1888, un amendement tendant à modifier cette rédaction fut présenté par M. Gastelier. Effrayé de l'absolutisme de cette formule « *quelle qu'en ait été la cause* », il en demandait le remplacement par ces mots « *pourvu que l'accident ait été causé par le fait du travail* ». L'amendement fut repoussé. Voté par la Chambre, le projet de 1888 ne fut discuté au Sénat qu'en 1890 et revint, avec de très grandes modifications, à la Chambre. La plus considérable, au point de vue de la notion de l'accident, consista à introduire la formule « *par le fait ou à l'occasion du travail* ». La Chambre remplaça la disjonctive « *ou* » par la conjonction « *et* » que le Sénat à son tour en 1895 changea en « *ou* ». Dans les débats qui eurent lieu à ce sujet, spécialement le 17 Juin 1895 M. Silhol demandait qu'on revint au texte de la Chambre « *et à l'occasion du travail* » : « Il arrive — disait-il — dans un cas particulier que je vais vous soumettre, que des ouvriers, employés dans des mines de charbon du Gard, logent à une certaine distance de la mine, parce qu'ils ont là leur demeure depuis longtemps ; ils restent dans leur village. Ils partent de chez eux de très bonne heure, souvent de nuit en hiver et par de mauvais chemins. S'il leur arrive un accident sera-ce un accident à l'occasion du travail ? »

Cet exemple que M. Silhol donnait comme n'étant pas à son avis un accident du travail, est un de ceux pour lesquels la Jurisprudence se prononça en sens contraire. M. Silhol demanda donc que l'on ajoutât les mots : « à

l'intérieur du chantier ou de l'usine ». Le rapporteur répondit « que le sens avait paru si clair, si évident, que la commission n'avait pas cru devoir le spécifier ». Les tribunaux ont jugé l'inverse. C'est un exemple ironique de l'utilité des travaux préparatoires.

La même question posée par le même orateur à la séance du 4 Juillet 1895, amena le rapporteur M. Poirrier à fournir les précisions suivantes :

« Si l'on introduisait dans notre art 1^{er}, les mots : « dans leur travail *et* à l'occasion de leur travail », il faudrait que deux conditions fussent réunies pour donner lieu à l'application de la loi. Or, dans l'esprit de la commission, pour que la loi s'applique, il suffit qu'il s'agisse d'un accident arrivé à l'occasion du travail : Un homme de peine, chargé d'alimenter un générateur, est blessé par l'explosion de la machine ; peut-on dire que c'est dans l'exercice de son travail que cet ouvrier a été blessé ? »

Voilà donc comment on comprenait l'accident survenu à l'occasion du travail. Le travail est pris dans le sens très restrictif de tâche individuelle, le risque qui court de son fait est celui qui provient de l'outillage utilisé par l'ouvrier, le danger qu'il occasionne est celui que fait courir le reste du matériel.

Les débats continuèrent encore pendant trois années, sans que sur la question qui nous intéresse on ait dit de choses bien nouvelles. Enfin le texte de 1895 finit par être, avec quelques modifications de détail, promulgué le 9 avril 1898. Et l'on considère aujourd'hui que les seuls accidents visés par lui sont ceux « qui ont une cause inhérente au travail effectué pour le compte et

dans l'intérêt du chef d'entreprise, ou qui s'y rattache par un lien plus ou moins étroit, à l'exclusion des risques dûs à des causes absolument indépendantes du travail » (1).

Expliquant la pensée du législateur et cherchant à déterminer le champ d'application de la loi, le Garde des Sceaux dans sa circulaire du 10 Juin 1898 (2) s'attache à la même idée : « L'accident n'entraîne l'application du risque professionnel que lorsqu'il est survenu par le fait ou à l'occasion du travail, c'est-à-dire lorsque la lésion subie par la victime a une cause inhérente au travail, ou qu'elle s'y rattache par un lien plus ou moins étroit ». Le ministre de la Justice ajoute : « L'accident n'est pas à la charge du patron par cela seul qu'il s'est produit sur le lieu et aux heures du travail. La responsabilité du chef d'entreprise est dégagée si la cause de l'accident est complètement étrangère au travail ».

Nous devons maintenant rechercher comment la Jurisprudence a entendu les expressions « par le fait ou à l'occasion du travail ».

SECTION I

ACCIDENT SURVENU « PAR LE FAIT DU TRAVAIL »

Définition de l'accident survenu par le fait du travail. —

Triple élément exigé par la Cour de Cassation : 1° Matériel. 2° Temps : interruptions et suspensions. 3° Lieu. — L'accident survenu par le fait du travail et l'autorité patronale. — Imprudence de l'ouvrier.

« Ces mots visent les accidents provoqués par l'exé-

(1). Aubry, Rau et Falcimaigne : *Cours de Droit civil français.* V^e édition. Paris 1907 Tome V. p. 478.

(2). Bull. off. loc. cit.

cution du travail, ceux qui ont pour cause directe, immédiate, le travail lui-même » (1). Les accidents survenus par le fait du travail sont, — dit M. Loubat, — « ceux qui ont leur cause immédiate, directe, efficiente, dans le travail » (2). L'accident survenu par le fait du travail est donc celui qui a sa cause efficiente et directe, soit dans l'accomplissement du travail confié à l'ouvrier ou à l'employé qui a été blessé ou tué (3), soit dans le travail des autres ouvriers, soit enfin dans le fonctionnement des machines employées dans l'entreprise (4).

Il faut arriver au 17 Février 1902 pour trouver un arrêt de principe de la Cour de Cass. Ch. civile (5). D'autres ont été rendus depuis, qui ont appliqué les mêmes règles.

Il s'agissait de savoir si l'expression « fait du travail » devait s'entendre dans un sens restrictif, ainsi que le prétendaient le patron et ses assureurs, s'il ne pouvait s'agir que d'un accident survenu à l'ouvrier par ses instruments personnels, par l'outillage ou la force motrice dont il use pour accomplir le travail qui lui est imparti, mais ne font pas partie, peut-on dire, de son domaine de travail.

Lors de la discussion de la loi de 1898, certains amendements avaient été proposés pour spécifier ainsi le sens de l'expression. Mais les Chambres ne se rallièrent pas à ces propositions et, de bonne heure, considérèrent

(1). Capitant : Cours de Législation Industrielle, Paris 1912 p. 316.

(2). Loubat *op. cit.* N° 447.

(3). V. Rapp. de M. Thévenet au Sénat, du 2 Mars 1896. (Journal off. doc. parl. Sénat p. 118.)

(4). Aubry, Rau et Falcimaigne, *loc. cit.* p. 479.

(5). Cass. Ch. civ. 17 Fév. 1902. D. 1902. 1. 273.

l'industrie comme une sorte d'entité, comme un ensemble de tous les moyens de production de toutes les matières à mettre ou mises en œuvre, de tous les bâtiments, locaux ou lieux où elle s'exerce comme une ambiance qui enveloppe l'ouvrier et le menace de toutes parts. « Ce serait comprendre le travail d'une façon trop étroite que de le limiter au seul emploi d'un rabot ou d'un tour et de prétendre qu'il cesse dès que l'ouvrier interrompt, ne fût ce que pour quelques secondes, sa besogne. L'arrêt du manœuvrier ne fait pas disparaître le risque : le tour continue à tourner, la lime est sur l'établi ou à terre et l'accident est toujours proche, plus proche peut-être que pendant le travail, car l'attention est distraite » (1).

Envisagé au point de vue du risque professionnel, le fait du travail est synonyme de risque créé par l'exploitation. Quand la victime a été broyée par un engrenage, écrasée par une roue ou blessée par un outil tranchant, le danger ou risque que présentait le fonctionnement de ce mécanisme, la conduite du véhicule ou la manutention de l'outil, et qui est la cause génératrice de l'accident, avait été créé entièrement par l'exploitation, en ce sens qu'il n'existait pas avant elle et qu'il n'aurait pas existé sans elle (2).

C'est cette préoccupation qui a guidé la Cour de Cassation dans sa définition de l'accident survenu par le fait du travail. « On doit, dit-elle, considérer comme survenu par le fait du travail, tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux

(1). Morin. *op. cit.* p. 30

(2). Sachet. *op. cit.* p. 182.

et pendant le temps où l'ouvrier est soumis à cette direction (celle de son patron) ».

La Cour établit le lien existant entre cette définition et la théorie du risque professionnel, dans les termes suivants :

« Attendu... que le risque professionnel mis à la charge du patron n'est pas seulement inhérent à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée ; qu'on ne saurait comprendre que l'ouvrier, blessé par l'un des engins de l'entreprise, perdît tout droit à l'indemnité parce qu'il aurait un instant cessé de travailler ».

Les accidents survenus par le fait du travail, sont donc ceux qui ont leur cause directe, immédiate dans le travail, ceux qui proviennent de l'outillage ou des forces qui l'actionnent, dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier victime était soumis à la direction ou à la surveillance du chef d'entreprise. En effet, si le patron doit répondre du dommage causé par ses ouvriers ou par son matériel et assurer la sécurité de ses ouvriers, il y est tenu seulement entre le moment où commence son autorité et celui où elle prend fin (1).

La définition de la Cour de Cassation comprend trois éléments :

1° Il faut que l'accident arrive « par suite de l'outillage ou des forces qui l'actionnent » ;

2° Il faut qu'il se produise « pendant le temps du travail » ;

(1). Cass. civ. 17 Févr. 1902 précité; 8 Juillet 1903. D. 1903. 1.510.

3° Il faut qu'il se produise « sur les lieux où le patron commande et dirige l'activité que ses subordonnés mettent à sa disposition ».

1° Le premier élément de la définition de la Cour de Cassation se réfère à l'outillage ou aux forces qui l'actionnent.

Il faut entendre par là : les machines, les outils, tous les instruments qui servent à l'exécution de la tâche et les forces motrices qui servent à les mettre en mouvement.

Le nombre et la nature de ces instruments varient avec chaque profession ; ce peut être la machine énorme et compliquée des grandes industries modernes, comme le modeste et simple outil de l'artisan, ou du détaillant ; ce peut être le marteau pilon de la métallurgie, comme l'escabeau de l'épicier (1).

Peu importe que l'outillage ne fût pas manié par la victime elle-même (2), peu importe même que l'instrument de travail ait été apporté par l'ouvrier lui-même (3).

Il suffit que l'instrument appartienne à l'exploitation, qu'il serve à ceux qui entourent la victime. Il a

(1). Accidents causés par l'outillage : (Cass. civ. 17 Fév. 1902. S. 1904. 1, 177 ; Wahl *note* S. 1904. 1, 178). Telle est la chute d'un marteau. (Trib. civ. St-Gaudens 11 Avril 1900. Loi 17 Mai 1900). On peut encore citer le cas où un ouvrier est blessé ou tué par une machine à vapeur dont il alimente le générateur. (Sénat 4 Juill. 1895. J. Off. du 5. Juill. 1895, déb. parl., Sénat p. 724 et 731 — déclaration de M. Poirrier rapporteur — ou à laquelle il apporte de l'eau ou du charbon (Sénat 4 Juill. 1895 précité). Lacantinerie et Wahl *Op. Cit* p. 186.

(2). Cass. civ. 17 Fév. 1902, S. 1904. I. 177 ; Douai 13 Fév. 1903, *Droit* 30 Mai 1903 (ouvrière blessée en voulant retirer des déchets emportés par la chaîne d'un métier) ; Cass. civ. 8 Juil. 1903. D. 1903. I. 510. Wahl *Note* S. 1904. I. 178). — *Le contraire* a été dit par le président de la commission du Sénat, 20 Mars 1888, J. off. du 21, déb. parl. p. 281. Mais il parlait à tort de l'idée que les accidents causés par « le fait du travail » donnent seuls lieu à l'application de la loi et commentait uniquement ces expressions de la loi.

(3). Montpellier 24 Nov. 1902. S. 1903. 2. 340. (âne loué au patron par l'ouvrier en même temps que son travail). — Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* p. 187.

contribué à rendre dangereux leur voisinage, il « recevait de l'accident en puissance ». On ne distinguera pas quand le malheur arrivera si c'est au préjudice de l'employeur des outils, ou de son voisin, ou d'un autre ouvrier passant par hasard : (1)

« Attendu, en effet, d'une part, que le risque professionnel mis par la loi du 9 Avril 1898 à la charge de certains chefs d'entreprise, n'est pas inhérent seulement à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais encore à l'ensemble des moyens pour atteindre une production déterminée ;

« Attendu d'autre part, que l'obligation pour le chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne prend fin que là où son autorité prend fin... »

Parmi les accidents causés par l'outillage, rentrent naturellement ceux causés par une chose ou un animal avec lesquels l'ouvrier est en rapport à raison de son travail. Telle est une ruade donnée par un cheval que l'ouvrier ou tout autre ouvrier était occupé à ferrer (2), ou attelé à une voiture dans laquelle montait l'ouvrier (3), ou les accidents provenant de la nature des matériaux auxquels s'applique le travail (4).

Lorsque l'on fit la loi de 1898, ses auteurs ont eu particulièrement en vue les accidents causés par l'ensemble des moyens d'exploitation, parce qu'ils sont les plus nombreux parmi les accidents du travail. Ces accidents ne sont à proprement parler que les cas fortuits et ce sont ceux que l'on avait spécialement entendu viser en

(1). Cass. 8 Juill. 1903. D. 1903. I. 540.

(2). Trib. paix Courbevoie 8 Mai 1900 ; D. 1902. 2.68.

(3). Amiens 28 Déc. 1900. *Rec Amiens* 1904. 118.

(4). Nancy 6 Fév. 1902. *Rec. Nancy* 1901-1902. p. 130. ouvrier dont les mains se gèlent par le transport de la glace.

1892 par le risque professionnel et dont M. Charpentier disait le 26 Octobre 1897 : « chacun sait ce que cela veut dire et les travailleurs, surtout, le savent mieux que personne ; l'ouvrier n'est plus, pour ainsi dire, maître de prendre dans l'exercice de son travail telles ou telles précautions, si minimes soient elles, pour se garantir des accidents ».

2° Le second élément de l'accident survenu par le fait du travail, c'est un élément de temps. Il faut que l'accident se produise pendant le temps du travail.

Le temps du travail n'est pas exclusivement celui où l'ouvrier ou l'employé accomplissent leur besogne. C'est tout le temps pendant lequel ils sont placés sous l'autorité du patron (1). Par exemple, le temps consacré au repos ou au repas que l'ouvrier doit prendre sur le lieu de son travail, ou dans ces dépendances, n'en est pas moins le temps du travail (2).

En effet, l'accident survenu pendant une interruption du travail rentre d'une façon générale dans la définition de la loi de 1898. Le principe en cette matière, dit M. Sachet (3), est le suivant :

Tant que pendant l'interruption de travail l'ouvrier reste dans l'établissement industriel, c'est-à-dire dans l'intérieur de la zone des risques de l'exploitation, il est protégé contre tous les accidents dûs à l'un de ces risques ; mais pour déterminer la situation exacte de l'ouvrier dans l'intérieur de l'usine pendant la durée d'une

(1). Cass. Civ. 23 Avril 1902 D. 1902. I. 273 ; 3 mars 1903. D. 1903. I. 273 ; 8 Juill. 1903. D. 1903. I. 310. — Loubat *op. cit.* p. 183.

(2). Cass. Civ. 33 Avril 1902 et 8 Juillet 1903 précitées.

(3). Sachet *op. cit.* p. 197 et suiv.

interruption de travail, il faut faire une distinction entre les interruptions régulières destinées à l'alimentation et au repos des ouvriers et les interruptions purement fortuites.

Interruptions régulières et périodiques. — Elles ont pour but de permettre aux ouvriers de prendre de la nourriture et de se reposer. Tous les actes accomplis dans l'un de ces deux buts — en tant que l'ouvrier reste dans l'exploitation — sont protégés au même titre que des actes de service et les accidents qu'ils engendrent donnent droit à l'indemnité légale.

La Jurisprudence considère des accidents du travail dans les faits suivants :

Pendant une suspension de travail, vers minuit, un ouvrier employé à des travaux du port, après avoir pris un peu de nourriture dans le baraquement des machines, voulut en jeter les restes au dehors ; il s'engagea à cet effet sur une jetée dépendant du chantier, mais comme il n'y avait ni lumière, ni barrière il tomba dans le chenal et s'y blessa (1).

Une ouvrière fut blessée par suite de l'effondrement du plancher du local dans lequel elle prenait son repas et qui avait été spécialement affecté à cet effet par le chef d'entreprise (2).

Pendant une suspension de travail vers 11 h. du soir, un employé de chemin de fer monta dans un wagon pour prendre son repas et comme il sentit le wagon se mettre en mouvement il descendit précipitamment et fut écrasé contre un obstacle très rapproché du wagon (3).

(1). Cass. Civ. 23 Avr. 1902. *Gaz. Pal.* 21 Mai 1902 ; S. 1904. I, 78.

(2). St-Etienne 29 Oct. 1900. D. 1901. 2. 85 ; Nîmes 10 août 1900. S. 1901. 2. 212.

(3). Rouen 28 Fév. 1900. S. 1901. 2. 267 ; D. 1900. 2. 180.

Au contraire, il n'y a pas accident de travail, quand un ouvrier profite de la pause pour se livrer par pur caprice et sans utilité pour l'exploitation, à des actes dangereux dont l'exécution le blesse ou le tue. Ainsi, la loi ne s'applique :

Lorsque pendant une interruption de travail sur le chantier, un ouvrier avait, à la suite d'un pari, volontairement touché aux fils conducteurs de la force motrice et avait été foudroyé par le courant (1).

Lorsque pendant la suspension, un ouvrier vidangeur s'approche du bord de la fosse d'aisance sans nécessité et uniquement pour y prendre une cigarette qu'il y avait laissée et fait une chute dans l'ouverture béante (2). Décision rigoureuse (3) : le fait de prendre une cigarette est un acte de la vie courante qui n'a rien de capricieux. Or, l'accomplissement de cet acte n'a été rendu dangereux que par la disposition des lieux de l'exploitation.

Lorsque pendant le temps alloué pour le repas, un ouvrier a eu le bras gauche arraché par une courroie de transmission en marche, à laquelle il s'amusa à se suspendre pour se laisser ensuite retomber sur le sol (4).

La Cour de Cassation a affirmé en ces termes, l'idée que l'heure de repos que prend l'ouvrier à l'usine doit être considéré comme rentrant dans le temps du travail : « attendu... que ce temps commence à l'entrée de l'ouvrier dans l'usine, lieu du travail, et se continue tant qu'il y demeure ; qu'il n'est pas suspendu pendant le repos de la journée ». Il s'agissait en l'espèce d'un ouvrier employé dans une aciérie et qui avait été cou-

(1). Brive 23 Mai 1900. *Gaz. Pal.* 1900. I. 154 ; D. 1901. 2. 131.

(2). Trib. Pontoise 21 Mars 1900. *Rec. mun. Comm.* T. 1. p. 260.

(3). Sachet, *loc. cit.*

(4). Trib. Havre 9 Mars 1901. D. 1901. 2.310.

vert de déchets enflammés, alors que pendant le temps du repos il s'était étendu et endormi dans la baraque du casseur de fonte. La Cour, constatant qu'il était expressément ou tacitement autorisé à demeurer dans l'usine, comme il l'avait fait, au moment de la suspension du travail, déclara qu'il était victime d'un accident rentrant dans les prévisions de la loi de 1898, car bien que survenu pendant le temps du repos « il importe peu que l'ouvrier soit alors libre de sortir de l'usine, s'il est autorisé à y rester et que s'il use de cette faculté, il ne le fait que sous l'autorité du chef d'entreprise et par suite sous sa responsabilité » (1).

Courtes interruptions fortuites. — Il est naturel que pendant la durée du travail les ouvriers suspendent, de temps à autre, un moment leur tâche et même quittent leur poste pour se rendre dans d'autres parties de l'établissement industriel. Tant qu'ils ne sortent pas de la zone des risques de l'exploitation et qu'ils ne s'exposent, par pur caprice, à des dangers que l'exploitation ne présente pas elle-même, ils sont placés sous la protection de la loi (2).

La circonstance que la victime aurait, un instant et au moment de l'accident, cessé de travailler, ne saurait lui faire perdre tout droit à une indemnité, si du moins il est constaté qu'elle a été blessée par l'un des outils ou engins de l'entreprise dans le lieu et pendant le temps où elle était soumise à la direction du chef d'entreprise (3).

Ces courtes suspensions peuvent avoir mille causes di-

(1). Cass. civ. 27 Déc. 1911. *Bull. off. trav.* Mars 1912 p. 306.

(2). Sachet, *op. cit.*, p. 499 et suiv.

(3). Cass. civ. 17 Fév. 1902. D. 1902. I. 273.

verses, telle que la nécessité de satisfaire un besoin naturel (1), l'envie d'avaler un verre d'eau fraîche (2), le désir de fumer une cigarette(3) etc.

Mais la Jurisprudence décide qu'il n'y a pas d'accident de travail, si l'ouvrier s'expose à un risque étranger à l'exploitation : lorsqu'il se livre, par pur caprice, à un acte dangereux dont l'exécution le blesse ou le tue (4), ou lorsque dans son intérêt personnel il se livre à un travail étranger à l'exploitation et qu'il est blessé par le fait de ce travail (5) ; ou encore lorsqu'il est victime d'un accident dû à un cas de force majeure auquel le travail de l'exploitation ne l'a pas particulièrement exposé (6) ; ou encore lorsqu'il sort de l'exploitation ou s'éloigne de son lieu de travail, fût-ce même pour prendre son repas ou pour satisfaire un besoin natu-

(1). *Cas* : l'ouvrier qui en faisant usage des lieux d'aisance de l'usine, tombe dans la fosse par suite de l'état défectueux de ce local ; le marinier qui en voulant satisfaire un besoin naturel sur le bateau de son patron, tombe à l'eau et se noie. Cass. civ. 26 Juill. 1905, D. 1907, I.295.

(2). *Cas* : l'ouvrier qui en se rendant à une fontaine de l'exploitation pour y boire un verre d'eau fraîche se heurte contre le loquet d'une porte dans un corridor obscur et se fait une blessure à l'œil.

(3) *Cas* : l'ouvrier qui dans l'atelier et à l'heure du travail ayant abandonné un instant son poste pour aller demander à un camarade une feuille de papier à cigarette, a eu la main prise dans un tour près duquel il passait pour retourner à son poste Cass. civ. 17 Fév. 1902. D. 1902. 1.273 ; — l'ouvrier dont les vêtements prirent feu au moment où il allumait une cigarette sur le lieu de son travail et furent rapidement consumés à raison de l'huile et des substances inflammables avec lesquelles l'exercice de l'exploitation les avait mis en contact.

(4). *Cas* : l'apprenti limeur qui pour s'amuser, monte sur l'arbre de couche à quatre mètres de hauteur, y enroule une ficelle fixée au plafond et se fait prendre le bras dans le mouvement de rotation. Caen 17 Déc. 1900 D. 1901. 2. 131 ; l'aiguilleur qui quitte son poste au mépris d'un réglemeht formel, traverse les voies ferrées par pur caprice pour causer avec un autre employé et est tamponné par un train en rejoignant son poste. Trib. Seine 9 Juill. 1901. *Rev. min. comm.* T. I. p. 599.

(5). *Cas* : lorsqu'un employé de chemin de fer quitte son service pour aider, sans nécessité et sans autorisation, le destinataire d'un colis à en opérer le déchargement et est blessé au cours de ce travail, alors que le déchargement dont il s'agit n'incombait pas à la compagnie de Ch. de fer. Trib. Lyon 22 Fév. 1900 D. 1901. 2. 131 ; Cass. Civ. 24 Nov. 1903 *Gaz Pal.* 4 déc. 1903.

(6). *Cas* : l'ouvrier qui en se rendant aux cabinets d'aisance situés dans la cour de la fabrique, est mordu par un chien étranger à l'exploitation.

rel (1) ; et à plus forte raison lorsqu'il s'éloigne de son lieu de travail, par pur caprice (2).

3° Pour qu'il y ait accident par le fait du travail, il faut que l'ouvrier et l'employé soient sur les lieux ou le patron commande et dirige l'activité qu'ils mettent à son service. L'exemple le plus frappant est celui de l'ouvrier usinier qui, chaque matin franchit le seuil de l'usine ; dès qu'il a pénétré dans l'enceinte il se trouve sur le lieu de son travail et non pas seulement lorsqu'il sera devant son tour ou à son four.

Mais il n'y a pas que ce lieu de travail. Dans la seule énumération de l'art. 1^{er} de la loi de 1898, nous trouvons — en effet — comme entreprises assujetties, en dehors de l'industrie du bâtiment, des usines, manufactures, chantiers, des magasins publics, des mines, minières et carrières, dont la délimitation territoriale peut se faire avec précision, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement. La loi du 30 Juin 1899 régit les machines agricoles mues par un moteur inanimé, pour lesquelles le lieu d'usage est variable. La loi du 12 avril 1906 qui a étendu à tou-

(1). *Cas* : Le conducteur de tramways qui pendant un arrêt au point de stationnement se rend à une auberge voisine pour prendre son repas et, chemin faisant, fait une chute ; le cocher de fiacre qui profite d'un long arrêt pour satisfaire un besoin naturel dans une auberge voisine et tombe dans la cave de cette auberge ; l'ouvrier victime d'un accident au moment où, pour rejoindre son poste de travail, il traversait une voie ferrée au-delà de laquelle il avait satisfait un besoin naturel dans un chantier de bois appartenant à un tiers, si du moins la manœuvre de wagons qui a amené l'accident ne se rattachait pas au déchargement de navires auquel la victime était employée et si, d'autre part, la victime ne devait pas nécessairement traverser la voie ferrée pour satisfaire ses besoins. Cass. civ. 1^{er} Août 1906 *Gaz. Pal.* 1906 II. 301.

(2). *Cas* : Le charretier blessé par la roue de son véhicule au moment où il avait abandonné la conduite de son attelage et sur un point de la route où il s'était rendu sans aucun motif ayant trait de près ou de loin à l'exécution du travail dont il était chargé, uniquement par pur caprice, pour aller demander une prise de tabac à un cantonnier et engager avec lui une conversation oiseuse. Cass. rev. 27 Avril 1903. *Gaz. Pal.* 1903. I. 433 ; S. 1904. I. 488.

tes les exploitations commerciales la loi des accidents du travail, s'applique à des professions qui n'ont pas de lieu d'exercice précis et fixe. Un certain nombre d'employés ne sont jamais dans ce qu'on pourrait appeler l'établissement principal ou le siège social, les lieux où se trouve le patron directeur, le centre du commerce ou de l'industrie. Mais par une sorte de fiction, on admet que le lieu du travail se déplace alors avec les instruments du travail. Dans cette conception étendue du lieu du travail, rentre dès lors tout endroit où l'ouvrier se trouve pour les besoins de son travail (1), sur l'ordre ou sur la surveillance de son patron, y compris les annexes et dépendances de ce lieu (2), telles que les voies d'accès (3), les abris, les garages, les locaux affectés aux repas ou au repos des ouvriers (4).

Dans tous ces lieux, en effet, on peut dire que l'ouvrier se livre à une activité utile à l'exploitation sous la surveillance et la direction du chef d'entreprise. Les dépendances d'un établissement industriel font donc partie intégrante du lieu du travail (5).

Doit-on considérer comme tels les baraquements établis pour nourrir, héberger et loger les ouvriers ? En principe on peut dire qu'ils sont établis aussi bien dans l'intérêt du chef d'entreprise que dans celui des ouvriers eux-mêmes ; car si ceux-ci y trouvent à bon compte logement et nourriture, le patron a l'avantage d'avoir son

(1). Trib. civ. Bourgoïn 29 Mars 1901 *Gaz. Trib.* 15 Août 1901 ; Wahl *notes*, S. 1904. I. 182 (sous Cass. rev. 25 Fév. 1902) et 489.

(2). Rouen 28 Fév. 1900 D. 1900. 2. 181 ; Nîmes 10 Août 1900 D. 1901. 2 130. Cass. Rev. 25 Fév. 1902. D. 1902. I. 273 ; Cass. civ. 2 et 3 Mars 1903. D. 1903. I. 273.

(3). Cass. Rev. 25 Fév. 1902. D. 1902. I. 273 ; Aix. 14 Fév. 1903, *Gaz. Pal.* 1903. I. 62.

(4). Paris 31 Janv. 1903. *Gaz. Trib.* 21 Juin 1903 ; Loubat *op. cit.* p. 189.

(5). Sachet *op. cit.* p. 201.

personnel sous la main et de pouvoir recourir à son aide quand il le veut. On peut dire que c'est dans un but de commodité, pour assurer une plus grande régularité dans le fonctionnement de son entreprise, autant que par philanthropie que le patron a établi ces installations. Celles-ci peuvent donc, au moins indirectement, être considérées comme des dépendances de l'établissement industriel et il est juste que le risque inhérent à l'installation de ces baraquements soit garanti par la loi. Celle-ci s'appliquera donc aux accidents dûs à un vice de construction, comme l'effondrement d'un plancher, ou une disposition défectueuse, comme l'absence de balustrade à un balcon. Le vice de construction ou la défectuosité de l'installation créent, en effet, en pareil cas un risque spécial inhérent à une dépendance de l'établissement. Mais, au contraire, si l'installation matérielle du baraquement n'est pour rien dans l'accident, si celui-ci aurait pu se produire dans tout autre local servant à l'habitation ou à la nourriture de l'ouvrier, celui-ci ne pourra se prévaloir du bénéfice de la loi de 1898. Par exemple, s'il se blesse par maladresse ou par suite de l'obscurité en se rendant la nuit aux cabinets, car de tels accidents auraient pu lui arriver dans une auberge quelconque.

Mais si large que soit la notion de lieu du travail, elle comporte néanmoins certaines restrictions et ne comprend pas nécessairement l'ensemble des établissements placés sous la direction d'un même chef d'entreprise. Le lieu du travail est déterminé par les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail (1).

(1). Cass. Rev. 25 Fév. 1902. I. 273 et 2 Mars 1903. D. 1903. I. 273.

Ainsi, on ne saurait considérer comme le lieu du travail ou ses dépendances, les parties de l'établissement par où il est interdit de passer pour se rendre au lieu du travail ou pour s'en éloigner (1). Telles sont pour les employés de chemin de fer les voies principales d'une gare sur lesquelles ils ne doivent pas passer pour se rendre à leur poste, ou pour un ouvrier briquetier un tunnel destiné au séchage des briques et non à la circulation. En effet, si les voies normales d'accès au chantier doivent être réputées des dépendances de celui-ci, il ne saurait en être de même des voies d'accès interdites aux ouvriers. Là cesse pour le chef d'entreprise l'obligation d'assurer leur sécurité et sa responsabilité.

C'est en effet cette obligation d'assurer la sécurité des ouvriers qui explique la responsabilité du patron, quand l'accident survient, en réunissant les trois conditions de temps, de lieu, de matériel. L'autorité du patron sert de fondement et de mesure à son obligation, « celle-ci ne cessant que là où son autorité prend fin ».

Tels sont les termes dans lesquels la Cour de Cassation affirmait à nouveau en 1908 la doctrine émise par elle en 1902 sur l'accident survenu par le fait du travail (2). Elle avait à se prononcer dans l'hypothèse suivante : un jeune ouvrier avait quitté sa table de travail pour aller voir fonctionner une machine à polir, placée dans le même atelier et il avait été victime d'un accident par le fait de cette machine qui lui avait broyé deux doigts. Y avait-il dans ce cas accident du travail ? La Cour reprenant les termes des attendus de son arrêt de principe de 1902, se prononça dans le même sens :

(1). Cass. civ. 3 Mars 1903. D. 1903. 4. 273.

(2). Cass. rev. 18 Fév. 1908. *Rec. acc. trav.* 1908. IX. p. 145.

« l'obligation du chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne cessant que là où son autorité prend fin » .

Il importe d'insister sur ce dernier point qui achèvera de préciser la notion d'accident survenu par le fait du travail.

L'autorité du patron est le fondement et la mesure de son obligation d'assurer la sécurité de ses ouvriers. La survenance d'un accident prouve qu'il a manqué à cette obligation et sa responsabilité se trouve dès lors engagée.

Mais comment déterminer l'étendue de l'autorité du patron ? Lui suffira-t-il pour s'exonérer de sa responsabilité, d'invoquer l'imprudence ou le mauvais esprit de son ouvrier ; devra-t-il au contraire établir qu'il avait averti celui-ci du danger qu'il pourrait courir, s'il se comportait d'une certaine façon ; ou devra-t-il même établir que celui-ci a agi contrairement à une défense formelle, en ne tenant aucun compte des ordres exprès de son patron ?

Cette question touche à la théorie de la faute inexcusable. En effet, le patron ne manquera pas de soutenir en pareille hypothèse que l'ouvrier est coupable d'une faute inexcusable qui entraîne une diminution de la responsabilité patronale, et à l'inverse l'ouvrier soutiendra souvent, que l'accident que lui a causé l'outillage ou l'installation industriels provient de leur mauvaise organisation, laquelle peut être considérée comme une faute inexcusable à la charge du patron.

Il semble qu'à cet égard une certaine évolution se manifeste dans la Jurisprudence. Des tribunaux ont, lorsqu'il s'agit d'actes de caprice ou inutiles à l'exploit-

tation, refusé sans distinction l'application de la loi de 1898. Ils ont refusé notamment lorsque l'ouvrier a touché à des fils conducteurs d'énergie, ou qu'il s'est fait broyer un membre par une machine (1) ; lorsqu'en allant chercher une cigarette oubliée au bord de la fosse où il travaillait, il est tombé au fonds (2) ; ou bien encore un ouvrier blessé avec une arme à feu son voisin dans le local affecté au repos (3).

« Attendu — dit la Cour de Lyon — que si T.... et E... étaient momentanément réunis dans un local de la Compagnie des Houillères dont ils étaient les ouvriers, ils n'ont été exposés ni l'un, ni l'autre, par le fait de cette réunion, soit à faire naître un risque professionnel, soit à en subir les conséquences et qu'ils ne sont devenus, l'un l'auteur involontaire, l'autre la victime d'un accident, que par suite d'une opération toute particulière, toute personnelle et sans aucun rapport avec le travail ».

Ainsi, dans ces hypothèses, les tribunaux ont exclu l'application de la loi de 1898. Leur solution s'explique — sans doute — par ce fait que dans toutes ces espèces, l'accident s'était produit pendant une suspension du travail. Cependant, il est certain que même pendant ces suspensions, les ouvriers qui restent sur le chantier, restent exposés aux risques de l'exploitation ; le patron a en conséquence un devoir de surveillance à remplir à leur égard ; à un degré moindre, mais réel cependant, ses employés sont encore sous sa direction et leur sécurité est au même titre que pendant leur travail, une obliga-

(1). Brive 13 mai 1900. *Gaz. Pal.* 1900. I. 454 ; Le Havre 9 Mars 1901, D. 1901. 2. 340.

(2). T. Pontoise 21 Mars 1900, *Rec. min. comm.* p. 260

(3). C. Lyon 18 Mars 1901. *Rec. acc. trav.* 1902 N° 3. p. 773.

tion. S'ils touchent un appareil dangereux, c'est sans doute par étourderie, mais c'est aussi par l'accoutumance que le voisinage leur en a donnée. L'outillage est donc responsable de l'accident. S'ils sont blessés par un camarade, auquel on a laissé introduire dans l'usine une arme dangereuse, c'est à cause d'un voisinage qu'ils ont dû subir. Le travail en a donc été l'occasion. Tout au plus, pourrait-on dire qu'il y a faute inexcusable et par conséquent diminution possible de l'indemnité. Mais il y a, tout de même, dans l'un et l'autre cas un accident en relation avec le travail et qui sans celui-ci ne se serait pas produit.

Du reste, d'autres décisions plus récentes sont entrées dans cette voie. Sans tenir compte de l'intervention possible de la théorie de la faute inexcusable, soit à la charge de l'ouvrier, soit à la charge du patron, la Jurisprudence manifeste une tendance à considérer que l'accident survenu par suite d'un mouvement de curiosité, ou de l'esprit d'amusement de l'ouvrier, n'en est pas moins un accident du travail, alors même que le patron aurait adressé à cet égard une observation ou une défense à l'ouvrier. Elle s'appuie, pour décider ainsi, sur ce que « l'accident s'étant produit à l'heure du travail et dans l'atelier même où la présence (de la victime) était exigée », « il y a lieu dès lors de dire qu'il est survenu à l'occasion de son travail au service de l'entreprise » (1). La relation entre l'accident et le travail résulte donc du double élément, que l'accident s'est produit au temps et au lieu du travail. Cela suffit pour permettre l'application de la théorie du risque professionnel et de la loi de 1898.

(1). Paris 20 Juill. 1906. *Rec. acc. trav.* 1908. IX. p. 116 ; Nancy 29 Mars 1907. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 81.

Ainsi, d'une façon générale, la Jurisprudence ne tient pas compte de l'imprudence de l'ouvrier. Quand celle-ci se produit au lieu et au temps du travail, et qu'elle s'explique souvent par la curiosité et elle présente, en pareil cas, un certain caractère professionnel qui explique que l'on puisse voir entre l'accident et le travail un lien suffisant pour entraîner l'application de la loi de 1898.

La pratique d'une besogne périlleuse familiarise en effet l'ouvrier avec le danger. Il est donc fatalement porté à négliger, à la longue, certaines mesures de précautions que prendrait une personne étrangère au travail. L'accoutumance ne lui laisse plus voir le danger et sans s'en rendre compte il s'y expose.

L'accident qui lui survient dans de pareilles conditions, apparaît donc bien comme la conséquence du travail, puisqu'il résulte des conditions dans lesquelles celui-ci est exécuté et de la mentalité qu'elles imposent à celui qui s'y livre. Un ouvrier, travaillant dans une atmosphère surchauffée, s'approche d'une fenêtre, monte sur le rebord inférieur de celle-ci pour respirer plus librement et tombe (1). Il est victime d'un accident du travail : « Attendu que ce n'est pas dans un but d'amusement ou de vaine curiosité que C... s'est approché de la fenêtre d'où il est tombé, mais bien dans le but de respirer, et qu'il a ainsi accompli un acte, que tous les ouvriers de la Compagnie du Gaz employés dans le même atelier répètent chaque jour à chaque instant et que rend nécessaire la température excessive dans laquelle s'accomplit le travail ».

La Cour s'appuie donc sur ce double fait que l'acci-

(1). Paris. 26 Février 1907. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 80.

dent a été, en quelque sorte, provoqué par les conditions dans lesquelles s'accomplissait le travail et que d'autre part il est la conséquence d'une façon d'agir courante et habituelle chez les ouvriers de la profession. C'est bien là, l'idée d'accoutumance au danger que nous indiquions précédemment et qui a été une des raisons invoquées en faveur de l'admission de la théorie du risque professionnel.

Des faits d'imprudence de ce genre apparaissent tellement comme imposés par la nature même et les conditions du travail, que les employeurs sont — en quelque sorte — obligés de les tolérer et alors même qu'ils les ont interdits, ne peuvent, en fait, sévir contre eux. Ainsi, le patron est-il mal fondé en pareil cas de vouloir se soustraire à la responsabilité de la loi de 1898, en faisant remarquer que l'ouvrier, à part son imprudence, transgressait une défense formelle. Comme le dit la Cour de Nancy, il y a là une faute que l'employeur excuse lui-même dans la pratique et qu'il est mal fondé à qualifier pour les besoins de sa cause, faute inexcusable (1).

Il s'agissait d'un ouvrier qui s'asseyait sur les coussins d'un wagonnet. Sans doute, il était interdit à l'ouvrier d'agir ainsi en vertu du règlement d'atelier. Mais la Cour de Nancy s'appuyant sur la double constatation qu'en fait tous les ouvriers agissent ainsi au vu et au su des chefs d'équipe et que la Compagnie n'avait jamais appliqué en pareil cas la sanction prévue, admit la demande d'indemnité fondée sur la loi de 1898.

C'est surtout dans l'exploitation des voies ferrées que

(1). Cour de Nancy 29 Mars 1907 *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 81.

l'on voit ainsi se produire des accidents qui sont — en quelque sorte — imposés à l'ouvrier par les conditions même du travail. Il arrive fréquemment que pour se rendre au chantier où il est employé, l'ouvrier emprunte non pas le chemin ouvert au public, mais la voie même du chemin de fer. Il peut même arriver qu'étant donné l'éloignement du chantier des voies d'accès ordinaires, l'utilisation de la voie, fermée au public, devienne pour l'employé une véritable nécessité. Le fait est tellement évident, que les livrets que la Compagnie remettent à leurs ouvriers contiennent une autorisation conditionnelle de la C^{ie} déclarant licite le passage sur la voie des ouvriers en cas de nécessité absolue. Ce sera dès lors une question de fait, dans l'appréciation de laquelle le Tribunal restera souverainement juge, que de déterminer, si, dans l'espèce, il y avait nécessité absolue pour l'ouvrier de franchir la voie. Si le Tribunal estime qu'il y avait pour la victime un avantage considérable d'agir ainsi, tant à raison du « raccourcissement du chemin à parcourir, que du mauvais état de viabilité des chemins latéraux à la voie », il considérera que l'accident rentre dans le domaine de la loi de 1898 (1).

Dans toutes les hypothèses que nous venons d'examiner, il faut, pour que l'imprudence de l'ouvrier exonère le patron de sa responsabilité, qu'elle résulte d'une contravention à une défense ou à un ordre de celui-ci, ou de son représentant. Les conditions ordinaires du travail amènent presque fatalement ceux qui s'y livrent, à commettre des imprudences qui leur paraîs-

(1) Amiens 15 Nov. 1905. *Rec. acc. trav.* 1908, IX. p. 49.

sent toutes naturelles et ils n'aperçoivent plus le danger. Il y a là un risque inhérent à la profession et dont la charge doit incomber à l'employeur en vertu même de la théorie qui sert de fondement à la loi de 1898. Si donc celui-ci veut s'exonérer de la responsabilité, il faut qu'il puisse démontrer qu'il a tout fait pour empêcher ses ouvriers d'agir de cette façon imprudente, qu'il leur a donné l'ordre formel de ne pas agir d'une certaine façon.

Ainsi en a jugé la Cour de Cassation, confirmant un arrêt de la Cour de Lyon à propos d'un ouvrier employé avec d'autres au déchargement de plusieurs wagons chargés de rails et faisant partie d'un même convoi (1). Les ouvriers placés sur un même wagon projetaient les rails sur la voie. A un moment donné, le contre-maître invita deux de ces ouvriers à quitter le wagon où ils étaient, pour se rendre à un autre wagon placé en queue, séparé du premier par un troisième et qu'ils devaient décharger des traverses en bois qu'il contenait. Il les fit descendre tous deux du côté opposé à celui où étaient projetés les rails. L'un des ouvriers au lieu de se rendre au wagon de queue en suivant la voie du côté où il était descendu, s'introduisit sous le wagon de milieu et ressortant de l'autre côté, fût atteint à la jambe par la chute d'un rail que ceux de ses camarades placés sur le wagon du milieu continuaient à jeter sur la voie.

L'employeur alléguait que l'accident était survenu par suite d'un acte de « pure fantaisie » de l'ouvrier. Mais les deux juridictions appréciant qu'en agissant comme

(1) Cass. rev. 17 Janv. 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 242.

il l'avait fait, celui-ci « n'avait pas contrevenu en cela à une défense formelle de ce chef », rejetèrent cette prétention et déclarèrent la victime fondée à réclamer le bénéfice de la loi de 1898.

Lorsque les trois conditions de l'accident survenu par le fait du travail se trouvent réunies, la circonstance que l'accident est dû à une imprudence de l'ouvrier ne suffit pas d'exclure la responsabilité du patron, si cette imprudence présente un caractère professionnel ou si le patron ne démontre pas qu'elle s'est produite en opposition avec ses ordres et contrairement à ses défenses.

La loi de 1898 serait donc hors de cause si l'imprudence tenait à une utilisation frauduleuse de l'instrument de travail.

Tel serait le cas d'un ouvrier peintre qui, pour satisfaire son penchant pour la boisson absorberait par erreur, pendant qu'il est au travail, un « liquide caustique dont il était appelé à faire usage pour les besoins de son travail » (1). Il en serait de même pour l'ouvrier qui s'étant éloigné pour un besoin personnel du lieu de son travail est, pendant qu'il le regagne, tamponné par un wagon en traversant imprudemment une voie de chemin de fer (2).

Enfin, l'idée d'accident survenu par le fait du travail sera exclue quand bien que survenant sur le lieu et au temps du travail, l'accident n'est point survenu pendant que l'ouvrier qui en a été victime accomplissait un mouvement qui pouvait directement ou indirectement se

(1). Paris 29 Déc. 1905. *Rec. acc. trav.* 1907 VIII. p. 62.

(2) Rennes 17 Déc. 1903 et Cass. ch. civ. 1^{er} Août 1906 *Rec. acc. trav.* 1907 VIII. p. 97.

rattacher à l'exercice de son travail, mais usait de son activité complètement en dehors de celui-ci. L'hypothèse la plus fréquente où la question s'est posée est celle d'accident survenu à l'ouvrier en s'amusant sur le lieu du travail. On ne peut point dire en pareil cas qu'il y ait une relation entre l'accident et le travail, puisqu'il ne résulte point de l'emploi des instruments de travail ou des outils, puisqu'il n'est pas arrivé pendant que l'ouvrier agissait en vue de l'exécution de sa tâche. En pareil cas, le but poursuivi par l'ouvrier au moment où il a été blessé est, comme la cause de l'accident, étranger au travail. Il n'y a plus, comme élément de relation entre le travail et l'accident, que la présence de la victime sur le lieu du travail, mais la valeur de cet élément se trouve alors contrebalancée par le fait personnel de l'ouvrier qui a été cause de l'accident. Si ce n'était pas employer une expression presque étrangère au système de la loi de 1898, on pourrait dire qu'il y a en pareille hypothèse, à la charge de l'ouvrier, une faute dont il doit être seul à supporter les conséquences.

La Jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion de faire l'application de ces idées. La Cour de Cassation (1) a notamment rejeté le pourvoi formé par la veuve d'un ouvrier contre un jugement qui lui avait refusé une rente, attendu que l'accident dont son mari avait été victime était dû à la « fantaisie » qui lui avait pris lorsqu'il quittait l'appartement où il avait travaillé, « de franchir un encavage dont le panneau était ouvert et de s'accrocher à une caisse que les déménageurs se dis-

(1). Cass. 21 Oct. 1908. *Bull. off. trav.* Oct. 1910. p. 1097

posaient à descendre, qu'il s'était suspendu au-dessus du vide et s'était, dans sa chute, fracassé le crâne ». La Cour constatant que cet accident « ne s'était produit ni par le fait, ni à l'occasion du travail », décida qu'il ne rentrait pas dans les prévisions de la loi du 9 Avril 1898. C'était déjà ce qu'elle avait décidé dans une autre espèce le 28 Mars 1905, où il faut, du reste, remarquer que l'élément de temps faisait défaut, puisque la journée de l'ouvrier victime de l'accident avait pris fin et que sa présence à l'atelier ne s'expliquait plus par les besoins de l'entreprise. « Sa journée finie, il jouait avec ses camarades en leur lançant des déchets de plomb ;... poursuivi par l'ouvrier clicheur C... il se réfugia au premier étage, traversa un petit cabinet et se suspendit à une passerelle pour sauter dans la cour ; que, au lieu de tomber sur le sol, il se laissa choir sur la porte alors ouverte de l'écurie et se blessa grièvement »...

« Attendu... qu'il n'y avait dans ces circonstances aucune relation de cause à effet entre l'accident dont B... a été victime et le travail dont il était chargé... qu'il est constant en effet que l'accident ne s'est produit ni sur le lieu, ni dans le temps du travail, ni par l'outillage de l'établissement... » (1).

En résumé, la Jurisprudence entend par accident survenu par le fait du travail, celui qui est arrivé sur le lieu et au temps du travail et par suite de l'outillage de l'entreprise, ce mot « outillage » étant pris dans son sens le plus large. Mais la notion d'accident se trouve exclue, quand il a sa cause dans une imprudence non professionnelle de la victime, lorsque celle-ci a agi

(1). Cass. rev. 23 Mars 1905. *Rec. acc. trav.* 1906. VI. p. 135.

par pure fantaisie ou contrairement à l'ordre formel du patron. L'accident étant alors survenu en dehors de l'autorité du patron, sa responsabilité prend fin.

Lorsque les trois éléments de temps, de lieu, de matériel font défaut, la loi pourra cependant s'appliquer encore et garantir l'ouvrier des conséquences d'un accident, seulement, ce ne sera plus comme étant le fait du travail, mais parce qu'occasionné par le travail. Nous sommes ainsi amenés à examiner ce qu'il faut entendre par accident survenu à l'occasion du travail.

SECTION II

ACCIDENT SURVENU « A L'OCCASION DU TRAVAIL »

Définition. — Eléments de l'accident survenu à l'occasion du travail. — Interprétation extensive en Jurisprudence du temps et du lieu de travail. — Rapport de connexité entre le travail et l'accident.

Cette seconde expression élargit considérablement le cercle d'application de la loi. Elle comprend, en effet, tous les accidents qui, n'ayant pas pour cause immédiate le travail, se rattachent à lui cependant par un lien de connexité. Le travail est leur cause indirecte, en ce sens que si l'ouvrier n'avait pas travaillé, il n'aurait pas été victime de l'accident (1).

La protection établie par la loi de 1898 aurait été, en effet, tout à fait insuffisante si elle s'était limitée aux accidents produits par le fait du travail, car les accidents survenus à l'occasion du travail sont tout aussi nombreux que les premiers. Une opinion avait soutenu

(1) Capitant *loc. cit.* p. 317.

que les accidents prévus par la loi sont ceux qui se rattachent par un lien plus ou moins direct au travail, à l'exclusion des accidents indépendants du travail (1). Cette définition est beaucoup trop étroite (2), elle exclut les accidents qui tout en étant étrangers au travail, ne se seraient pas produits si le travail n'avait pas existé (3). A plus forte raison, faut-il rejeter les théories qui restreignent la loi de 1898 aux accidents provenant des risques particuliers de l'entreprise (4), ou qui se seraient également produits sur toute autre personne travaillant à la place de l'ouvrier (5).

Le but de la loi de 1898 a été, en effet, de mettre à la charge du patron *l'accident industriel*, c'est-à-dire de le forcer à réparer les conséquences de l'accident, lorsque « la cause plus ou moins déterminée doit être cherchée dans les conditions mêmes de l'industrie, dans les nécessités que lui impose le fonctionnement de son outillage mécanique ou de ses procédés chimiques et physiques ». L'ouvrier doit donc être indemnisé des accidents qui ne se seraient pas produits si au moment où ils se sont produits, il ne s'était pas trouvé dans l'exercice de son métier (6).

Le domaine des accidents survenus à l'occasion du travail est donc beaucoup plus vaste que celui des accidents survenus par le fait du travail. Ceux-ci en effet, ne peuvent avoir qu'une cause unique, qui est le travail, tandis que l'accident occasionné par le travail peut avoir

(1). Cass. rev. 8 Juil. 1902. S. 1904. 1. 79.

(2). Baudry Lacantinerie et Wahl *op. cit.* p. 177.

(3). Wahl note S. 1904. 1. 178.

(4). Trib. civ. Chartres 13 Mars 1901, *Gaz. Trib.* 6 Août 1901.

(5). Trib. civ. Lyon 3 Mai 1901. *Mon. jud. Lyon* 8 Mai 1901.

(6). Wahl notes S. 1901. 2. 267 et S. 1904. 1. 177. — Baudry Lacantinerie et Wahl *loc. cit.*

des causes multiples, multipliées à l'infini, par exemple : la présence sur le lieu du travail, le contact soit avec d'autres ouvriers qui peuvent être imprudents, méchants ou dangereux, le contact avec l'outillage ou la force motrice, enfin les innombrables cas fortuits ou de force majeure.

La cause première de ces accidents est étrangère au travail, mais elle s'y relie par une connexité plus ou moins étroite. Ils ne sont pas un effet direct du travail, de l'outillage ou des forces qui l'actionnent ; ils s'y rattachent seulement par un rapport quelconque mais certain. Le travail, l'ouvrier, l'outil, le moteur n'ont pas causé la lésion, mais ils l'ont rendue possible. Si l'ouvrier n'avait pas travaillé, si son travail ne l'avait pas mis en contact avec d'autres ouvriers ou avec l'outillage, l'accident n'aurait pas pu se produire. En un mot, la relation de cause à effet existant entre le travail et l'accident n'est pas directe ou immédiate : elle est seulement indirecte, médiate ou occasionnelle (1).

L'accident survenu à l'occasion du travail, sera donc celui survenu en l'absence d'une des conditions requises pour qu'il y ait accident survenu par le fait du travail, mais arrivé dans des conditions telles que si l'ouvrier n'avait pas été au travail il n'en aurait pas été victime.

On voit dès lors, combien est abusive la tendance très marquée dans les discussions théoriques ou même dans les applications jurisprudentielles, à considérer comme inséparables les deux termes « par le fait ou à l'occasion du travail ». Les observations qui précèdent, mon-

(1). Loubat *op. cit.* p. 188.

trent en effet, qu'il y a entre elles une différence fondamentale, puisque dans les accidents survenus à l'occasion du travail le matériel et les instruments de la profession ne sont pas, comme dans ceux arrivés par le fait du travail, les auteurs du dommage. Il en résulte que des trois éléments que nous avons rencontrés dans le fait du travail : temps, lieu, matériel, nous n'aurons plus à considérer que les deux premiers, tantôt réunis, tantôt séparés. Il pourra même arriver que ni l'un, ni l'autre n'existent et que cependant l'accident soit considéré comme arrivé à l'occasion du travail.

C'est par la détermination des éléments de temps et de lieu qu'il importe de commencer cette partie de notre étude.

La Jurisprudence a donné à ces deux éléments une portée et une étendue qui dépasse de beaucoup les limites que nous avons indiquées dans la section précédente.

D'une façon normale, le temps de travail c'est celui pendant lequel l'ouvrier est placé sous l'autorité du patron. C'est ordinairement celui qui s'écoule entre le moment où l'ouvrier arrive dans l'établissement exploité par celui-ci et le moment où il en sort. A partir de ce moment les ouvriers se trouvent dans le domaine du risque spécial de l'exploitation, c'est-à-dire du risque dont le patron doit les garantir. L'entrée même de l'ouvrier dans l'usine peut donner lieu à un accident garanti par la loi, si cette entrée présente quelque danger ou risque particulier. Par exemple, un ouvrier dans l'intérêt du service et à raison du sommeil un peu tardif du chef d'entreprise, ayant cru devoir franchir par

escalade la porte d'entrée pour l'ouvrir à ses camarades de travail, fit une chute et se blessa ; on a pu admettre qu'il avait été victime d'un accident du travail, à raison du mobile auquel il avait obéi (1).

Mais la Jurisprudence, dans la détermination des accidents survenus à l'occasion du travail, a été amenée à étendre en deçà et au delà de ces limites normales la notion du temps du travail.

Par suite de cette interprétation, il peut arriver que l'accident dont il est victime, constitue un accident du travail, bien qu'il ne soit pas produit sur le lieu ordinaire du travail, ou qu'il soit survenu à un moment où l'établissement qui l'occupe ne soit pas encore ouvert. La détermination du lieu de l'accident et de l'heure à laquelle il est survenu, perd une partie de son importance, du moment, qu'en dehors de ce lieu et de ce temps l'ouvrier est blessé lorsqu'il « exécute pour les besoins de l'entreprise un ordre de son maître ». C'est en effet en ces termes que la Cour de Cassation a précisé la relation suffisante qui doit exister entre l'accident et le travail pour donner droit à une indemnité à la charge de l'ouvrier. Elle a été ainsi amenée à considérer que la « journée du travail » d'un employé peut commencer « au moment où il doit sortir de son domicile, afin de remplir la mission spéciale qui lui était confiée pour les besoins de l'entreprise ». Il s'agissait en l'espèce du commis d'un négociant chargé par son patron du soin d'ouvrir et de fermer le magasin et d'en garder les clefs et qui, un matin, après avoir quitté son domicile fut victime d'un accident, alors qu'il suivait

(1). Sachet *op. cit.* p. 185.

le trajet direct qui le conduisait au magasin dont il devait ouvrir les portes. La Cour Suprême estima que de ces constatations on pouvait conclure que la journée de travail de cet employé commençait au moment même où il sortait de son domicile pour remplir la mission qui lui était confiée par son patron, « attendu que doit être considéré comme survenu à l'heure et au lieu du travail, tout accident arrivé là où l'ouvrier ou employé exécute pour les besoins de l'entreprise un ordre de son maître » (1).

Lors donc que l'ouvrier se livre, avant d'être dans l'établissement de son patron et sous l'autorité de celui-ci, à un déplacement, dans l'intérêt de l'entreprise, il faut considérer que son travail commence au moment même de son départ.

Nous allons voir une extension du même genre en ce qui concerne la détermination du moment où le travail prend fin.

Le droit à la garantie des risques professionnels cesse en principe au moment même de sa sortie, c'est-à-dire à partir de l'instant où — recouvrant sa liberté — il n'est plus sous l'autorité et la surveillance de son patron. Ainsi, ne tombe pas sous l'application de la loi, l'accident survenu à un ouvrier maçon qui revenu sur le chantier à la nuit tombante, plus d'une heure après la cessation du travail, était monté sur un échafaudage pour y relever une corde qui pendait, alors surtout qu'au moment de la cessation du travail défense expresse lui avait été faite de remonter sur l'échafaudage comme il en avait manifesté l'intention (2).

(1). Cass. 13 Juin 1910. *Bull. off. trav.* Déc. 1911. p. 1228.

(2). Sachet *op. cit.* p. 186.

Telle est l'hypothèse normale de fin du travail. Mais il peut arriver que ce moment soit retardé et que le temps du travail soit considéré comme prolongé au delà de ces limites.

Il est d'usage parfois que les ouvriers (dans l'industrie du bâtiment par exemple) quittent l'exploitation, un certain temps — même assez long — après le signal donné pour la cessation des travaux. Ce temps est consacré à la préparation du travail du jour suivant, au dépôt des outils, aux changements de vêtements, au paiement du salaire, au repas du soir, etc... Toutes ces actions accomplies sur l'emplacement même de l'exploitation, sous l'autorité et la surveillance du chef d'entreprise, doivent en principe être considérées comme faisant partie intégrante du travail et comme ayant pour effet soit de conférer aux accidents qu'elles engendrent le caractère industriel, soit de prolonger le temps pendant lequel les ouvriers sont garantis contre les autres risques de l'exploitation (1).

Ces solutions sont parfaitement logiques et faciles à justifier : « Le travail de l'ouvrier, en effet, ne prend fin — ainsi que le dit la Cour de Paris 4 Juin 1907 — que lorsqu'il a recouvré sa liberté ». Si la nature de son travail est donc telle qu'il lui faut un certain temps, une fois son travail proprement dit terminé, pour se mettre en état d'user de cette liberté, si par exemple il lui faut un certain délai pour vaquer à des soins de propreté ou se rhabiller, on doit considérer que ce temps bien que n'étant pas effectivement employé au travail compte encore dans la journée de travail dont il n'est qu'un

(1). Sachet *op. cit.* p. 187.

prolongement. C'est ainsi que l'ouvrier occupé au déchargement d'une péniche de charbon, qui après la fin de sa journée de travail est blessé, au cours des ablutions, doit être considéré comme victime d'un accident du travail : « Attendu qu'il résulte que dans l'espèce c'est à raison de la nature de son travail, (déchargement d'une péniche de charbon) que T... a dû, sa journée proprement dite terminée, se laver avant de reprendre ses vêtements ordinaires » (1). Pendant ces ablutions nécessaires, l'ouvrier doit, en effet, être considéré encore comme au travail, puisqu'il n'a pas encore recouvré sa liberté, puisque « ce n'est qu'une fois rhabillé qu'il pourra réellement recouvrir celle-ci » (2).

L'idée générale de ces décisions est donc la suivante : tant que l'ouvrier n'est pas en état de reprendre part à la vie environnante dans les mêmes conditions que ses semblables, il est considéré comme restant au travail.

De même, il va être considéré comme étant sur le lieu de travail, alors même que matériellement il n'est plus dans l'usine ou dans l'établissement industriel ou commercial de son employeur.

Par établissement industriel il faut entendre — dit la Cour de Lyon — « non seulement les bâtiments de l'usine ou le chantier proprement dit, mais tout lieu où l'ouvrier fait un travail industriel par ordre de son patron et sous la responsabilité de celui-ci » (3). Cette définition donne au lieu du travail une portée qui dépasse beaucoup la notion que nous avons précédemment indiquée et qui ne visait que l'établissement et ses

(1). Cass. rev. 2 Mai 1908. *Rec. acc. trav.* 1908. X. p. 72.

(2). Paris 4 Juin 1907. *Rec. acc. trav.* 1908. X. p. 73.

(3). Cour de Lyon 11 Mars 1903 sous Cass. rev. 4 Janv. 1905. *Rec. acc. trav.* 1906. VI. p. 123.

dépendances. Désormais il suffit pour que la loi de 1898 s'applique, que l'ouvrier ait exécuté sur l'ordre de son patron le travail pour lequel il était embauché, même au domicile privé de celui-ci et pour son avantage personnel. Par cette solution, la Jurisprudence étend le sens de « lieu de travail » puisqu'elle fait du domicile du patron un prolongement de l'usine.

C'est ainsi qu'elle a décidé qu'un ouvrier peintre embauché par un industriel et qui, après avoir effectué des travaux dans l'usine de ce dernier, a été envoyé pour effectuer des réparations de peinture dans une des villas dont son patron est propriétaire, bénéficie de la loi de 1898 s'il est blessé au cours de ces travaux, « attendu que le chef d'une entreprise assujettie à la loi du 9 Avril 1898 demeure soumis, dans ses rapports avec les ouvriers qu'il embauche et qu'il dirige, à la responsabilité que cette loi met à sa charge, alors même que l'accident serait survenu au cours de travaux exécutés sur sa propriété et pour son compte particulier » (1).

Du moment que les travaux effectués pour l'employeur sont les mêmes que ceux auxquels son entreprise est affectée et qu'ils sont normalement soumis au régime du risque professionnel, ils y restent soumis quand même, ils sont exécutés pour le compte personnel du patron et à son domicile personnel.

Il s'agit par exemple d'un entrepreneur qui fait effectuer par ses ouvriers une construction sur son terrain (2) : « Attendu que le chef d'une entreprise assujettie à la loi du 9 Avril 1898 conserve dans ses rapports avec

(1). Cass. ch. civ. 29 Janv. 1912. *Bull. off. trav.* Avril 1912 p. 409.

(2). Cour de Limoges 22 Février 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 180, Cass. civ. 10 Juill. 1911 *Bull. off. trav.* Sept. 1911. p. 893.

les ouvriers qu'il embauche et qu'il dirige la responsabilité que cette loi met à sa charge, alors même que l'accident serait survenu au cours de travaux de son commerce ou de son industrie exécutés sur sa propriété et pour son compte particulier ». La Cour de Cassation en effet, n'admet point que l'on puisse considérer comme un simple particulier, l'entrepreneur qui fait effectuer sur sa propriété et pour son propre compte des travaux de son industrie par ses ouvriers. Elle n'admet point que l'on puisse, en pareille hypothèse, distinguer dans le même individu l'entrepreneur et le propriétaire et que le fait d'agir dans l'intérêt de sa propriété et non pas pour retirer un profit de sa qualité d'entrepreneur, doit faire prévaloir sur l'autre sa qualité de propriétaire.

Cette solution est tout à fait juridique. Le fait, que des ouvriers effectuent d'ordre de leur patron, sur la propriété de celui-ci, les travaux qu'ils sont accoutumés d'accomplir sur d'autres propriétés, ne peut modifier la situation légale. L'identité du travail, de risque, de direction, justifie parfaitement que dans une hypothèse comme dans l'autre ils bénéficient de la protection de la loi du 9 Avril 1898.

C'est la même idée qui explique un arrêt de la Cour de Cassation visant le garçon jardinier d'une marchande fleuriste, blessé en portant des fleurs sur la tombe du mari de celle-ci. La Cour de Douai avait d'abord décidé que : « la veuve B., en faisant déposer des fleurs sur la tombe de son mari n'exerce pas un acte de son industrie ou de son commerce et que D., en remplissant cette mission n'accomplissait qu'un travail domestique », « qu'il avait été blessé dans une circonstance

purement accidentelle et en dehors de son travail ordinaire et salarié, au cours d'un événement particulier et exceptionnel ». La Cour de Cassation au contraire décide que : (1) « Attendu que l'employé d'un commerçant, victime d'un accident au cours du travail pour lequel il a loué ses services, bénéficie des dispositions de la loi du 12 avril 1906, alors même que son patron ne fit pas acte de commerce, lorsqu'il lui a donné l'ordre dont l'exécution a causé l'accident, ou en a été l'occasion » ; « Attendu que pour déclarer irrecevable l'action en responsabilité.. l'arrêt se borne à déclarer que la veuve B., en faisant porter des fleurs sur la tombe de son mari, ne faisait pas acte de commerce et qu'il en conclut que D., en portant ces fleurs, n'accomplissait qu'un travail domestique en dehors de son travail ordinaire et salarié » ; mais « Attendu qu'il n'en serait ainsi que si le fait de porter des fleurs sur l'ordre du maître ne rentrait pas dans le travail habituel du garçon jardinier d'un marchand fleuriste que *faute de cette constatation*, l'arrêt attaqué n'a pas légalement justifié sa décision..... »

Peu importe par conséquent le lieu où a été accompli le travail, à l'usine ou au domicile du patron. Ce dernier fait ne suffit pas à permettre au patron de soutenir, qu'il a agi en cette hypothèse non comme chef d'industrie, mais comme particulier. La Jurisprudence n'admet point chez le patron ce dédoublement de personnalité et il reste soumis à la responsabilité de la loi de 1898 pour les travaux qu'il a fait exécuter pour son propre compte par un de ses ouvriers.

(1). Cass. ch. Civ. 16 Mai 1911, Douai 6 Mai 1908. *Rec. acc. trav.* 1911 XIV. p. 271-272.

Dans l'espèce sur laquelle la Cour de Cassation a donné cette solution, un double élément la justifiait. C'est d'une part, que l'accident dont avait été victime l'ouvrier, lui était survenu dans un travail commandé et que d'autre part, celui-ci rentrait dans le genre de travail pour lequel il avait été embauché, c'est-à-dire des travaux de peinture. En effectuant sur l'ordre de son patron des réparations à l'immeuble de celui-ci, l'ouvrier ne faisait, en somme, dans cette hypothèse qu'accomplir les obligations résultant pour lui de son contrat de travail, bien qu'en dehors du lieu normal où il devait le faire.

Dans l'espèce, la Jurisprudence, étant donnés les deux éléments sus-indiqués, pouvait dire que l'ouvrier avait été blessé dans l'exécution de son contrat de travail.

Cette Jurisprudence aboutit à étendre le lieu du travail partout où l'ouvrier, victime de l'accident, se trouve appelé par son service, pour l'exécution de son travail ou même simplement par une suite nécessaire de celui-ci.

En effet, dit la Cour Suprême, « le lieu du travail n'est pas nécessairement limité au poste assigné à l'ouvrier par son service et que ce lieu doit être déterminé par les conditions dans lesquelles s'effectue le travail au moment où l'accident s'est produit » (1).

Dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation il s'agissait d'un ouvrier employé au déchargement d'une péniche de charbon et qui avait été victime d'un accident pendant qu'il se lavait, sa journée de travail finie, à bord

(1). Cass. rev. 2 Mai 1908. *Rec. acc. trav.* 1908. X. p. 72.

d'un bateau attaché à la péniche. La Cour Suprême confirmant la décision de la Cour de Paris, considéra que le temps consacré aux ablutions nécessitées par ce genre de travail, prolongeait la journée de travail. Sur la question du lieu qui nous occupe actuellement, elle décida que « le bachot attaché à la péniche où l'ouvrier faisait ses ablutions peut être considéré comme une dépendance du lieu du travail, alors surtout qu'aucun endroit spécial n'avait été assigné à l'ouvrier pour procéder à ces ablutions et qu'il n'est nullement établi qu'il lui fût interdit dans ce but de descendre dans le bachot ».

Les recueils d'arrêts fournissent un nombre considérable d'exemples pratiques de l'interprétation extensive que la Jurisprudence a donnée de l'expression « lieu du travail, le risque professionnel ne fonctionnera pas. l'hypothèse où l'ouvrier est blessé au cours d'un déplacement. Les Tribunaux considèrent qu'il y a accident du travail si l'ouvrier se déplace pour aller effectuer un travail chez un client (1), ou hors de l'usine (2). Les accidents survenus dans le trajet pour aller ou pour revenir sont soumis à la loi. Il en est de même pour l'accident survenu à l'ouvrier au cours d'un trajet que, pour faire un travail, il accomplissait de l'une des usines du patron à l'autre (3), ou quand l'ouvrier est sorti de l'atelier pour charger ou pour décharger des marchandises (4), pour chercher de l'argent en vue de la

(1). Paris 12 Janv. 1901. D. 1901. 2. 253 ; Seine 30 Avril 1900. *Rec. acc. trav.* I. 292. (ouvrier allant montrer des échantillons).

(2). Trib. civ. Rochefort 6 Mars 1900. *Loi* 22 Mars 1900. Trib. civ. Montbéliard 26 Fév. 1904. *Gaz. Trib.* 8 Juin 1904.

(3). Justice paix Nevers 6 Janv. 1904. *Monit. Juges de paix* 1904.

(4). Nîmes 21 Juin 1902. *Gaz. Trib.* 16 Nov. 1902 ; Nancy 7 Juil. 1903 *Rec. acc. trav.* 1903. p. 220.

paye des ouvriers (1), pour effectuer lui-même cette paye (2).

Dans toutes ces hypothèses, on peut dire que l'ouvrier, qui pendant le trajet se trouve victime d'un accident, est réputé se trouver sur les lieux du travail. La Cour de Nancy a fait l'application de cette idée à l'ouvrier qui allait chercher la soupe d'un chien de garde placé dans l'usine pour la surveillance de nuit (3).

Ces exemples suffisent à montrer combien la Jurisprudence entend largement la notion de temps ou de lieu du travail. Néanmoins cette double extension n'est pas illimitée. Il ne faut pas que le prolongement du temps ou du lieu de travail soit le résultat d'une négligence ou de la fantaisie de l'ouvrier. S'il ne s'explique pas par l'exécution régulière de la tâche qui lui a été assignée, ce prolongement n'est pas admis et la victime n'a droit à aucune indemnité.

En voici un exemple où nous voyons la Cour Suprême (4) écarter à la fois l'interprétation extensive du lieu et du temps de travail : Un garçon livreur est chargé par son patron de livrer des barriques de vin et est victime d'un accident vers une heure du matin. La Cour de Paris, puis la Cour de Cassation concluent de ces circonstances « que le temps de faire des livraisons aux clients était passé depuis longtemps, lorsque l'accident s'est produit et que cet accident ne pouvait, dès lors, être considéré comme étant survenu par le fait et à l'occasion du travail ». Cette solution se justifie d'elle-

(1). Trib. civ. Toulouse 31 Oct. 1903, *Loi* 24 Nov. 1903.

(2). Dijon 30 Mars 1903. *D.* 1904. 2. 466.

(3) Nancy 6 Déc. 1904. *Rec. Nancy*. 1903-1904. p. 331.

(4). Cass. rev. 4 Janv. 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 233.

même. Autant il est naturel que l'accident survenu à un employé qui accomplit une livraison pour le compte de son patron, soit soumis à la loi de 1898, autant il serait illégitime d'en faire profiter le livreur qui ne s'est pas régulièrement occupé de la mission qui lui avait été confiée. Si l'accident lui survient en dehors de l'endroit où sa présence était nécessaire pour l'accomplir, par exemple dans une toute autre direction que celle du domicile du client, ou à une heure à laquelle il ne peut plus être question d'effectuer une livraison, l'accident perd le caractère d'accident du travail.

Bien que cette solution soit naturelle, il est intéressant de la noter parce qu'elle nous permet un rapprochement avec une solution que nous avons précédemment indiquée. Nous avons dit à propos de l'accident arrivé par le fait du travail, que la responsabilité du patron se trouve dégagée quand l'accident est survenu par l'acte de l'ouvrier qui agissant par pure fantaisie a commis une imprudence absolument étrangère au travail. Le fait personnel, la fantaisie de la victime, écartent l'application de la responsabilité du patron, alors même que les éléments de temps, de lieu et de matériel sont réunis. De même dans notre hypothèse, l'accident cessera d'être survenu à l'occasion du travail, si l'on démontre qu'il est arrivé dans des conditions établissant que l'ouvrier s'est laissé distraire de l'accomplissement de sa mission.

La définition que nous avons donnée de l'accident survenu à l'occasion du travail, suppose que celui-ci, sans avoir été déterminé par l'exécution d'un fait profession-

nel proprement dit, l'a été par un acte connexe au travail et de nature à concourir, au moins dans une certaine mesure, à son accomplissement.

Ce rapport de connexité est indispensable, car (1) « si le risque professionnel n'est pas strictement limité à la besogne assignée à l'ouvrier, mais peut s'étendre à tous les accidents survenus et causés par l'outillage et les moyens de production ou de circulation employés dans l'entreprise, il est néanmoins indispensable pour entraîner l'application de la loi du 9 Avril 1898, que la cause de l'accident se rattache au travail par un lien suffisant, pour établir manifestement relation de cause à effet ».

C'est ce rapport de connexité qu'il s'agit maintenant de déterminer, soit que les conditions de temps et de lieu soient réunies, soit que l'une d'elles ou toutes deux même fassent défaut.

I. — ACCIDENTS SURVENUS EN TEMPS ET LIEU DU TRAVAIL

Rapport de causalité entre l'accident et le travail, résultant : 1° De l'accomplissement même de la tâche professionnelle de la victime ou des conditions de son exécution. — 2° D'un fait d'un compagnon de travail. — 3° D'un acte de dévouement de la victime ou d'un acte de complaisance. — 4° De l'acte d'une personne ou d'une chose étrangères à l'industrie. — 5° De la force majeure. — Présomption admise par la Cour de Cassation que « tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail ».

(1). Cour de Rennes 17 Déc. 1903. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 97.

La relation qui peut exister entre le travail et l'accident, peut être entendue d'une façon plus ou moins étroite. On pourrait, dans un sens très strict, l'entendre comme une relation de cause à effet ; on peut au contraire l'entendre d'une façon beaucoup plus large. Dans la première interprétation il ne suffirait point « que l'accident soit survenu sur le lieu et pendant les heures de travail », qu' « il ne saurait avoir le caractère d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, que si la victime y avait été tout spécialement exposée par le travail, ou à son occasion, que celui-ci ait pu en être la cause génératrice » (1).

Si l'on admet cette interprétation, un nombre considérable d'hypothèses échappent à la loi de 1898. Mais nous allons voir que la Jurisprudence a entendu d'une façon bien autrement large le rapport de causalité entre l'accident et le travail.

Dans les accidents survenus en temps et lieu du travail, non pas par le fait du matériel, mais à l'occasion du travail, il importe de ranger tout d'abord tous ceux qui ne semblent que des accidents ordinaires, tel que le premier venu peut en subir au cours de sa vie normale, des accidents qui auraient pu survenir aussi facilement chez soi, ou sur la voie publique, que dans une usine ou au service d'un commerçant.

Dans la discussion qui précéda la loi de 1898 il semble bien que ces accidents ne devaient pas être soumis au régime du risque professionnel. Dans la pensée des orateurs qui prirent la parole à cette occasion, il ne semblait qu'il fut possible de faire payer, à un patron, a

(1). Seine 12 Fév. 1938 sous Cass. 16 Mai 1911. *Rec. acc. trav.* XIV. 1911. p. 274.

un chef d'entreprise, une indemnité pour un accident causé par tout autre motif que le travail. « Je crois de toute justice et de toute équité, disait M. Gastelier, qu'il est impossible, à mon avis, d'accorder une indemnité par exemple à des gens qui ne seront jamais en contact avec le moteur, qui travaillent dans des parties éloignées de l'établissement agricole, de l'usine, qui n'auront pas de rapports avec lui » (1). Il est intéressant de rappeler cette opinion, parce que rien ne montre mieux comment sous l'influence des nécessités pratiques la Jurisprudence a été amenée à s'écarter de la conception primitive des auteurs de la loi. Elle applique notamment cette solution au cas où l'ouvrier, un employé ou un commis voyageur, fait une chute dans la cour de l'usine, dans un local commercial, ou dans la rue. Nous avons là un exemple frappant de ces créations jurisprudentielles qui savent tirer d'un texte, des conséquences, que leur rédacteur n'avait pas aperçu, ou qu'il avait même voulu écarter. L'exemple que prenait l'orateur est précisément celui que nous indiquons en première ligne comme rentrant dans la définition de l'accident survenu à l'occasion du travail. Et la Jurisprudence n'a jamais varié : tout accident survenu sur les lieux et pendant le travail, si l'on prouve qu'il se rattache à ce dernier, donne droit aux indemnités de la loi de 1898.

Le rapport de causalité nécessaire entre l'accident et le travail se présente sous des formes différentes. Il peut résulter d'abord de l'accomplissement même de la tâche professionnelle de la victime et des conditions

(1). Sénat, séance du 22 Mai 1888. Déb. parl. 1888 p. 471.

dans lesquelles elle l'exécute ; il peut aussi être le résultat de l'acte d'un compagnon employé dans la même entreprise ; il peut consister dans un acte spontané de dévouement de la victime pour sauver une personne ou une chose en relation avec l'entreprise, ou dans un acte de complaisance ; il peut résulter de l'acte d'une personne ou d'une chose étrangères à celle-ci.

I. Le rapport de causalité entre l'accident et le travail peut d'abord résulter de ce que cet accident est survenu *directement par le travail*. C'est alors l'exécution même de la tâche confiée à l'employé qui a provoqué le fait dommageable et celui-ci donne droit à une indemnité au profit de la victime, car il résulte d'un acte professionnel.

Parmi les actes professionnels qui sont les sources les plus fréquentes de voies de fait, il faut citer les missions de surveillance, d'autorité et de direction dont sont investis les contre-maîtres ou quelquefois de simples ouvriers ou employés. Constituent donc des accidents du travail : les coups portés par un ouvrier à un chef de chantier pour se venger d'une réprimande reçue dans le service ; l'empoisonnement dont un surveillant fut victime de la part d'un ouvrier qui croyait avoir été desservi par lui auprès du chef d'entreprise ; les violences exercées par des grévistes sur un ouvrier se rendant à son travail.

Réciproquement, les abus de pouvoir d'un chef de service constituent des accidents du travail, lorsqu'ils se traduisent par des actes de violence sur ses subordonnés. Par exemple un ouvrier frappé par un contremaître

sur le lieu et pendant les heures de travail, à raison d'un fait de service (1).

C'est ce que la Jurisprudence a décidé pour le contremaître payeur ou cocher victime d'une agression au cours d'une discussion relative au paiement du prix d'une course (2), pour un directeur d'usine tué « en intervenant pour rétablir l'ordre et empêcher un encombrement et ce dans l'intérêt de l'usine dont il avait la surveillance » (3).

La Cour de Cassation a appliqué la même solution à propos d'un attentat dont avait été victime un contremaître pendant le travail et sur le seuil de l'atelier de la part d'un ouvrier congédié (4). On ne peut méconnaître, que dans ces deux espèces l'exécution même de la tâche confiée à la victime a été à l'occasion de l'accident. C'est en voulant, dans ces deux cas, assurer le maintien de l'ordre dans l'atelier ou dans l'usine que l'accident s'est produit, or, ce maintien de l'ordre, rentrait dans les attributions normales et essentielles d'un directeur ou d'un contre-maître.

Mais la Jurisprudence va même plus loin et elle admet que le rapport entre le travail et l'accident peut dériver, pour l'employé, du simple fait de « l'exercice des fonctions auxquelles l'assujettissait le contrat de louage passé entre lui et le chef d'entreprise ». C'est la formule que nous trouvons, en effet, dans un arrêt de la Cour de Cassation, statuant dans l'espèce suivante (5) : Un voyageur de commerce est chargé par son patron

(1). Sachet. *op. cit.* p. 234.

(2). Trib. civ. Seine 6 Juin 1905. D. 1906. 5. 5.

(3). Paris 19 Juil. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911, XIV, p. 156.

(4). Cass. 2 Juin 1913. *Bull. off. trav.* Juil. 1913 p. 689.

(5). Cass. ch. civ. 20 Avril 1912. *Bull. off. trav.* Août 1912 p. 862.

d'aller dans une localité, conclure un marché avec un client. La discussion de l'affaire se prolongeant toute la soirée, la conclusion en est remise au lendemain. En rentrant à son hôtel le commis voyageur tombe et se casse la jambe. Y a-t-il là un accident du travail ? En faveur de la négative on pouvait faire remarquer qu'il n'y avait point de relation de cause à effet entre l'acte qu'accomplissait la victime au moment de sa chute et l'exercice de sa profession de représentant de commerce. Cet argument ne fut pas admis par la Cour Suprême, s'attachant à ce que le représentant de commerce se trouvait, au moment de l'accident, « au lieu où l'avait appelé l'exercice de sa profession » et en outre de cette constatation, « qu'il importe peu que l'accident ne puisse pas être considéré comme une conséquence de la profession de la victime et qu'il doive, au contraire, être attribué à sa maladresse ou au hasard » ; la Cour décida qu'il y avait bien là accident du travail, attendu qu'il suffit « qu'il soit arrivé au lieu où l'employé était tenu de se rendre d'après la convention qui le liait à son patron, pour qu'il soit régi par les lois sur les accidents du travail ».

Dans ces exemples, l'acte pendant lequel l'ouvrier a été blessé rentre directement dans l'exécution du travail qui lui est confié. Mais ne sera-t-il de même quand ce travail, tout en étant par lui-même un travail soumis au risque professionnel, n'est cependant pas celui-là même pour lequel l'ouvrier a été engagé. L'idée générale que l'on peut déduire des solutions de la jurisprudence, c'est que si l'opération au cours de laquelle l'accident est survenu, se rattachait au travail dont elle est un ac-

cessoire ou qu'elle a pour but de faciliter, la victime aura droit à l'indemnité prévue par la loi de 1898.

Par exemple, on ne considère pas comme un fait étranger au travail que de chercher à faire disparaître un obstacle, provenant d'un tiers, à l'accomplissement du travail. Ainsi la loi de 1898 a été déclarée applicable à l'ouvrier paveur qui, pour désencombrer la voie publique, a aidé le conducteur d'une voiture à enlever les objets se trouvant dans la voiture (1). Mais contrairement à la décision de la Cour de Grenoble, il faudrait maintenir la même solution alors même que l'ouvrier ne se serait pas borné à décharger la charette pour rendre le passage libre et aurait poussé la complaisance jusqu'à aider à rentrer le fardeau dans la maison et que ce serait cette opération qui aurait causé l'accident. En effet, il s'agit ici d'un acte indivisible en lui-même et rentrant par conséquent tout entier dans le travail de l'ouvrier (2).

Même solution pour le charretier au service d'un entrepreneur de transports, blessé pendant qu'il prêtait le renfort de ses chevaux à une charette appartenant à un tiers, pour gravir une rampe, où il est d'usage constant que les charretiers de la région se prêtent une mutuelle assistance dans l'intérêt de leurs patrons respectifs (3).

La relation entre l'accident et le travail peut être plus indirecte encore. L'acte au cours duquel l'accident se produit, pourrait très bien ne pas être considéré comme inséparable du travail. Il pourrait être considéré comme une opération distincte. Mais comme elle

(1). Grenoble 15 Nov. 1901, *Droit* 5 Janv. 1902; Trib. civ. Vienne 1^{er} Juin 1901. *Rec. acc. trav.* 1901, 193.

(2). Loubat *op. cit.* p. 197.

(3). Cass. civ. 7 Nov. 1905. *Gaz. Pal.* 28 Déc. 1905

contribue, plus ou moins, directement à l'exploitation et au fonctionnement de l'entreprise, cela suffit pour que l'accident qu'il entraîne soit soumis à la loi de 1898.

En voici un exemple emprunté à la Jurisprudence : Un charretier attaché à une scierie et ordinairement occupé à transporter des matériaux et des marchandises de l'usine, est blessé pendant qu'il chargeait dans un pré appartenant à son patron, du foin destiné à la nourriture de ses chevaux. On aurait pu soutenir et on soutint qu'il n'y avait point là accident du travail, puisque l'accident n'était pas survenu pendant le transport des matériaux ou des marchandises de l'usine, transport qui constituait l'occupation habituelle du charretier. La Cour de Cassation écarte ce raisonnement. Sans doute, cet ouvrier n'avait point été embauché pour charger du foin ; mais tenant compte de ce que ce travail avait été effectué évidemment par ordre du patron et dans un pré lui appartenant et que ce foin était destiné à la nourriture des chevaux servant à l'exploitation de l'industrie, la Cour vit là une relation suffisante entre celle-ci et l'accident pour donner à celui-ci le caractère d'un accident du travail (1).

La Cour de Lyon qui avait précédemment statué, faisait en effet remarquer qu'il était constant que le foin était destiné à la nourriture des chevaux employés au transport des matériaux et des produits de la scierie, que les animaux sont nécessaires au fonctionnement de l'usine, que par voie de conséquence il en est de même des denrées nécessaires à leur nourriture ; en consé-

(1). Cass. rev. 4 Janv. 1905. *Bull. off. trav.* Juin. 1906. p. 600.

quence elle admettait que « bien que la tâche accomplie par cet ouvrier n'avait pas elle-même rien d'industriel, elle se rapportait néanmoins au fonctionnement de l'industrie ».

On peut donc conclure de cette jurisprudence, que si l'ouvrier est blessé en accomplissant un acte qui, tout en ne constituant pas une opération rentrant dans le travail proprement dit qu'il doit fournir dans l'établissement exploité par son employeur, sert néanmoins — même indirectement — à son exploitation, cet accident est soumis au régime de la loi de 1898.

Le rapport de causalité entre l'accident et le travail, peut encore résulter des habitudes professionnelles qui déterminent dans l'accomplissement du travail une certaine accoutumance au danger qui entraîne l'accident, sans que l'on puisse dire cependant que celui-ci est la conséquence direct du travail. Nous avons déjà cité le cas de cet ouvrier dégraisseur de cornues dans une usine à gaz qui, travaillant dans une chambre, dont l'atmosphère est surchauffée, s'approche pour respirer d'une fenêtre et fait sur le sol de la cour une chute mortelle. L'accident ne résulte pas directement du travail, de l'instrument de travail de l'ouvrier, mais il a sa cause dans les conditions où s'exécute le travail, dans le désir naturel qu'elles imposent à l'ouvrier de respirer un peu d'air frais, dans l'habitude des ouvriers affectés à cet emploi d'aller prendre l'air à la fenêtre, habitude tolérée par l'employeur et contre laquelle il ne pouvait évidemment point réagir, du fait même des nécessités du travail. Celui-ci n'est pas, à proprement parler, la cause de l'accident, mais il en est l'occasion. De même,

pour l'ouvrier vitrier tombé par la fenêtre en se penchant imprudemment avant de commencer son travail et à qui la Cour Suprême a néanmoins accordé l'indemnité prévue par la loi (1).

Le rapport de causalité entre l'accident et le travail résulte ici des circonstances aggravant les conditions de celui-ci.

II. — On peut rattacher à celle-ci, les accidents survenus pendant le travail du *fait d'un tiers* employé dans l'entreprise.

Le travail en commun a, lui aussi, ses dangers propres : les fautes, les actes d'étourderie, les maladresses, quelquefois même la méchanceté des autres ouvriers, peuvent être des causes ou des occasions d'accidents. Nous allons examiner dans quels cas l'influence du travail de l'exploitation sera-t-elle suffisamment prépondérante, pour faire classer de tels accidents dans la catégorie de ceux qui sont garantis par la loi.

Les accidents tenant à la faute d'un tiers compagnon de travail, dérivent des causes multiples : maladresse ou imprudence, plaisanteries ou taquineries, violences volontaires.

Lorsque l'accident a été causé par la plaisanterie d'un compagnon de travail, il importe de faire une distinction, suivant que l'acte de plaisanterie ou de taquinerie a été provoqué, ou non, par la victime.

Si la victime n'a, en aucune façon, provoqué son compagnon de travail, il y a en principe accident du travail. Elle était, en effet, à son poste quand elle a été

(1). Cass. civ. 8 Déc. 1909. *Gaz. Trib.* 11 Déc. 1909.

blessée, le travail l'a mise en contact avec un ouvrier dont l'humeur plaisante présentait des risques (1).

Ainsi en a jugé la Cour de Cassation le 23 Avril 1902 à propos d'un ouvrier travaillant à sa place dans l'atelier et blessé par un projectile lancé par un autre ouvrier travaillant à côté de lui (2). Ainsi encore, pour un ouvrier blessé au moment où il était occupé à nettoyer le tour où il travaillait ordinairement. Sa jambe droite se trouvait placée sur la pédale de ce tour ; un ouvrier voisin passa à côté de lui en brandissant un outil tranchant, glissa sur le sol et lui enfonça l'instrument dans la jambe (3).

On pourrait cependant citer des décisions en sens contraire, rendues dans des hypothèses analogues, par exemple un ouvrier après son travail, étant accoudé à une fenêtre de l'usine, un de ses compagnons le blesse par un coup de feu tiré involontairement avec un fusil apporté en cachette (4).

Cette dernière solution ne nous paraît point fondée et la Jurisprudence de la Cour de Cassation, que nous avons indiquée dans les deux premières espèces, nous paraît plus en rapport avec l'esprit de la loi de 1898. Toutes ces causes d'accident, en effet, sont des risques inhérents à la présence de plusieurs ouvriers sur le lieu du travail (5).

En effet, le patron en réunissant dans l'intérêt de son industrie plusieurs hommes, doit supporter les con-

(1). Cass. civ. 8 Juil. 1903. D. 1903. 1. 510.

(2). Cass. civ. 23 Avril 1902, D. 1902. 1. 273.

(3). Paris 14 Nov. 1902 sous Cass. rev. 18 Avril 1904. D. 1906. 1. 102.

(4). Lyon 18 Mars 1901. D. 1901. 2. 310; Nancy 27 Févr. 1901. D. 1901. 2. 310.

(5). Loubat *op. cit.* p. 198.

séquences de cette réunion par le fait seul qu'elle lui est profitable, à supposer même que cette responsabilité ne puisse découler, — aussi bien que de ce risque qu'il a créé — d'un quasi délit, étant tenu de maintenir l'ordre dans ses ateliers ou chantiers et parmi ceux qu'il a sous sa dépendance ou direction (1).

Dans ces exemples, la victime a été atteinte par la plaisanterie de son compagnon de travail pendant qu'elle était à son poste de travail, alors que c'est l'auteur lui-même de la plaisanterie qui s'est dérangé. Mais que décider dans le cas où un ouvrier est blessé, lorsque provoqué par les incitations de son compagnon, ou agacé par une plaisanterie de celui-ci, il abandonne momentanément son ouvrage pour mettre fin aux taquineries dont il est l'objet ?

La Cour de Cassation ici encore accorde l'indemnité prévue par la loi. Ayant à se prononcer dans l'hypothèse d'un ouvrier blessé pendant qu'il poursuivait un de ses compagnons qui lui avait enlevé sa coiffure, la Cour de Cassation disait : « le travail a mis les deux ouvriers en contact et a été l'occasion de la plaisanterie et par suite de l'accident ; et le chef d'industrie n'échapperait à la responsabilité que ces constatations font peser sur lui, que s'il était établi que l'accident s'est produit hors du lieu du travail ou de ses dépendances » (2).

Dans toutes ces hypothèses, l'ouvrier victime de l'accident n'y a pris aucune part active. Il l'a subie et y a joué un rôle purement passif. Mais la solution serait

(1). Morin *op. cit.* p. 40.

(2). Cass. civ. 8 Juil. 1903. *Rec. acc. trav.* 1903. T. III. p. 248.

toute autre, quand l'acte de plaisanterie, de taquinerie d'un ouvrier, détermine la blessure d'un autre ouvrier : on doit le considérer comme étranger au travail s'il a été provoqué par la victime. En effet, en prenant une part effective à la plaisanterie ou en sollicitant par sa propre attitude l'action de son camarade, la victime s'est placée elle-même en dehors du travail, de telle sorte que le travail cesse d'être la cause génératrice ou occasionnelle de l'accident. Ainsi en a-t-il été pour un ouvrier blessé à l'œil par une boule de terre lancée par un autre, en réponse à une poignée de mastic qu'il lui avait jetée lui-même par plaisanterie (1).

La même distinction est applicable quand l'accident survient à la suite d'un pari. Le pari, en effet, est un amusement. Si l'accident n'a aucun rapport avec le travail, le risque professionnel ne fonctionnera pas. Malheureusement l'application de ce principe est assez délicate et les auteurs, pas plus que les tribunaux, ne sont d'accord sur les décisions d'espèces. Ainsi, un ouvrier qui pendant le travail ou à l'heure du repas, pris sur le chantier, parie qu'il boira un litre de vin et en meurt. Le travail n'a rien à voir ni dans ce jeu, ni dans cet accident. « L'alcool est la cause et le pari l'occasion » (2).

Mais voici un ouvrier qui à la suite d'un pari touche des fils conducteurs de force électrique et tombe foudroyé. On peut dire que l'ouvrier n'a droit à aucune indemnité, car l'acte est étranger au travail et aurait

(1). Nancy 27 Févr. 1901 D. 1901. 2. 310 ; Nancy 9 Mai 1900. D. 1901. 2. 86. Cass. rev. 28 Mars 1905. *Gaz. Pal.* 1905. 1. 598.

(2). Loubat *op. cit.* n° 285.

pu se produire en dehors de celui-ci (1). Mais on peut aussi dire que « c'est bien le travail qui a causé l'accident, non seulement parce que c'est un organe de l'usine qui a causé l'électrocution, mais encore parce que le travail obligeait l'ouvrier à séjourner au milieu d'organes dangereux où la moindre imprudence, un oubli, une innocente plaisanterie peuvent être fatales » (2).

Souvent des accidents se produisent entre compagnons de travail au cours d'une rixe. L'on ne peut dire d'une façon générale que l'ouvrier est dans ce cas victime d'un accident du travail. Il importe à cet égard de faire une distinction, suivant que la querelle est ou non, causée ou occasionnée par le travail.

Lorsque la rixe, au cours de laquelle un ouvrier est blessé, a sa cause dans l'exécution même du travail, il n'est point douteux que l'accident puisse être considéré comme arrivé à l'occasion du travail. Le fait même qu'il y aurait eu provocation de la victime, ne suffirait pas à exclure ce caractère et pourrait tout au plus être considéré comme une faute inexcusable entraînant une réduction d'indemnité. Mais en tout cas, la relation entre le travail et la rixe au cours de laquelle est survenu l'accident, resterait encore à établir, si la Jurisprudence de la Cour de Cassation n'avait sur ce point admis une présomption en vertu de laquelle, « tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail, doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il soit besoin qu'il se rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier ou employé qui en a été la

(1). Brive 23 Mai 1900. D. 1901. 2. 131 ; Baudry Lacantinerie et Wahl. *op. cit.* p. 192.

(2). Loubat *op. cit.* p. 201.

victime » (1). On doit, naturellement, considérer comme occasionné par le travail la querelle née à la suite des justes observations que, dans l'intérêt commun et dans celui du patron, un ouvrier avait cru devoir adresser à un de ses compagnons sur la façon dont celui-ci s'acquittait de ses fonctions (2).

Tel est également le cas d'un cocher d'hôtel, blessé sur le siège de la voiture qu'il est chargé de conduire, au cours d'une discussion avec un collègue, motivée par le dépit de celui-ci d'avoir manqué une course. La relation de cause à effet entre la rixe et le travail est alors suffisamment établie, pour fonder le droit à l'indemnité prévue par la loi de 1898 (3).

La question soulevée par l'accident survenu au cours d'une rixe, pourrait se présenter à propos d'une grève divisant les ouvriers d'un même établissement. Un jaune, blessé à l'heure et au temps du travail à l'occasion d'une grève, pourrait-il se prétendre victime d'un accident du travail ?

L'hypothèse se trouve indiquée par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris. Il résultait de l'enquête faite par le juge de paix, que l'agression dont M... avait été victime de la part de son camarade, avait pour cause le ressentiment que celui-ci éprouvait contre le sus-dit M... à raison de son assiduité au travail pendant la grève. Il semble bien que la Cour, si les faits avaient été mieux établis, aurait retenu dans cette hypothèse la qualification d'accident du travail. Mais la preuve n'ayant pas été suffisamment établie, elle s'appuya sur un

(1). Cass. ch. civ. 20 Avril 1912. *Bull. off. trav.* Sept. 1912 p. 964.

(2). Trib. Vienne 27 Févr. 1902. D. 1902. 2. 404.

(3). Cour de Riom 20 Mai 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 137.

autre motif pour admettre dans l'espèce l'application de la loi de 1898 (1).

Elle s'appuya sur le fait que M., « avait été frappé pendant le travail et sur le lieu du travail par un ouvrier, dont l'état d'ébriété présentait des risques ; que ces ouvriers mis en contact par le travail étaient sous la dépendance du chef d'entreprise qui devait veiller au bon ordre sur les chantiers ; qu'en y laissant travailler un homme pris de boisson dont l'humeur agressive pourrait être un danger pour les autres, il a engagé sa responsabilité ».

De l'ensemble de ces constatations la Cour conclut que la relation entre les blessures et le travail était suffisamment établie. Au contraire, si la rixe est étrangère au travail notre loi ne s'applique plus (2). Ainsi, il est impossible de reconnaître le caractère d'accident du travail au coup de couteau qu'a reçu un ouvrier, alors qu'il avait abandonné son travail pour aller provoquer un camarade et s'était ainsi exposé par sa libre volonté, en dehors de tout acte dérivant directement ou indirectement des nécessités du travail, à une riposte de ce dernier (3).

L'acte du compagnon de travail dont dérive l'accident, peut consister dans l'exécution imprudente, par lui, d'un ordre donné par le patron en vue du fonctionnement de l'entreprise et dont l'exécution entraîne une lésion au détriment d'une personne employée dans celle-ci. Voici un exemple tout à fait caractéristique de cette relation éloignée, résultant de l'ordre du maître à

(1) Paris 25 Oct. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 165.

(2). Paris 30 Mars 1901. D. 1902. 2. 405 ; Havre 9 Mars 1901. D. 1901. 2. 310. Cass. civ. 23 Avril 1902. D. 1902. 1. 273 ; Sachet *op. cit.* p. 212.

(3). Trib. Seine 27 Janv. 1903. *Le Droit*. 27 Mars 1903

un tiers : Le cuisinier d'un buffet avait l'habitude de boire, pendant son travail, de l'eau minérale. En son absence, son patron donne l'ordre à un garçon de cuisine d'aller chercher dans une bouteille, chez un droguiste, un produit caustique destiné au nettoyage du carrelage de la cuisine. Le cuisinier, dans l'ignorance de ce fait, absorbe une gorgée de ce liquide contenu dans la bouteille à laquelle il avait l'habitude de boire. La Cour de Cassation confirmant un arrêt de la Cour de Pau, vit dans ce fait un accident du travail, « attendu d'une part, qu'il était survenu sur le lieu et pendant la durée du travail et qu'il représentait, de l'autre, une relation directe avec lui » (1).

III. — Quand l'accident résulte du fait d'un tiers employé dans l'entreprise, le lien entre le travail et l'accident apparaît encore assez nettement et l'on peut dire que c'est parce qu'il était au travail que l'ouvrier en a été victime. Mais la Jurisprudence ne s'en est pas tenue là. Elle a étendu la notion d'accident à *l'acte de dévouement* de l'ouvrier, accompli pour sauver un compagnon de travail, ou l'établissement industriel lui-même. La spontanéité du mouvement, dans cette hypothèse, ne suffit pas à exclure la notion d'accident, puisque celui-ci a sa cause dans un acte qui tend indirectement à préserver la force productive de l'entreprise patronale. Les actes de dévouement, d'aide ou d'assistance, accomplis par l'ouvrier pendant son travail ou à l'occasion de celui-ci, rentrent dans la prévision de la loi comme occasionnés par le travail (2). Ils sont, en

(1). Pau 4 Janv. 1909. Cass. rev. 22 Nov. 1909. *Rec. acc. trav.* XIII, p. 132.

(2). Loubat *op. cit.* p. 194.

effet, un devoir impérieux d'aide et d'assistance réciproques, que l'on peut considérer comme rentrant dans les obligations professionnelles de l'ouvrier, lorsqu'ils ont pour but de protéger ou de sauver une personne, occupée dans l'entreprise, les bâtiments ou les instruments servant à l'exploitation de celle-ci.

Ainsi, est victime d'un accident du travail le chauffeur qui est asphyxié dans une fosse d'aisance, en se portant au secours de plusieurs vidangeurs de l'établissement qui étaient eux-mêmes en danger de mort. De même, un batelier noyé, en se jetant à l'eau pour rattraper le chapeau qu'un de ses compagnons de travail avait laissé tomber dans l'eau, car la victime obéit à une impulsion naturelle dans la vie commune et l'exécution de cette impulsion était rendue particulièrement dangereuse par la profession du batelier qui oblige les employés à vivre sur une rivière (1). Il en sera de même de l'ouvrier qui, pour dégager un autre ouvrier d'un fil électrique qui l'a tué, est foudroyé à son tour par le courant (2), ou du charretier qui tombe sous les roues de sa voiture en sautant pour aller porter secours à un cycliste tombé sur la route (3).

Les premiers juges avaient décidé qu'il n'y a pas là accident du travail. La Cour de Cassation, confirmant et développant une doctrine qu'elle avait admise le 23 Avril 1902, décida : « Attendu que le dit arrêt a rejeté la demande d'indemnité formée contre P... par H.... par ce motif que ce dernier n'aurait sauté de sa char-

(1). Sachet *op. cit.* p. 212.

(2). Aix 6 Juil. 1901. *Rec. acc. trav.* III. p. 402. S. 1904. 1. 179. Note Wahl.

(3). Cass. civ. 4 Août 1903. D. 1903. 1. 510.

rette que pour rendre service à un tiers et non dans le seul but de produire le travail convenu dans le contrat intervenu avec le patron »... Mais, « attendu que lorsque l'accident est survenu par le fait ou à l'occasion du travail, la responsabilité du chef de l'entreprise n'est dégagée que dans le cas où la victime a intentionnellement provoqué l'accident » (1).

On peut même remarquer, que dans cette dernière espèce la Cour de Cassation aurait pu qualifier cet accident, d'accident survenu par le fait du travail, puisque l'ouvrier avait été blessé au moment où il descendait de sa voiture, et qu'il l'avait été par celle-ci.

C'est surtout à propos des *incendies d'usine* que l'on a eu l'occasion d'appliquer le principe que nous venons d'indiquer.

Il importe à cet égard de faire un certain nombre de distinctions qui ont été très nettement indiquées par M. Sachet (2). Il distingue en effet, suivant que l'ouvrier est blessé pendant qu'il actionne la pompe de l'exploitation, ou en accomplissant des actes individuels de préservation ou de sauvetage, ou enfin en procédant au sauvetage des personnes.

Toutes les fois qu'un ouvrier est employé au service de la pompe de l'établissement, il se trouve dans l'exercice de ses fonctions et peut invoquer la protection de la loi pour tous les accidents dont il serait victime par le fait ou à l'occasion de cet emploi. Il n'importe que les bâtiments de l'exploitation ne soient ni atteints, ni même menacés d'un incendie.

(1). Cass. 4 Août 1903. D. 1903. 1. 510.

(2). Sachet *op. cit.* p. 213.

Il y a accident du travail, quand l'ouvrier prête son concours à l'extinction des incendies des maisons voisines et même des bâtiments situés à une certaine distance et s'il est blessé au cours des opérations. C'est une obligation de bon voisinage et de réciprocité qui se rattache par les liens les plus étroits au travail proprement dit de l'exploitation du chef d'entreprise.

Il y a accident du travail aussi, quand l'accident est survenu en dehors des heures et du lieu habituels de travail, le service de la pompe étant lui-même un travail spécial qui n'est soumis à aucune limitation de temps et de lieu.

Quand un incendie éclate à l'improviste et avant l'organisation d'un secours collectif, la plus grande initiative doit être laissée à chaque ouvrier. Tout acte de sa part que lui suggère son dévouement, doit être considéré comme un travail professionnel, sans distinguer si l'acte a été accompli pendant ou en dehors des heures habituelles du travail (1).

L'ouvrier est considéré comme étant dans l'exercice de sa profession, en contribuant à éteindre l'incendie d'une maison voisine, alors que cet incendie menacerait de se communiquer aux bâtiments de son exploitation. Dans ces cas il faut rechercher en fait, si la victime agissant isolément et de sa propre initiative avait en vue la préservation ou l'utilité de l'exploitation dont elle dépendait. Le pouvoir d'appréciation le plus étendu est laissé aux Tribunaux sur ce point. (2). Le concours de tout autre citoyen ne constitue pas un caractère industriel, car il a — dans la mesure de ses moyens —

(1). C. Nancy 21 Nov. 1902. *Gaz. Pal.* 1903. 1. 7.

(2). Trib. Melun 31 Janv. 1900. *Rec. acc. trav.* 1902. p. 188.

le devoir de prêter son concours à l'extinction des incendies.

Puisque la préservation du matériel rentre dans les obligations professionnelles de l'ouvrier, à plus forte raison en est-il de même du sauvetage des personnes dont la vie est en péril dans un incendie de l'usine et les risques inhérents à de tels actes sont protégés par la loi. Il en serait de même pour le sauvetage des personnes habitant les maisons voisines, si un lien rattachait cet acte de dévouement à l'intérêt ou au service de l'exploitation (1).

En laissant de côté le cas, où lui-même surpris par l'incendie devient la proie des flammes, ce qui donne nettement à l'accident un caractère industriel si l'ouvrier est présent à l'usine pour son travail ou à l'occasion de celui-ci, il peut se trouver également atteint par l'incendie, en rentrant dans les bâtiments en flammes pour y chercher ses vêtements. La Cour de Dijon, dans un arrêt qu'approuve M. Sachet (2), décide qu'il n'y a point là d'accident du travail (3).

Cette solution ne paraît pas exacte. C'est bien ici, ainsi dit M. Loubat (4), en sa qualité d'ouvrier de l'entreprise et à l'occasion de son travail qu'il agit. Ce n'est qu'à raison de son emploi dans la maison qu'il avait laissé ses vêtements dans l'usine, et c'est au même titre et non comme un particulier étranger au patron qu'il est venu les retirer. Il s'agit donc d'un acte connexe au travail. Le mobile est d'ordre privé, dit-on, sans doute ; mais un tel mobile est-il exclusif du risque

(1). Sachet *loc. cit.*

(2). Sachet *op. cit.* p. 216.

(3). C. Dijon 9 Mai 1900. S. 1901. 2. 189, D. 1901. 2. 133.

(4). Loubat *op. cit.* p. 195.

professionnel ? L'ouvrier qui prend son repas sur le chantier accomplit un acte privé ; cependant il a le droit de se prévaloir de la loi de 1898 s'il est blessé par le fait ou à l'occasion du travail.

La solution doit être la même pour les *actes de complaisance* ou *d'aide* réciproques, usités sur tous les chantiers. Ces actes sont surtout fréquents entre ouvriers appartenant à la même entreprise. En principe il y a lieu d'admettre qu'ils sont accomplis avec l'assentiment du patron, car il importe peu à celui-ci que le travail soit fait par l'un ou par l'autre de ses ouvriers, pourvu qu'il soit bien exécuté.

Ainsi, pour un ouvrier apprêteur de fer qui, chargé de réparer des feuilles de tôle pour les passer à un ouvrier dresseur chargé de les soumettre au laminoir, remplace provisoirement et spontanément ce dresseur (1). Il en serait autrement pour certains travaux nécessitant des aptitudes spéciales et dont l'exécution particulièrement dangereuse ne pourrait être confiée qu'à une certaine catégorie d'ouvriers. Par exemple : un fils qui, pour remplacer son père, était allé *à l'insu du patron* graisser les rouages d'un mécanisme, donc exécuter un travail particulièrement dangereux (2).

Dans toutes ces hypothèses on peut dire que l'ouvrier agit sous la direction de son patron ; en accomplissant le travail d'un camarade il contribue encore au fonctionnement de l'entreprise et l'on comprend que la responsabilité du patron soit engagée. Mais il en sera différemment s'il est blessé en prêtant main-forte à un

(1). Trib. Lorient 5 Juin. 1900, D. 1901. 2. 82.

(2). Dijon 25 Fév. 1901, D. 1901. 2. p. 372.

ouvrier dans un travail étranger à l'entreprise. L'ouvrier agit en cette circonstance, en dehors de sa qualité et comme simple particulier. Par exemple, un ouvrier de chemin de fer interrompt son travail pour prêter main-forte aux ouvriers d'un destinataire, auquel incombait le déchargement d'un colis, et il est blessé pendant ce travail. La Cour de Cassation a considéré, à bon droit, qu'il ne pouvait se prétendre victime d'un accident survenu à l'occasion du travail (1). Il ne saurait, en effet, être question de considérer l'aide fournie par cet employé de chemin de fer aux employés du destinataire, comme un de ces devoirs réciproques d'assistance si fréquents entre les travailleurs d'une même entreprise. Il y avait là un travail spécial, différent de celui pour lequel l'employé de chemin de fer avait été embauché et qui incombait à d'autres personnes déterminés.

Jusqu'ici, lorsque nous avons parlé d'accident causé par le fait d'une personne, nous avons supposé que celle-ci était un compagnon de travail. Nous avons admis qu'il y avait accident du travail, parce que l'accident survenait entre personnes mises en relation par le travail, placées sous l'autorité du patron et entre lesquelles celui-ci doit maintenir l'harmonie.

Mais que penser si l'accident arrive du fait d'une personne ou d'une chose étrangères à l'établissement ?

IV. — Lorsque la victime de l'accident causé par un tiers ou par une exploitation étrangère, y a été spécialement exposée par l'exécution de son travail, nul doute que l'accident ne rentre dans la prévision de notre

(1). Cass. civ. 24 Nov. 1903, D. 1904. I. 73.

loi. Tel est le cas tout d'abord de l'employé d'une industrie qui est envoyé par les nécessités de son propre service dans une autre industrie. Exemple : l'ouvrier d'une usine ou manufacture chargé de faire des expéditions, chargements et déchargements de marchandises dans une gare de chemin de fer, y est écrasé par un train en marche en accomplissant un acte de ses fonctions ; ses ayants droit peuvent se prévaloir à l'encontre de son patron du bénéfice de la loi (1).

Mais que décider lorsque l'ouvrier a été victime par hasard d'un *accident de la part d'un tiers*, lorsqu'il a été atteint, par exemple, par un *objet lancé par un tiers*, qui aurait tout aussi bien pu atteindre une personne quelconque, comme un passant ?

Un ouvrier occupé à charger la voiture de son patron est pris à partie par un ouvrier étranger au chantier, qui se livre sur lui à des voies de fait — le fait tomber à bas du chariot — et dans cette chute le charretier se brise la jambe (2). Ne peut-on par dire alors que l'accident ayant pour auteur une personne sur laquelle le patron n'exerçait ni autorité, ni contrôle, ni surveillance, sa responsabilité se trouvait à couvert, attendu que l'obligation pour lui de réparer l'accident et de répondre du risque professionnel, cesse là où son autorité prend fin ? Ne peut-on pas dire en pareil cas que l'accident a atteint l'ouvrier, comme il aurait atteint une personne quelconque, étrangère à l'exploitation et que par conséquent l'accident n'a aucune relation avec le travail ?

(1). Sachet *op. cit.* p. 235. T. Rochefort 6 Mars 1900. *Rec. acc. trav.* 1902. p. 224. A l'inverse T. Havre 18 Janv. 1900. *Gaz. Pal.* 1900. I. p. 414.

(2). T. Seine 12 Févr. 1908 sous Cass. 16 Mai 1911. *Rec. acc. trav.* 1911 XIV. p. 274.

Le Tribunal de la Seine adoptant cette manière de voir, avait en effet décidé qu'il n'y avait pas là un accident du travail, parce que le travail n'était point la cause génératrice de l'accident et que celui-ci résultait d'une rixe, ne se rattachant nullement au travail et ayant une cause étrangère.

Telle avait été également l'opinion du Tribunal et de la Cour de Pau (1) à propos d'un ouvrier blessé par la toupie d'un enfant, pendant qu'il déchargeait un camion pour le compte de son patron. Ces deux juridictions décidèrent qu'il n'y avait « aucun rapport direct ou indirect de causalité entre le travail et l'accident », « attendu à la vérité, que si la responsabilité patronale s'étend aux accidents dûs aux cas fortuit et de force majeure, ce n'est qu'à la condition que ces accidents soient produits par le fait du travail ou à son occasion et qu'ils aient un rapport direct avec lui ; qu'il serait dès lors contraire aux principes élémentaires de l'équité, de rendre les patrons responsables d'un événement dans lequel ni eux, ni leurs autres ouvriers, ni leur industrie n'ont joué aucun rôle, et qu'il n'était pas en leur pouvoir de prévoir ou d'empêcher, malgré l'étroite rigueur de leur surveillance ».

Cette solution était tout à fait critiquable. Alors même que l'on admettrait que l'accident est arrivé en un lieu et en un moment où la surveillance patronale ne pouvait s'exercer, alors même qu'il serait exact que l'ouvrier a été blessé comme aurait pu l'être une personne quelconque, il n'en est pas moins vrai que c'est pendant l'accomplissement de son travail qu'il a été

(1). Trib. et Cour Pau 26 Nov. 1903. sous Cass. civ. 1 Août 1906. *Rec acc. trav.* 1907. VIII. p. 99.

blessé et qu'il l'a été parce que son travail exigeait qu'il se trouvât à un endroit déterminé au moment même où s'est produit l'accident. S'il n'avait point exécuté ce travail, il n'aurait point été blessé ; cette considération suffit pour trouver entre le travail et l'accident la relation, au moins indirecte, qu'exige la Jurisprudence dans la notion d'accident survenu à l'occasion du travail. Aussi, la Cour de Cassation saisie d'un pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Pau cassa-t-elle la décision de cette dernière (1) : « Attendu — dit la Cour Suprême — que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail ;.. que le chef d'entreprise n'est pas exonéré de sa responsabilité par ce fait que l'auteur de l'accident est un tiers étranger à l'entreprise ;.... « Attendu que l'arrêt attaqué constate que S... était occupé d'ordre de ses patrons à décharger un camion stationnant sur la voie publique lorsqu'il fut atteint à l'œil par une toupie lancée par un enfant... », « que le dit arrêt a repoussé sa demande par le motif que l'auteur de l'accident était un tiers, échappant à la surveillance du chef de l'entreprise, qu'en statuant ainsi il a violé l'article premier sus-visé ; par ces motifs casse... »

Dans une hypothèse presque analogue la Cour de Cassation a de nouveau affirmé la responsabilité du patron (2) : « Attendu que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail, doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail et donne droit à l'ouvrier qui en est la victime à une indemnité à la charge du chef de

(1). Cass. civ. 1 Août 1906. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 99.

(2). Cass. civ. 1 Août 1906, D. 1908. I. 218.

l'entreprise assujettie ; que celui-ci n'est pas exonéré de sa responsabilité par ce fait que l'auteur de l'accident est un tiers étranger à l'entreprise... » Et la Cour de Cassation a de nouveau affirmé cette opinion à propos de l'affaire précitée, soumise au Tribunal de la Seine (1).

Où la Jurisprudence trouve-t-elle en pareil cas le fondement de la responsabilité ?

Elle le découvre dans ce fait, que c'est pour le travail que l'ouvrier blessé se trouve à l'usine, que sans ce travail il n'aurait pas été victime de l'accident dont la cause primordiale est sa présence en ces lieux. Cette considération suffit, sans qu'il y eut à rechercher si l'événement était imprévisible ou s'il pouvait être évité par des mesures de protection appropriées ; que ce soit à un charretier sur la route, à un manœuvre sur un chantier, la solution reste la même. Le patron est tenu des conséquences de cet événement, sauf son recours contre le tiers responsable.

Cette solution est d'autant plus importante, que nombreuses sont les entreprises dans lesquelles le risque d'être blessé par un événement étranger à l'exploitation est fréquent. Tel est le cas pour les entreprises de voitures et de tramways, dont les employés, ayant leur attention absorbée par les nécessités de leur propre service, négligent par cela même les précautions que l'on prend d'ordinaire contre les risques inhérents à la circulation sur la voie publique. Le conducteur de tramway qui saute à terre pour faire mouvoir une aiguille, le cocher d'omnibus obligé de marcher à reculons pour atteler ou dételer ses chevaux, le préposé à la surveillance des

(1). Cass. civ. 16 Mai 1911. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 274.

rails qui marche la tête baissée pour accomplir sa tâche, sont, plus que tous autres, exposés à être renversés par les véhicules étrangers et les accidents, dont ils sont ainsi victimes, ont un caractère industriel.

L'étourderie des gamins est aussi un risque propre à la circulation sur la voie publique (1).

Enfin les ouvriers et employés qui, tenus de veiller à la sécurité d'une entreprise sont exposés à des actes de malveillance ou de vengeance de la part des tiers et les blessures dont ils peuvent être ainsi atteints, constituent des accidents du travail. Exemple : le surveillant de mine qui reçoit un mauvais coup d'un voleur surpris dans l'exploitation ; le conducteur d'omnibus frappé à l'œil d'un coup de canne par un voyageur turbulent qu'il invitait au calme (2).

C'est enfin par une relation entre l'accident et le travail que l'on peut expliquer que la Jurisprudence a fait parfois rentrer, dans le domaine de la loi de 1898, les accidents dûs à des cas de force majeure.

« On dit qu'il y a force majeure quand l'accident est causé par une force soudaine qui ne se rattache par aucun lien à l'exploitation du métier » (3). Ordinairement on assimile à la force majeure le cas fortuit et le Code civil emploie fréquemment ces deux expressions comme synonymes. Il n'en est pas de même en notre matière, puisque le cas fortuit est à proprement parler le risque du métier ; c'est en somme lui qui occasionne la plupart des accidents du travail. Nous n'avons donc ici à nous occuper que des cas de force majeure.

(1). Cass. civ. 1^{er} Août 1906, D. 1908. I. 218.

(2). Sachet *op. cit.* p. 236.

(3). Capitant *op. cit.* p. 322.

V. — Le législateur a entendu exclure du bénéfice de la loi de 1898 les accidents dûs à une *force majeure*. « En principe, dit la Cour de Cassation, la loi du 9 Avril 1898 ne s'applique pas aux accidents dûs à l'action des forces de la nature, même quand ils sont survenus pendant le travail » (1).

L'ouvrier qui a été frappé par la foudre « alors que sur l'ordre de son contre-maître il quittait le chantier pour se rendre sur un autre chantier..... à l'effet d'y terminer un travail déterminé », n'a donc point droit à une indemnité du moment « qu'aucune circonstance ne démontre que le danger d'être atteint par la foudre ait été augmenté par l'exécution de l'ordre qu'il avait reçu » (2).

La phrase finale de cet arrêt nous indique, en effet, un tempérament que la Jurisprudence a apportée au principe de l'irresponsabilité à raison des accidents dûs à la force majeure. Si en principe, en effet, on ne peut relever entre cet accident et le travail aucune relation, l'irresponsabilité au contraire doit cesser, dès lors que cette relation apparaît, même avec un caractère indirect.

Il en est ainsi « si le juge du fait constate que le travail a contribué à mettre les dites forces en mouvement, ou qu'il en a aggravé les effets » (3). La nature de l'industrie, les conditions dans lesquelles elle fonctionne, les instruments qu'elle met en œuvre, peuvent être un effort de nature à exercer une influence sur les forces naturelles et à rendre plus fréquents les risques

(1). S. 1903. 1. 28.

(2). Cass. rev. 30 Avril 1912. *Bull. off. trav.* Déc. 1912. p. 1371.

(3). Cass. civ. 10 Déc. 1902. S. 1903. 1. 28 ; Cass. rev. 30 Avril 1912. *Bull. off. trav.* Déc. 1912 p. 1371.

d'accidents. L'irresponsabilité de l'employeur doit donc alors être écarté et l'idée du risque retrouve son application, puisque c'est le fait de l'employeur qui a, sinon occasionné l'accident, du moins en a facilité l'événement.

La Jurisprudence a fait fréquemment l'application de cette idée dans les industries qui emploient la force électrique en grande proportion, ce qui est de nature à multiplier les risques d'accidents par la foudre. Ainsi le Tribunal de Grenoble, ayant à connaître d'accidents causés par la foudre qui avait suivi des câbles électriques, décidait (1) : « que la foudre a bien été la cause initiale de l'accident, puisque l'installation industrielle des courants électriques à l'intérieur de l'usine en a été la cause immédiate et directe, créant ainsi un danger spécial sans lequel le sinistre ne se serait pas produit ».

Il en sera de même quand l'accident résulte d'un orage qui a déterminé à l'intérieur de l'usine des courants électriques, conséquence fatale de l'industrie, ou quand on employait dans l'exploitation industrielle des instruments susceptibles de favoriser le développement de courants électriques (2). Tel est le cas d'un ouvrier frappé par la foudre à côté d'une grue électrique servant à monter des moellons que l'ouvrier en question était chargé de placer dans une des bannes de celle-ci. « Considérant — dit la Cour de Paris (3), — que l'électricité, provenant de la décharge qui venait de se produire, a suivi la canalisation qui alimentait l'électro-aimant de la grue, a fait éclater le volta-mètre destiné

(1). T. Grenoble 31 Mai 1902. *Rec. acc. trav.* 1903. III p. 38.

(2) Cass. 2 Mars 1904. D. 1904 1533 : Paris 11 Janv. 1902. *Gaz Trib.* 4-2 Avril 1902.

(3). C. Paris 16 Juin 1906. *Rec. acc. trav.* 1907. VIII. p. 69.

à mesurer l'énergie du courant ; que les débris de la vitre de cet appareil ont atteint au visage L... qui, au même moment a reçu une forte commotion électrique ; qu'ainsi... L... a été victime d'un accident du travail, la position qu'il occupait près du volta-mètre de la grue par suite de ses fonctions, ayant aggravé pour lui les risques que l'orage faisait courir à tous autres et notamment aux autres débardeurs qui bien que travaillant auprès de lui n'ont ressenti aucune commotion ».

On retrouve l'application des mêmes idées à propos des accidents survenus par insolation qui constituent une des catégories d'accidents pour laquelle les Tribunaux sont le plus divisés.

Tandis que certains Tribunaux refusent à des employés d'entreprises de camionnage ou de roulage le bénéfice de la loi de 1898, parce qu'ils estiment qu'« il n'est pas établi que les effets de l'insolation... aient été provoqués ou aggravés par les conditions dans lesquelles ces ouvriers accomplissaient le travail commandé (1) ; d'autres au contraire, appliquant notre loi aux ouvriers employés dans les mêmes entreprises : par exemple, un camionneur frappé d'insolation pendant qu'il disposait en meule des bottes de foin (2), ou à un roulier exposé au soleil par une chaleur étouffante (3), à un conducteur d'omnibus placé sur le milieu de la chaussée sans pouvoir se protéger (4). Lorsqu'en effet, il est constaté que « par suite des nécessités de son

(1). Cass. 15 Juin 1903 *Gaz. Pal.* 1903. 2. 63 ; Lyon 3 Mai 1901. D. 1901. 2. 339.

(2). T. Versailles 20 Déc. 1900. *Rec. acc. trav.* 1902. I. p. 481.

(3). Angers 5 Mai 1900. D. 1901. 2. 339 ; Lyon 7 Août 1902, S. 1902. 3. 292

(4). Cass. civ. 2 Mars 1904. D. 1904. 1.533.

travail » l'ouvrier s'est trouvé obligé de rester pendant un temps assez long exposé aux ardeurs brûlantes du soleil et que « sans cette nécessité il ne serait pas exposé à un pareil danger » la Jurisprudence considère que l'accident est causé « sinon directement, du moins indirectement par le travail » ce qui suffit à la victime pour réclamer le bénéfice de la loi (1).

Tels sont les principaux cas d'accidents survenus à l'occasion du travail, au temps et au lieu de celui-ci. Nous avons recherché comment la Jurisprudence entend la relation qui doit exister, en pareil cas, entre l'accident et le travail et nous avons constaté qu'elle l'entendait d'une façon très large, comme dans le cas d'accident survenu par le fait d'une personne étrangère à l'exploitation. En réalité, même ce rapport de causalité se trouve presque complètement écarté en fait, sinon en théorie, par la formule de la Cour de Cassation que nous avons plusieurs fois relevée : « Attendu que tout accident, survenu à l'heure et au lieu du travail, doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail », « attendu que lorsque l'accident est survenu au temps et au lieu du travail, la responsabilité du chef de l'entreprise n'est dégagée que dans le cas où la victime a intentionnellement provoqué le dit accident ».

Ceci arrive presque à supprimer la nécessité du rapport de causalité entre le travail et l'accident. Celui-ci, en effet, est présumé être arrivé à l'occasion du travail, quand il est survenu aux temps et lieu du travail, sauf à l'entrepreneur à faire la preuve contraire en dé-

(1). Trib. civ. Lyon 26 Déc. 1907. *Rec. acc. trav.* 1903. IX. p. 39.

montrant que l'accident a été causé par la force majeure, ou le dol de l'ouvrier (1).

Dès lors, l'expression « accident survenu à l'occasion du travail » devient en quelque sorte synonyme d'accident survenu aux temps et lieu du travail.

Nous allons trouver une extension du même genre à propos des accidents survenus hors des temps et lieu de travail.

II. — ACCIDENTS SURVENUS HORS DU TEMPS ET DU LIEU DE TRAVAIL

L'ordre du maître : « l'ouvrier est au lieu du travail, partout où il se rend d'ordre de son maître pour les besoins de l'entreprise ». — L'ordre du maître fait présumer que « l'ouvrier était dans l'obligation de l'exécuter, sans que ce dernier soit tenu d'établir que ce dit ordre se rattachait au fonctionnement de l'entreprise ».

Dans toutes les explications précédentes, aucun doute sérieux ne s'élevait sur le lieu ou sur le temps du travail pendant lequel était survenu l'accident. La seule question était de déterminer le rapport de causalité entre le travail et l'accident. Mais il peut arriver que l'accident se produise, alors que le temps du travail n'est pas encore arrivé, ou est déjà terminé, et que le lieu ne soit pas celui où l'ouvrier et l'employé ont à accomplir leur tâche habituelle. Ne peut-il cependant y avoir encore accident du travail ?

La Jurisprudence admet que même en dehors du lieu ou du temps de travail proprement dit, il peut y avoir accident du travail quand l'acte pendant lequel l'ou-

(1). Cass. rev 25 Oct. 1910 *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 204.

vrier a été blessé se rattachait, même indirectement, à l'entreprise et avait été, sinon commandé, du moins autorisé, — ne fut-ce que tacitement — par le patron.

Du moment que l'opération, au cours de laquelle l'ouvrier a été blessé soit hors du temps de travail ou hors du lieu de celui-ci, est effectuée sur l'ordre du patron et concourt, d'une façon même indirecte, au résultat qu'il se propose par son entreprise, cette relation entre le travail et l'accident suffit à donner à ce dernier le caractère d'un accident du travail.

Le prolongement du temps ou du lieu du travail par ordre de l'employeur, apparaît alors comme l'application du contrat de louage, liant les deux parties et comme se rattachant d'une façon au moins indirecte à l'exploitation industrielle ou commerciale. Du reste, la Jurisprudence se montre très large dans l'appréciation de cette relation même indirecte avec l'entreprise, ainsi que le montre l'application curieuse qui en a été faite dans un cas où l'avantage retiré, par le patron, du travail de l'ouvrier, était tout différent de son occupation normale. son entreprise et où le travail exceptionnel imposé à l'ouvrier, était tout différent de son occupation normale. Il s'agissait, en l'espèce, du gardien du chantier d'un industriel, blessé en tendant, d'ordre de son maître, des draps le long du mur du chantier sur le passage d'une procession.

Le travail avait été effectué à l'extérieur du chantier. Mais aucune difficulté n'avait été élevée sur ce point par l'industriel qui reconnaissait, par là même, que son gardien était bien sur le lieu du travail au moment où il accrochait, sur son ordre, des draps à l'extérieur du

mur. Mais il soutenait (et les premiers juges et la Cour de Rennes avaient admis sa manière de voir) que « l'opération à laquelle il (le gardien) se livrait, échappe par sa nature à l'application de la loi du 9 Avril 1898 » et que les circonstances invoquées pour prouver la connexité entre cette occupation et son entreprise étaient indifférentes.

Tel ne fut point l'avis de la Cour de Cassation (1). Après avoir rappelé que l'assujettissement à la loi « dépend de la nature de l'entreprise, dont le maître est le chef et non du genre de travail auquel sont occupés les ouvriers ou employés » elle retient, pour fonder le principe du droit à l'indemnité, un triple élément : 1° que l'ouvrier est au lieu de travail partout où il se rend, d'ordre de son maître, pour les besoins de l'entreprise, 2° que le gardien était l'ouvrier d'un industriel et agissait par son ordre et 3° que cet industriel « en lui donnant l'ordre de tendre des draps le long du mur du chantier, se conformait à un usage constant à Morlaix » et agissait « en considération de sa clientèle et pour le bon renom de son établissement industriel ».

Ainsi, la connexité entre le travail et l'entreprise résulte là de simples considérations d'ordre moral, puisqu'elle est déduite du désir de l'industriel de ne pas choquer les sentiments religieux bien connus de sa clientèle dans cette région.

Nous trouvons réunis dans cet exemple les deux éléments exigés, pour qu'en dehors de toute condition de temps ou de lieu il y ait accident survenu à l'occasion du travail, à savoir : l'ordre du maître et la relation

(1). Cass. civ. 5 Déc. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 219.

même indirecte avec le travail. Mais en fait on peut dire que dans la Jurisprudence actuelle une seule condition est nécessaire : l'ordre du maître, pourvu qu'il ne soit pas démontré que celui-ci était étranger au travail et que *l'ouvrier le savait*.

C'est ce que nous allons voir à propos des accidents survenus à un ouvrier, en faisant une course ou une commission sur l'ordre de son patron. La rue en pareil cas, devient comme un prolongement du lieu du travail. Un ouvrier est blessé (1) « au moment où il venait d'achever une course et allait reprendre son travail ». La Cour Suprême, contrairement à la décision des premiers juges et de la Cour d'Appel de Rennes vit dans cet accident, — survenu cependant hors de la fabrique et de ses dépendances et dans un travail que l'adversaire alléguait ne pouvoir être considéré comme « l'accessoire d'un travail industriel », — un accident soumis au régime de la loi de 1898 : « attendu que l'ouvrier est au lieu du travail partout où il se rend d'ordre de son maître et pour les besoins de l'entreprise ». La relation, exprimée par ces derniers mots, entre l'occupation pendant laquelle l'ouvrier a été blessé et l'entreprise, n'a — du reste — point besoin d'être directe. Il n'est point nécessaire qu'elle soit l'accomplissement de la besogne même à laquelle s'emploie ordinairement l'ouvrier. Elle peut consister, comme dans l'espèce actuelle, dans le fait de remettre le produit fabriqué à l'acheteur ou à celui qui doit en procurer la vente, car il y a un lien étroit entre ces faits et la fabrication. L'ouvrier que son patron envoie porter à un client

(1). Cass. ch. civ. 17 Juil. 1907. *Rec. acc. trav.* 1908. IX. p. 89.

l'objet fabriqué par lui, bien qu'il ne soit pas spécialement embauché comme homme de peine ou pour faire les courses, pourra donc se prévaloir du bénéfice de la loi de 1898, s'il est blessé en cours de route, ou en revenant après avoir accompli cette commission. De même, l'ouvrier qui va porter chez un dépositaire ou chez un détaillant les produits fabriqués en gros par le patron qui l'emploie ordinairement comme ouvrier et qui lui donne occasionnellement mission de livrer ces marchandises.

Même solution quand un patron envoie son apprenti faire une course intéressant le travail et qu'il est blessé en cours de route. La présence de l'apprenti dans la rue se justifie par l'ordre du maître et cet ordre se rattache à l'exécution du travail. Il y a donc accident du travail, car « l'ouvrier est au lieu du travail partout où il se rend d'ordre de son maître et pour les besoins de l'entreprise » (1).

Cette formule met bien en relief le double élément exigé pour qu'il y ait accident survenu à l'occasion du travail : 1° l'ordre du maître, 2° les besoins de l'entreprise.

Au contraire, lorsque la mission dont l'ouvrier est chargé et pendant laquelle il a été blessé, ne se rattache pas par un lien « étroit et nécessaire » à la production de son employeur, lorsqu'il s'agit par exemple d'un acte de complaisance, la loi de 1898 est hors de cause, car l'ordre du maître n'a pas été donné « pour les besoins de l'entreprise ».

Quelque rigoureuse que cette opinion paraisse pour

(1). Cass. civ. 6 Août 1907 *Bull. off. trav.* Nov. 1908. p. 1116.

l'ouvrier, elle semble cependant logique et en conformité avec l'idée de la loi et la notion du risque professionnel. En effet, bien qu'il soit difficile en fait à un subordonné, de refuser à son patron le service qu'il lui demande ainsi, la réparation du préjudice résultant de l'accident survenu dans ces conditions à l'ouvrier, n'a pas pu entrer en prévision dans le risque envisagé par le patron, dans ses frais généraux. D'autre part, la relation entre patron et ouvrier, issue du contrat de travail, n'existe point ici, puisque nous supposons que c'est d'une mission étrangère aux besoins de l'entreprise que l'ouvrier a été chargé. Cette hypothèse doit donc rester sous l'empire du droit commun. Ainsi l'ouvrier d'un minotier, blessé pendant qu'il rapporte de la gare voisine un colis qu'il y est allé prendre d'ordre de son maître, est « irrecevable à invoquer les dispositions de la loi du 9 Avril 1898, par ce motif qu'il ne conteste pas que ce colis qu'il rapportait contenait un objet de toilette à la fille du minotier » (1).

Lors donc qu'un accident surviendra au cours d'une commission accomplie par l'ouvrier, il y aura souvent désaccord entre la victime et son employeur, non pas tant sur l'existence de l'ordre de celui-ci, que sur la relation de cet ordre et des besoins de l'entreprise.

La Jurisprudence a résolu cette difficulté dans un sens très favorable à l'employé. Elle décide d'abord qu'il n'aura point à prouver que la mission qui lui a été confiée était en relation avec les besoins de l'entreprise ; la Jurisprudence admet « que l'ordre donné par le maître fait présumer que l'ouvrier était dans l'obligation de

(1). Cass. ch. civile 28 Juin 1911. *Bull. off. trav.* Sept. 1911 p. 893.

l'exécuter, sans que ce dernier soit tenu d'établir que ce dit ordre se rattachait au fonctionnement de l'entreprise. ». La preuve se trouve donc renversée et c'est à l'employeur à prouver que l'ordre qu'il a donné n'a aucune relation avec l'entreprise, que c'était par exemple un acte de pure complaisance. Et encore, pour rendre la réclamation de l'ouvrier irrecevable, le patron doit démontrer que l'employé a « connu l'objet spécial de la commission qui lui a été donnée... avant d'accepter de la faire » (1).

Ainsi, l'ouvrier employé dans une industrie et qui est blessé en abattant sur l'ordre de son maître et en dehors de l'usine ou du chantier, des arbres qui gênent l'aspect de l'habitation personnelle de l'usinier, n'a pas le droit de réclamer une indemnité en se fondant sur la loi de 1898. Outre, en effet, que le travail n'a pas ici un caractère industriel, le lieu même où il était accompli laissait facilement apercevoir à l'ouvrier qu'il n'avait aucune relation avec les besoins de l'entreprise (2).

On comprend facilement l'importance de cette jurisprudence. Elle est évidemment fort éloignée de l'esprit des rédacteurs de la loi de 1898. Mais elle est commandée par les nécessités pratiques et se rattache à l'idée du risque. En fait, il arrive souvent qu'un patron donne à son subordonné une commission à faire, une lettre à porter par exemple, sans lui en faire connaître le contenu, sans lui dire dans quel but il lui fait faire cette commission. L'employé serait mal fondé à demander des éclaircissements sur ce point. Lorsque son pa-

(1). Cass. civ. 28 Juin 1911 précité.

(2). Cass. civ. 28 Févr. 1910. *Rec. acc. trav.* 1910. XIII. p. 171.

fron ne l'avertit point, que la commission qu'il lui donne est un acte de complaisance personnelle, l'employé croit qu'elle se rattache à la besogne en vue de laquelle il a loué ses services.

Le patron qui a pris l'initiative de cette mission sans l'avertir, doit donc en supporter les risques, puisqu'il ne l'a pas mis à même de la refuser et lui a laissé ainsi croire qu'il continuait à être protégé par la loi de 1898.

Sous cette réserve, que l'employeur prouve que l'accident est survenu au cours d'un acte de complaisance, dont l'ouvrier a consenti à se charger pour rendre service à son maître, même sur l'invitation de celui-ci, l'accident survenu en exécutant l'ordre du maître bénéficie donc de la loi de 1898, car cet ordre suffit à faire présumer la relation entre l'accident et le travail.

Mais encore faut-il que cet ordre existe et il ne suffirait point, pour que l'ouvrier ait droit au bénéfice de la loi de 1898, qu'il ait été blessé en accomplissant un acte qui ne serait cependant pas totalement étranger au travail dont il est chargé. La question est de nature à présenter un intérêt pratique dans toutes les entreprises qui livrent des produits fabriqués, dont l'utilisation suppose une mise en place préalable. L'accident survenu à l'ouvrier du fabricant ou du protecteur pendant cette mise en place, doit-il être considéré comme accident du travail ? Il semble qu'une distinction s'impose : si le fabricant a pris à sa charge la mise en place, s'il s'est, par exemple, engagé à fournir un appareil, une machine, prête à fonctionner, l'accident sera considéré comme accident du travail. Mais, si son rôle se borne à livrer l'objet au domicile de l'acheteur, celui-ci

devant se charger de la mise en place, l'accident survenu à l'ouvrier du fabricant qui, en dehors de l'ordre de son patron, s'est chargé d'effectuer celle-ci, est en dehors du domaine de la loi de 1898.

Cette distinction résulte implicitement de l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 Décembre 1910 (1). Un charretier au service d'un constructeur, avait été chargé par celui-ci de transporter chez un particulier pour en faire livraison, une tablette en ciment pesant environ 350 kilogr. Arrivé à destination, il se disposait à déposer son fardeau contre le mur d'un bâtiment, quand à la demande d'un jardinier de la maison il consentit à transporter, avec l'aide de plusieurs personnes, la tablette descendue de la voiture pour la placer dans un local sur consoles en fer, destinées à la recevoir. Pendant l'opération l'une des consoles céda, la tablette bascula et le charretier atteint à la tête fut tué sur le coup. La Cour de Limoges par un arrêt du 31 Juillet 1907 (2), confirmé par la Cour de Cassation, rejetèrent la demande d'indemnité : « attendu qu'il est constant que M.... n'avait pas l'entreprise des travaux, en vue desquels la tablette dont il s'agit lui avait été commandée, que dans la circonstance, après l'avoir fabriquée, son rôle et par conséquent sa responsabilité devaient prendre fin à l'instant même où il effectuait la livraison.... « Attendu que bien qu'à la suite de l'arrangement conclu, on puisse admettre que cette livraison devait se faire, non dans ses ateliers à Limoges, mais au Château de Cloud, elle devait cependant être considérée

(1). Cass. civ. 5 Déc. 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 220.

(2). Limoges 31 Juil. 1907. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 221.

comme entièrement accomplie, lorsque rendu sur les lieux convenus et déchargé du camion, l'objet qu'elle concernait se trouvait à la disposition du destinataire, qu'il appartenait désormais au dernier d'en faire usage que bon lui semblait à ses risques et périls exclusifs ». La Cour de Limoges met ensuite en lumière « qu'après avoir achevé le déchargement, le charretier de M... ne pouvait être tenu à aucune autre obligation, que tous les services qu'il pouvait rendre en sus devaient bénéficier non au destinataires, mais au tiers chargé de l'exécution des travaux de la laiterie, c'est-à-dire à une personne entre laquelle et M.... il n'existait aucune relation juridique » ; arrivant ensuite à la distinction que nous indiquions relativement à la mise en place et à la détermination de celui à qui elle appartient, la Cour constatait : « que quels que puissent être les usages, plus ou moins généralement adoptés dans certains cas particuliers, il est impossible de décider que dans une espèce telle que celle qui se présente actuellement, la mise en place soit en quelque sorte un accessoire forcé du transport ». Enfin elle invoquait comme dernier argument pour rejeter la demande d'indemnité, l'absence de l'ordre du maître, constatant que le charretier n'avait reçu de son patron « aucune autorisation expresse ou tacite de donner son concours à un travail de mise en place, travail dangereux dont l'exécution incombait à un autre entrepreneur ».

Il résulte donc clairement des attendus de ces arrêts, que l'accident du travail suppose qu'il est intervenu dans une opération s'y rattachant, au moins d'une façon indirecte et en constituant en quelque sorte un acces-

soire forcé. Hors de là, l'ouvrier cesse de pouvoir se réclamer de la loi de 1898, à moins toutefois qu'il n'ait accompli cette opération par ordre de son maître.

Celui-ci du reste n'a point besoin d'être exprès. Le consentement de l'employeur à l'acte, au cours duquel le salarié a été victime d'un accident, peut résulter d'un consentement tacite. C'est notamment ce qui se présente dans le cas où l'ouvrier est blessé, après l'expiration effective de ses heures d'occupation, en se servant des instruments de travail de son employeur. La Jurisprudence distingue à cet égard, suivant que l'utilisation de ces instruments est une simple tolérance accordée à l'employé dans son intérêt exclusif, pour lui donner une commodité plus grande, ou suivant que cette utilisation lui est imposée dans l'intérêt même de l'entreprise de l'employeur. La question revient dès lors à une interprétation des clauses du contrat liant l'employeur et l'ouvrier, et dans la détermination de celui qui, en définitive, tire avantage de la clause permettant à l'ouvrier d'utiliser les instruments de travail de l'entreprise.

En fait, la question s'est présentée dans l'hypothèse suivante : Une compagnie de traction insère dans le règlement général de ses conditions de travail que « les personnes admises à circuler gratuitement sont... 6° les employés de la Compagnie venant prendre, ou quittant leur service, mais seulement entre leur domicile et le dépôt » En fait il s'agissait de savoir si l'on devait considérer comme victime d'un accident du travail le receveur d'un tramway, qui par application de cette clause avait été tué après que venant de « verser à la caisse du

dépôt sa recette de la journée », il avait pris place dans le tramway, pour regagner son domicile et qui « arrivé à proximité de son domicile, au moment où il s'apprêtait à descendre par le marchepied de la plate-forme avant » avait perdu l'équilibre et était tombé sous les roues.

Devait-on, ainsi que le prétendait la Compagnie d'assurance, considérer que la mort de l'employé « étant survenue après la remise de la recette, celui-ci devait dès lors être considéré comme ayant terminé sa journée, que son service était fini, qu'il n'était plus ni sous la surveillance, ni sous la direction » de son patron, « qu'en un mot, il circulait comme un simple particulier, exempt jusqu'au lendemain de toute obligation vis-à-vis de « son employeur, lequel se trouvait libéré, en retour, de toute responsabilité ».

La Cour d'Appel de Caen, puis la Cour de Cassation considérèrent qu'il y avait là véritablement un accident du travail. A l'appui de cette solution elles invoquèrent deux arguments.

Le premier est tiré de l'opinion de la Doctrine et de la Jurisprudence qui « interprétant conformément à la volonté du législateur, la loi (de 1898) dans le sens le plus largement favorable à l'ouvrier, dispose que le patron qui a pris à sa charge le transport de ses employés demeure responsable des accidents survenus pendant le parcours » (1).

L'autre argument est tiré de l'interprétation du texte du règlement que nous avons rappelé.

Recherchant dans son esprit et dans sa lettre, s'il fallait lui trouver « le caractère d'une simple tolérance ou

(1). Sachet *op. cit.* p. 188.

bien au contraire d'une clause formelle du contrat de louage intervenu entre les parties », les deux juridictions furent d'accord pour reconnaître que cette clause présentait « le caractère indéniable d'une stipulation que cette stipulation avait été insérée dans son règlement que cette stipulation avait été insérée dans son règlement par la Compagnie de transports pour « obtenir de ses employés une stricte ponctualité à une heure matinale et leur accorder par contre la faculté de se loger au loin, à un prix moins onéreux, alors surtout que le service s'achève à une heure aussi tardive ».

Ainsi que le disait la Cour de Cassation, c'était « par le souci évident d'amener la régularité du service » que la Compagnie avait inséré cette clause dans son règlement. Il en résultait, en retour, pour ses ouvriers, « un avantage qui constitue un véritable supplément de salaire » et que par conséquent « jusqu'au moment où l'employé quittait la voiture le contrat se prolongeait et avec le contrat, la responsabilité de la Compagnie » (1).

En somme, l'idée générale dont s'inspire cette Jurisprudence c'est que le rapport de causalité entre l'acte accidentel et le travail est, jusqu'à preuve contraire, présumé résulter de l'ordre du maître ou même de son consentement tacite. C'est une interprétation très large de l'expression « à l'occasion du travail » et elle se trouve encore étendue par une extension certainement imprévue du législateur dans laquelle il ne s'agit plus d'un rapport de causalité entre le travail et l'accident, mais entre le travail et l'intention qu'avait l'auteur du

(1). Cour de Caen, 2 Déc. 1908 sous Cass. rev. 7 Juin 1910. *Rec. acc. trav.* 1911. XIV. p. 196.

fait malencontreusement terminé. Voici l'hypothèse à laquelle nous faisons allusion :

La Cour de Cassation a admis comme survenu à l'occasion du travail l'accident causé à un ouvrier, à son domicile, par un engin explosif qu'il avait emporté en dehors de l'exploitation et pendant la cessation du travail (1) :

« Attendu que... P... brigadier wagonnier au service de la Compagnie P. L. M. a eu la main gauche mutilée par l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il cherchait à fixer à sa lanterne, au moment où il quittait son domicile pour aller prendre son service ; qu'il n'est pas établi que P... eût, à la gare de Saint-Etienne, un endroit sûr où il pût déposer le matériel dont il était responsable et qu'en emportant chez lui ce matériel et notamment les pétards, il avait agi comme le faisaient ses camarades au vu et au su de ses chefs... »

Nous arrivons ici au dernier degré de l'extension de la notion actuelle d'accident professionnel. Il ne s'agit plus des faits, mais d'interpréter les mobiles, les intentions tant du patron que des ouvriers. Ceux-ci sont censés exécuter un acte dans l'intérêt de l'employeur. Celui-ci est censé consentir ou tolérer un acte qui peut lui être utile « (2).

Nous avons consacré d'assez longs développements à l'étude de l'accident survenu à l'occasion du travail, parce que rien ne montre mieux l'extension que la Jurisprudence a donné à la notion d'accident profession-

(1). Cass. civ. 24 Juin 1905. D. 1908. 1. 218.

(2). Morin, *op. cit.* p. 56.

nel. Les solutions de la Cour de Cassation peuvent en effet, sur ce point, se ramener aux deux formules suivantes :

1° L'accident survenu à l'occasion du travail est celui arrivé au temps et au lieu du travail, « attendu que tout accident survenu au lieu et au temps du travail, doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail » ; « attendu que lorsque l'accident est survenu au temps et au lieu du travail, la responsabilité du chef d'entreprise n'est dégagée que dans le cas où la victime a intentionnellement provoqué le dit accident ».

2° L'accident survenu à l'occasion du travail est celui survenu en exécutant un ordre du maître, puisque « l'ordre donné par le maître fait présumer que l'ouvrier était dans l'obligation de l'exécuter, sans que ce dernier soit tenu d'établir que ce dit ordre se rattachait au fonctionnement de l'entreprise ».

Sans doute, il faut bien, théoriquement, qu'il y ait entre le travail et l'accident un rapport de causalité, mais l'existence de ce rapport est présumée par la Jurisprudence qui admet un renversement de preuve à la charge de l'employeur.

L'accident survenu à l'occasion du travail pourrait donc être défini celui survenu sur le lieu et au temps du travail, ou dans l'exécution d'un ordre du maître, sauf à celui-ci à prouver le dol de la victime, la connaissance qu'elle avait qu'elle accomplissait un acte de pure complaisance, ou que l'accident est dû à l'effet d'une force majeure à laquelle n'a pas contribué l'organisation de l'entreprise.

CONCLUSION.

Notre conclusion sera courte. Elle ressort tout naturellement de l'examen que nous avons fait des solutions de la Jurisprudence. L'interprétation que celle-ci a donné aux expressions « accidents survenus par le fait » et surtout « accidents survenus à l'occasion du travail » dépasse de beaucoup la notion du risque professionnel, tel que le concevaient les auteurs de la loi de 1898. Nous sommes loin de l'idée de risque que fait courir l'outillage, puisque l'on a fait rentrer dans le domaine de la loi, sous la rubrique d'accidents occasionnés par le travail, des accidents que l'on peut rencontrer dans les circonstances de l'existence, chez les individus les plus différents d'occupations et même chez ceux qui n'en ont point. Sans doute, ces accidents se rattachent par un lien de causalité au travail. Mais nous avons vu combien la Jurisprudence se montre large dans l'appréciation de cet élément et comment elle tend à y substituer l'existence d'une présomption. Lorsque l'accident survient aux temps et lieu du travail, il est jusqu'à preuve contraire, considéré comme survenu à l'occasion du travail et lorsqu'il arrive en dehors du temps ou du lieu du travail, il est encore un accident du travail s'il est arrivé en exécutant l'ordre du maître,

cet ordre étant présumé donné pour les besoins de l'entreprise. La force majeure, elle-même, ne suffit pas à exclure la responsabilité de l'entrepreneur, lorsque les conditions de l'entreprise, ou son fonctionnement, sont de nature à aggraver le risque d'accident du chef des forces de la nature.

Vu par le Président de la Thèse,
R. PIEDELIEVRE.

Vu,
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur
de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — L'accident : Définition, caractères. — Maladies professionnelles.....	9
CHAPITRE II. — Le travail : Travail professionnel dérivant d'un contrat de louage de services. — Insuffisance de l'ordre du patron pour soumettre le travail au risque professionnel, s'il n'y rentre pas normalement. — La responsabilité du risque professionnel, conséquence directe du contrat de travail. — Conséquences que la Jurisprudence tire de ce principe. — Contrat nul à raison de l'âge de l'ouvrier.	29
SECTION 1. — Travail professionnel.....	30
SECTION 2 — Nécessité d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage valable.....	33
CHAPITRE III. — Accident survenu " <i>par le fait</i> " ou " <i>à l'occasion</i> " du travail : Historique de cette rédaction..	41
SECTION 1. — Accident survenu " <i>par le fait du travail</i> " : Définition. — Triple élément exigé par la Cour de cassation : Matériel, temps, lieu. — L'accident survenu par le fait du travail et l'autorité patronale. — Imprudence de l'ouvrier.	44
1 ^{er} Accident arrivé par suite de l'outillage ou des forces qui l'actionnent.....	48
2 ^{er} Accident survenu pendant le temps du travail.....	50
3 ^{er} Accident survenu sur les lieux où le patron commande et dirige.....	55
SECTION 2. — Accident survenu " <i>à l'occasion du travail</i> " : Définition. — Éléments de l'accident survenu à l'occasion du travail. — Interprétation extensive en Jurisprudence du temps et du lieu de travail. — Rapport de connexité entre le travail et l'accident.....	60

	Pages
I. — Accident survenu en temps et lieu du travail. — Rapport de causalité entre l'accident et le travail, résultant	84
1° De l'accomplissement même de la tâche professionnelle de la victime ou des conditions de son exécution.....	87
2° D'un fait d'un compagnon de travail.....	93
3° D'un acte de dévouement de la victime ou d'un acte de complaisance.....	100
4° De l'acte d'une personne ou d'une chose étrangères à l'industrie.....	106
5° De la force majeure.....	112
Présomption admise par le Cour de Cassation que « tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail ».....	115
II. — Accident survenu hors du temps et du lieu de travail. — L'ordre du maître. — Présomption que l'ouvrier était dans l'obligation d'exécuter l'ordre du maître, sans qu'il soit tenu d'établir que ce dit ordre se rattachait au fonctionnement de l'entreprise.....	116
Conclusion	131

IMPRIMERIE CHARENTAISE

A. OLIVIER

15, rue d'Arcole

ANGOULÊME

